

TIARET : 16 ÉTUDIANTES BLESSÉES DANS UN INCENDIE À LA CITÉ U_{P.5}

Le Quotidien D'ORAN

Edition Nationale d'Information

LE BAC 2016 SOUS HAUTE SURVEILLANCE_{P.2}

P. 6 à 14

ACTUALITÉ VUE
AUTREMENT

FAUTE D'ÊTRE FÉCONDE,
LA RÉGRESSION S'EST
DURABLEMENT INSTALLÉE
FAROUK ZAHI

POURQUOI NOTRE PROBLÈME
EN ALGÉRIE EST-IL PROFOND ?
KAMAL GUERROUA

LA JUSTICE TRANSITIONNELLE
ET L'ALGÉRIE
AKRAM BELKAÏD

CHERCHE DÉSÉSPÉRÉMENT
UN PRÉSIDENT NORMAL
MIMI MASSIVA

JUIN 2016 : LA 18^{ÈME} TRIPARTITE
SUR FOND DE ROULETTE RUSSE !
CHERIF ALI

■ Rêvons de recherche scientifique !
MOHAMED MEBTOUL

■ Le droit au séjour à travers
le droit à la vie privée et familiale
FAYÇAL MEGHERBI

■ La quadrature du cercle,
le cinquième postulat d'Euclide
et la fonction mathématique Zéta
ALI DERBALA

■ Valls en Israël pour
relancer le processus de paix
PIERRE MORVILLE

■ Livres : *L'internationale*
BELKACEM AHcene-DJABALLAH



UN REBRAB AVERTI VAUT TROIS KHALIFA

ABED CHAREF



هيّا أليْيْ تُخْرِجْ عَلَيَا PLAY

FLEXY 1000 DA

3000 DA
TOUS RÉSEAUX
INTERNATIONAL INCLUS

1,5 Go
INTERNET
GRATUIT

ET TOI ?

FLEXY 1000 DA ET CHOISIS TA PLAY *720#

VALABLE POUR TOUS LES CLIENTS PRÉPAYÉS, CHANGE MAINTENANT *100#

www.djezzy.dz



Education

Le bac 2016 sous haute surveillance

Phs.: Arch.

Yazid Alilat

Pour le baccalauréat 2016, ce sera «mission impossible» pour tous ceux, parmi les plus de 800.000 candidats à cet examen crucial pour le passage à l'enseignement supérieur, qui seront tentés de «frauder»! Les avertissements de la ministre de l'Education nationale, Nouria Benghebrit, depuis déjà le début de l'année, se sont hier mercredi un peu plus précisés, avec l'annonce que des poursuites judiciaires seront engagées contre les éventuels fraudeurs. Mais elle a, lors de l'émission «L'invité de la rédaction» de la chaîne 3, explicité encore plus la démarche du ministère et des services de sécurité pour démasquer et ruiner les espoirs des fraudeurs et leurs «alliés». D'abord, la ministre de l'Education nationale a confirmé à demi-mot que des brouilleurs de télécommunications seront installés pour empêcher toutes communications durant la durée des épreuves, ensuite, des contrôles d'adresses IP (Internet Protocol) ont été déjà mis en place, que les fraudeurs pourraient être poursuivis en justice, outre le fait que cette année, l'entrée dans les salles d'examen a été fixée à 8h30, au-delà, tout retardataire sera refoulé. Mme Benghebrit a indiqué que les 16 et 17 mai derniers, un regroupement des directeurs de centres d'examen a permis de constituer une dizaine de groupes. «Des consignes strictes leur ont été données», a-t-elle indiqué, et notamment pour que les candidats remettent leurs portables ainsi que les adultes. Sur les moyens de lutte contre la fraude aux TIC, elle a déclaré que «nous avons des compétences, qui sont en mesure d'identifier ces tentatives de fraude à travers la demande d'information, et ceux également qui répondent en envoyant des solutions». «J'attire l'attention que ce n'est pas le fait d'être tout seul qui va assurer la sécurité. Nous avons déjà identifié des adresses IP, et je peux vous garantir à travers la commission constituée de la DGSN, des ministères de la Poste et des TIC, mais également de la Justice, et du ministère de l'Education, et mise en place cette année afin que l'échange d'informations soit instantané entre nous et des actions immédiates seront prises, sans parler des poursuites judiciaires que nous allons engager», a affirmé la ministre. Sur la question des brouilleurs, elle a seulement souligné que «nous n'avons pas privilégié une méthode, nous utiliserons tous les moyens à notre disposition», avant de relever que «la société est d'accord pour que le mérite soit au cœur de nos résultats et de nos pratiques, et que l'honnêteté est une qualité». Pour elle, «il faut justement endiguer la chose et que le citoyen dénonce celui qui triche et fraude, car dénoncer la fraude, c'est un acte citoyen». D'autre part, cette année, l'heure de l'entrée dans les centres d'exams est fixée à 8h30. «Tout le monde entrera à 8h30, après, les portes sont fermées et aucun retard n'est toléré», a-t-elle expliqué, relevant que la demi-heure de batte-

ment qui était observée auparavant entre 8h00 et 8h30 pour les retardataires était le moment de toutes les suspicions. Mme Benghebrit a indiqué, par ailleurs, que les candidats malades sont pris en charge avec la mise en place de 9 centres d'examens à travers le territoire national. Sur le niveau des sujets d'examen, «il y a des consignes qui existent depuis un certain nombre d'années au niveau de l'ONEC (Office national des examens et concours), dont celles que les questions sont bien tirées des programmes, d'orienter les questions à partir du niveau moyen d'une classe, et faire en sorte à travers les différentes questions posées qu'il y ait une progression et une indépendance», a-t-elle expliqué, relevant qu'"il y a un protocole à partir duquel les enseignants et les inspecteurs sélectionnés élaborent leurs questions. L'ONEC a une banque de ces questions". Et puis, selon la ministre de l'Education nationale, «aucune fuite des sujets n'est envisageable, encore moins possible. «Tout est verrouillé», a-t-elle affirmé. «Il n'y a aucune chance pour la fuite des examens du bac. Tout est verrouillé, et les 150 personnes qui ont confectionné les questions sont au niveau des locaux de l'ONEC, ils ne sortiront que le dernier jour du bac», a-t-elle encore dit, ajoutant qu'"ils sont dans un bunker, coupés du monde extérieur, de leur famille, et cet isolement devrait mériter de partager avec nous cette obligation non seulement de ne pas frauder, mais d'aller vers une plus grande moralisation de cet examen."

Pour le bac 2016, il y aura près de 818.518 candidats, dont 33% sont des candidats libres, soit 268.925 candidats. Beaucoup de ces candidats libres «sont déjà inscrits» dans des universités, et ils passeront cet examen, estime la ministre, pour avoir de meilleures notes pour aller dans les filières de leur choix. «Nous sommes en train d'étudier la possibilité pour qu'au bout de la 3^e tentative, ils contribueront au financement des frais de cet examen. Mais sur le coût réel de cet examen, la ministre a seulement indiqué que le budget de l'ONEC, qui organise ces examens ainsi que les concours d'entrée dans le secteur de l'enseignement, est de 52,6 milliards de DA, soit l'équivalent de «la construction annuelle de 106 écoles primaires de 6 classes chacune, sans la prise en compte des frais au niveau des wilayas (transports, restauration...)».

La correction débutera le 9 juin et se terminera le 29 juin, a-t-elle encore expliqué, avec «la possibilité pour les correcteurs de venir entre 22h et 2h du matin», alors que les centres de correction seront ouverts entre 10h00 et 2h00 du matin. La note de 10 reste encore la condition cette année pour l'obtention du bac, a rappelé Mme Benghebrit, qui a indiqué que l'année prochaine, il est fort probable que «l'on revienne à trois jours au lieu de cinq jours» pour la durée de cet examen. «Il y a un consensus sur le nombre de jours du bac, il faut juste définir les épreuves pour passer de cinq à trois jours, et la proposition sera entérinée par le gouvernement».

Santé

Sanctions annoncées contre les praticiens grévistes

Les praticiens de la santé publique en grève, à l'appel du syndicat national des praticiens de la santé publique (SNPSP), s'exposent, compte tenu du fait que cette grève a été déclarée illégale par la justice, à des mesures administratives diverses et les absences irrégulières seront «sévèrement sanctionnées», a prévenu mercredi le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Le ministère a indiqué dans un communiqué que l'évaluation du suivi de la grève illégale initiée par le SNPSP pour la journée du 23 mai 2016 à travers les 48 wilayas du pays, fait ressortir un «taux national de suivi de la grève égal à 0,4% de l'ensemble des effectifs concernés», précisant que «42 wilayas du pays ont enregistré 0% de suivi du mot d'ordre de grève».

Cependant, «l'administration est tenue de respecter les dispositions juridiques régissant les relations de travail et celles du statut général de la fonction publique», a souligné le ministère. «À ce titre, et s'agissant d'une grève déclarée illégale par la justice,



ceux qui se déclarent en grève et ne rejoignent pas leur poste de travail sont en réalité en situation juridique d'abandon de poste et s'exposent à des mesures administratives diverses, à commencer par les retenues sur salaire non plafonnées», a-t-il ajouté.

Le ministère de la Santé a rappelé, dans ce cadre, qu'il avait salué «l'esprit de responsabilité dont ont fait preuve les praticiens de la santé publique qui ont dans leur écrasante majorité refusé

ANALYSE**Kharroubi Habib****Offensive sur Raqa: dangereuse course de vitesse**

offensive qui lui a permis de reprendre le terrain qu'il avait dû céder à ses multiples adversaires armés.

L'on fera remarquer qu'il y a une coïncidence qui ne doit rien au hasard dans le fait que les Etats-Unis s'avisent que leurs «alliés» encadrés par

leurs forces spéciales présentes en Syrie peuvent déloger l'Etat islamique de Raqa et celui que les forces armées du régime avancent lentement mais sûrement en direction de cette ville. Si les Américains n'avaient pour but que de reprendre Raqa à l'organisation terroriste, ils ne pouvaient qu'accepter la proposition russe d'une coordination militaire. Mais en la déclinant ils ont manifestement donné à entrevoir qu'ils poursuivent un but pour lequel la libération de Raqa n'est qu'une étape. En accord avec l'Arabie saoudite, la Turquie et les roitelets du Golfe, les Etats-Unis visent à ce que Raqa et sa région une fois libérées de la présence de l'Etat islamique ne retombent pas sous le contrôle du pouvoir de Damas. La participation sous quelque forme que ce soit de la Russie, allié du régime, à leur libération empêcherait à l'évidence la concrétisation de ce plan.

A l'une et à l'autre proposition de collaboration, les Etats-Unis ont fait une réponse négative qui dévoile on ne peut plus limpide le caractère mensonger du discours américain sur la nécessité d'une coopération internationale contre le terrorisme. Leur refus des propositions russes révèle qu'ils sont en Syrie dans la poursuite d'un agenda dans lequel l'objectif de l'éradication dans ce pays des organisations terroristes n'est affiché que pour justifier leur intervention militaire qui n'a aucune base légale au plan du droit international.

Ce sont pourtant les Etats-Unis qui les premiers ont appelé à une coopération militaire internationale contre l'Etat islamique quand il s'est emparé de Raqa et en a fait sa capitale autoproclamée. Ils l'on fait en étant certains que la Russie à ce moment-là était dans une urgence en Syrie qui la lui ferait décliner : celle de voler au secours du régime de Damas acculé de toute part et en risque de perdre ce qui restait de territoire syrien sous son contrôle. Cette situation n'est plus de mise en Syrie. Le régime de Bachar El Assad a non seulement contenu les assauts contre les zones qui étaient encore sous son contrôle à ce moment-là mais est dans une dynamique

De ce fait, l'on va assister inéluctablement à une course de vitesse entre le régime et ses alliés et l'Amérique et les siens pour à qui reprendra le premier la ville de Raqa et sa région. Pour les deux camps, une victoire en ces lieux sur l'Etat islamique est une carte d'importance dans les négociations qui viendront à reprendre sur l'avenir de la Syrie. Mais cette course de vitesse est porteuse du risque d'une confrontation directe entre ces deux camps qui peut prendre une dimension apocalyptique du fait de la présence dans chacun d'acteurs russes et américains.

L'affaire du rachat d'El Khabar reportée au 8 juin

M. Aziza

L'affaire du rachat du groupe El Khabar par l'industriel Issad Rebrab a été reportée encore une fois au 8 juin prochain par la deuxième chambre administrative du tribunal de Bir Mourad Raïs.

Le report a été décidé à la demande de la partie plaignante, à savoir le ministère de la Communication, qui a déposé une nouvelle requête. Une requête qui met en cause d'autres parties, notamment d'autres actionnaires d'El Khabar. C'est ce qu'a affirmé hier un des avocats du groupe El Khabar, Ait Mimoun Mohamed, à la sortie du tribunal.

Maître Ait Mimoun a affirmé que les avocats de la défense attendaient le rejet du nouveau document déposé par la partie plaignante sans enregistrement, mais au contraire, dit-il, « ce document a été introduit par le tribunal dans ce dossier et le tribunal a estimé nécessaire que ce procès soit renvoyé au 8 juin pour examiner le dossier, mais non pas pour rendre la décision », a-t-il tenu à souligner.

Pour l'avocat de la défense, « il y a un vice de forme déjà en matière de présentation du document en question ; il n'a pas été enregistré et pour nous, en tant que juristes, il s'agit d'un document non authentifié et non officiel ». « C'est pour cette raison que la défense avait demandé d'écartier ce document de la procédure ».

Notre interlocuteur a affirmé que le tribunal devra ouvrir les plaidoiries à partir du 8 juin pour toutes les parties mises en cause et que normalement le report de l'affaire est à la défaveur de la partie plaignante. Il explique « quand on engage un référendum, c'est par ce qu'il y a un élément d'urgence, et le plaignant doit convaincre pour que le juge prenne une décision rapidement ». Il fait remarquer que « malheureusement, on est en train de voir un autre scénario, le renversement des rôles et des positions ». « On n'arrive pas à comprendre. C'est la partie plaignante qui fait traîner la procédure, donnant ainsi l'avantage à El Khabar au procordial ».

Pour l'avocat de la défense « c'est une tactique du ministère de la Communication pour

faire traîner une procédure qui, en principe, devait être à son avantage, dès lors qu'il estime avoir été lésé dans un marché qui a été conclu en dehors de la réglementation ». Il insiste que « ce quatrième report est une tactique, c'est pour des calculs que je ne saurais et ne pourrais vous dire en tant qu'avocat ».

Maitre Berghel, avocat de la défense de Cevital, a pour sa part remis en cause la nouvelle requête déposée par le ministère de la Communication, impliquant les 17 actionnaires du groupe El Khabar. Pour Me Berghel, « cette requête est en contradiction avec les dispositions du code des procédures pénales par ce qu'on est dans une affaire en référé ». Il a demandé, au même titre que tous les avocats de la défense, le rejet de cette requête.

Notre interlocuteur regrette qu'au début, c'était une affaire purement commerciale, « mais elle a été politisée par la suite par le pouvoir lui-même, avec l'intervention de certains ministres et certains représentants politiques ». Il affirme qu'aujourd'hui, heureusement, le chef du gouvernement reconnaît qu'il y a un vide juridique, en annonçant que « l'autorité de régulation sera installée incessamment ».

Pour l'avocat de la défense, « c'est une reconnaissance expresse qui prouve qu'il y a lacune dans cette affaire et que le seul responsable dans cette affaire est le gouvernement ».

L'avocat du ministère de la Communication Nadjib Bitam affirme quant à lui que la partie plaignante n'est pas contre la vente des actions d'El Khabar, mais contre la violation de la loi 05-12 du code de la communication qui stipule une autorisation de la tutelle et de l'autorité de régulation.

Des journalistes, des citoyens, des syndicalistes, des chefs de partis politiques notamment de l'opposition, parmi eux Louisa Hanoun, Mohcen Belabbès, Zohra Drif, Khalida Toumi et Rachid Nekaz ont participé au sit-in de solidarité tenu en face du tribunal.

Les journalistes et personnels d'El Khabar, soutenus par des journalistes de la corporation répétent « El Khabar, liberté d'expression et crédibilité », « Non à la régression, vive la liberté d'expression ! »

Tentative d'attentat de Krechba Trois individus présentés au juge d'instruction

Trois individus résidant à El Menea et présumés avoir eu des liens avec la tentative d'attentat terroriste en mars dernier contre le site gazier de Krechba (200 km au sud d'El-Menea), ont été présenté mercredi devant les instances judiciaires près le tribunal d'El-Menea, a-t-on appris de source judiciaire.

Les mis en cause sont soupçonnés d'implication et de soutien à des activités terroristes, particulièrement lors de la ten-



Ph. Rachid K.

Raïna Raïkoum

Ahmed Farrah

Quand des peuples se jettent dans les bras des justiciers

pas indifférent. Sa réputation est devenue calamiteuse lors de son passage à la tête de la mairie d'une cité corrompue par le crime, la drogue et engluée dans la misère. Il aurait

constitué un escadron de la mort pour faire lui-même justice et s'était lancé dans le grand nettoyage en exterminant, sans procès, les crapules et les délinquants de sa ville. Avec son discours anti-délinquant et anti-élite, il a su séduire les Philippins et est devenu le seul politique incarnant le changement après l'échec d'une démocratie vétérane par la corruption et les trafics de tout genre. Le mandat de Rodrigo Duterte prendra effet le 30/06/2016, après 30 ans de pouvoir largement dirigé par des clans familiaux soutenus par de puissants hommes d'affaires. Un système qui a contribué à enracer les injustices sociales et les écarts de richesse dans un pays qui enregistre 6% de croissance annuelle et où le quart de la population vit dans l'extrême pauvreté. « Avec moi, ça va saigner, les poisons vont bientôt grossir de cadavres jetés à l'eau dans la baie de Manille, oubliez les droits de l'homme », ce sont ces mots qui donnent le sentiment de protection à des peuples qui n'ont pas d'autres choix que de se soumettre à des « justiciers ». Les Algériens aussi, à un moment donné de leur récente histoire, ils avaient eu à choisir, mais entre deux faces de la même « pièce » qui paraissaient pile pour les plus naïfs.

Ministère de l'Intérieur Les 958 communes agricoles du pays sont toutes déficitaires

Les 958 communes à caractère agricole du pays sont toutes déficitaires et vivent de dotations de l'Etat et des aides octroyées par la Caisse de solidarité et de garantie des collectivités locales (Csgcl), a-t-il précisé. Par ailleurs, il a fait savoir que le nombre des communes jouissant d'une bonne santé financière est de 103 (6% de l'ensemble des communes), tandis que pour celles qui ont une situation financière moyenne, il est de 480 (32%). Les communes dont les recettes fiscales sont les plus importantes sont celles à caractère industriel, a-t-il souligné, rappelant que le pic du déficit financier avait été atteint en l'an 2000 avec un total de 1.200 communes en difficultés, en raison essentiellement des effets de la décennie noire. A ce propos, il a avancé qu'une réfor-

me fiscale locale devrait être introduite dans le cadre de la loi de finances 2017 afin de donner les moyens aux collectivités locales de renflouer leurs caisses : « C'est inévitable, nous devons aller vers cette réforme ». L'autre priorité pour M. Kerri est de permettre aux communes de lever elles-mêmes la fiscalité locale : « En Algérie, nous parlons de fiscalité locale mais ce ne sont pas les communes qui lèvent l'impôt. Il est important de leur permettre de le faire », a-t-il insisté. En outre, donner la possibilité aux communes relativement prospères à accorder des prêts aux communes défavorisées, même si elles ne relèvent pas de la même wilaya, est une autre piste à explorer pour renforcer les communes financièrement, a-t-il suggéré.

CHEZ **DJEZZY**
LES APPELS SONT PAR PALIER DE
30
SECONDES

DJEZZY جازzy

PERSE LES 1001 NUITS

IRAN

14 jours / 13 Nuitées
du 23/07 au 05/08/2016
et du 12/08 au 25/08/2016

Pension Complète – Excursions – Visites – Assurances
Visa - Guide Francophone - Hôtels 4 Etoiles

Inscription et Reservation

Agence TTS
5, Rue Jean-Marie Laribere Oran
Tél. Oran : 041/333743 / 041 33 60 66 / 041 33 63 25
Tél. Alger : 021 63 36 44/45/43 - 021 52 28 83

NE VOUS Y PRENEZ PAS À LA DERNIÈRE MINUTE

L'ASSOCIATION DES MEDECINS D'ORAN
AMOPREC

Organise son 9ème Congrès International à l'Hôtel Phoenix Oran
Les VENDREDI 27 MAI 2016 (à partir de 14 h 30) et SAMEDI 28 MAI 2016.

THEMES :

- URGENCES CARDIO-VASCULAIRES (AVC - CORONAIRES).
- URGENCES NEPHROLOGIQUES (IRA).
- STATINES.

INSCRIPTIONS : 1000 DA

- PORTE-DOCUMENT - DEJEUNER.
- DINER GALA (PLACES LIMITEES).

CONSULTER NOTRE SITE WEB : WWW.AMOPREC.COM

Pour le bureau
Pr BENACHENHOU S.A.
Président de l'AMOPREC

Chez Renault, l'après-vente vous redonnera le sourire

RENAULT
Passion for life



Forfait recharge gaz de climatisation
À PARTIR DE 2500 Da/TTC*
CONTROLE INCLUS

Renault Service
*Remplacement filtre habitacle non inclus
Offre valable dans tout le réseau Renault Algérie
Pour plus d'informations : 0770 905 000/ contact.client@renault.dz
www.renault.dz 

KITEAL
MEUBLES & DÉCORATION



SALON **DECO**
SÉJOUR RANGEMENT
SALLE À MANGER

ACCESOIRES **LINGE** **CHAMBRE**
CUISINE DE MAISON ADULTE
SALLE DE BAIN ENFANT
PETIT-ELECTRO

RÉINVENTEZ VOTRE INTÉRIEUR



- 5000 M² AVEC PARKING
- CONSEILLERS CLIENTÈLE
- MONTAGE ET LIVRAISON OFFERTS
- CARTE DE FIDÉLITÉ
- CAFÉTERIA
- GARDERIE D'ENFANTS
- OUVERT TOUS LES JOURS DE 11H À 20H - VENDREDI DE 15H30 À 20H

Aeroport Ahmed Ben Belkacem - Route de l'aéroport - Zone B - Concessionnaires auto - Vers l'aéroport - Vers Alger - Vers ORAN - Zone A - Route Point El Mina - Taxis - Vers la gare - Vers la gare

Zone showroom B, axe Oran-Aéroport, Es-Sénia / Tél. : 041 21 10 74 / 041 29 23 49 / Fax : 041 29 23 52
email : contact@kiteal-dz.com / Site web : www.kiteal.com

Algérie-Qatar

De nouveaux projets en perspective

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb, a annoncé hier à Doha la tenue d'une rencontre entre hommes d'affaires algériens et qataris, en marge de la 6e session de la Haute commission mixte algéro-qatari, prévue fin 2016 à Alger.

R. N.

Le ministre a indiqué, à l'issue d'un entretien avec le vice-président de la Chambre de commerce qatari, Mohammad ben Ahmed Towar El Kouari, que les deux parties ont examiné les relations bilatérales, soulignant la nécessité «d'intensifier les rencontres entre les investisseurs des deux pays en vue de promouvoir les relations économiques bilatérales». Bouchouareb a précisé que la rencontre entre hommes d'affaires algériens et qataris sera l'occasion de relancer le Conseil des affaires algéro-qatari pour la promotion des relations et du niveau de partenariat entre les hommes d'affaires des deux pays. Cette rencontre permettra l'examen des voies à même de promouvoir le partenariat, les opportunités d'investissement offertes en Algérie et des projets futurs mutuellement bénéfiques, a affirmé le ministre, dans une déclaration à l'APS, soulignant qu'elle «permettra également de développer la coopération économique bilatérale et encourager les transactions économiques dans différents domaines notamment ceux de la chimie et de la pharmaceutique».

Selon lui, des responsables des secteurs économique et commercial, des hommes d'affaires et des représentants d'organisations patronales, ainsi que des investisseurs publics et privés algériens devraient se rendre au Qatar en septembre prochain pour examiner et identifier avec leurs homologues qataris des domaines de coopération en prévision de la rencontre prévue en Algérie, a-t-il affirmé.

De son côté, M. El Kouari a indiqué que sa rencontre avec le ministre de l'Industrie marque le début d'un travail constant et continu entre les investisseurs des deux pays,

Energies renouvelables Des sociétés danoises intéressées

Le ministre de l'Energie, Salah Khebri, s'est entretenu, hier à Alger, avec l'ambassadrice du Danemark en Algérie, Mme Margit Thomsen, qui lui a fait part de l'intérêt des sociétés danoises d'investir dans le domaine des énergies renouvelables en Algérie. Selon un communiqué du ministère, les entretiens entre les deux parties ont porté sur le renforcement des relations de coopération dans le domaine énergétique dont notamment les énergies renouvelables. Mme Thomsen a fait part, à cette occasion, de l'intérêt des sociétés énergétiques danoises d'investir dans le domaine des énergies renouvelables, notamment l'éolien.

Pour sa part, M. Khebri a présenté les grands axes du programme national des énergies renouvelables et a invité les entreprises danoises à se rapprocher de la Commission de régulation de l'électricité et du gaz (Creg) pour s'informer des procédures nécessaires à l'investissement dans ce domaine, ajoute le communiqué. Le programme national actualisé de développement des énergies renouvelables prévoit une production de 22.000 MW d'électricité

avant d'ajouter que la chambre qatari de l'industrie «encourage les hommes d'affaires et investisseurs qataris à explorer les opportunités d'investissements offertes par le marché algérien» qu'il a qualifié de «prometteur». Le responsable qatari a annoncé la tenue d'une série de rencontres entre les responsables et hommes d'affaires des deux pays pour examiner ces opportunités et définir les domaines de coopération. A la faveur de la 5ème session de la Grande commission mixte algéro-qatari, tenue en 2014 à Doha, 13 documents (convention, mémorandums d'entente et programmes exécutifs) relevant de plusieurs secteurs (pêche, tourisme, sport, enseignement supérieur...) ont été signés.

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Abdesselam Bouchouareb effectue depuis mardi une visite à Doha, à l'invitation du ministre qatari de l'Energie et de l'Industrie, Mohamed Ben Salah El Sada, avec lequel il a évoqué les voies et moyens de développement des relations économiques bilatérales et les perspectives de lancement de nouveaux projets de partenariat. Au terme de cette rencontre, M. Bouchouareb a exprimé sa satisfaction des relations «exceptionnelles» existant entre l'Algérie et le Qatar, insistant sur l'imperatif de promouvoir le partenariat économique entre les deux pays, «lequel demeure en deçà du niveau des relations politiques bilatérales». La rencontre a été «l'occasion d'évaluer les projets en cours entre les deux pays», a affirmé le ministre, soulignant que lors de ces discussions, «il a été question du lancement de nouveaux projets à l'avenir». M. El Sada s'est dit satisfait du niveau des relations algéro-qataries, relancées depuis plusieurs années par les dirigeants des deux pays, annonçant «de nouveaux projets en perspective».

**Algérie-France
Bedoui : la coopération décentralisée s'est «progressivement intensifiée»**



Ph.: APS

La coopération décentralisée entre l'Algérie et la France s'est «progressivement intensifiée», donnant lieu à des «projets catalyseurs» caractérisés par une approche de partenariat et d'intérêt partagé, a indiqué, mercredi, à Alger, le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, Nouredine Bedoui.

«C'est ainsi qu'après les débuts timides où ces échanges se limitaient aux stricts rapports symboliques de jumelages marqués par des relations interpersonnelles, la coopération décentralisée s'est progressivement intensifiée, induisant des projets catalyseurs caractérisés par une approche de partenariat et d'intérêt partagé», a souligné M. Bedoui lors des travaux des 3èmes rencontres algéro-françaises des maires et responsables des collectivités territoriales. «Depuis plus de 30 ans, les accords de coopération décentralisée entre les collectivités des deux pays s'étaient multipliés, passant de 7 accords, en 1989, à 13 en 1999», a-t-il rappelé. Il a relevé que «plus de 50 conventions de coopération décentralisée et de jumelage ont été conclues, entre les collectivités territoriales algériennes et françaises, tous échelons institutionnels confondus, sur des thématiques très variées comme la gestion urbaine, la protection de l'environnement, la gouvernance locale, les échanges culturels et la jeunesse».

Le ministre a cité «à titre non exhaustif» les coopérations entre la wilaya de Annaba et la communauté urbaine de Dunkerque, la wilaya de Sétif et la métropole de Lyon, la wilaya d'Adrar et le conseil général de la Gironde, la wilaya d'Alger et la mairie de Paris, la commune d'Oran et la mairie de Bordeaux. Il a ajouté que de nouvelles relations se tissaient chaque année, faisant de cette coopération «une relation à la fois ancrée dans l'histoire et profondément contemporaine, d'où la nécessité de rentabiliser, davantage, les relations de coopération et d'en tirer le maximum de profit, réaliser des projets concrets de développement et améliorer le cadre de vie de la population». M. Bedoui a rappelé que «les acteurs étatiques algériens et français avaient, de longue date, soutenu le développement de la coopération décentralisée», ajoutant que ce soutien s'était traduit par l'adoption des lois 11-10 du 22 juin 2011 et 12-07 du 21 février 2012, relatives respectivement, à la commune et à la wilaya, précisant que ces deux textes «ont consacré, pour la première fois, le concept de la coopération décentralisée». «Les textes d'application sont en cours d'élaboration afin d'assurer un meilleur accompagnement des collectivités territoriales algériennes dans leurs projets de coopération décentralisée», a-t-il assuré.

Pour le ministre, ce soutien est conforté, en particulier, par le document cadre de partenariat (DCP), signé entre les deux parties, en 2007, afin de faciliter les contacts et la mise en œuvre de projets de coopération et de jumelage entre les collectivités territoriales des deux pays, relevant que cet engagement a été renouvelé pour la période 2013-2017. Il a observé que cet intérêt particulier, accordé à ce type de coopération, découle du fait que la collectivité territoriale était un acteur «pivot» dans le processus de développement, mais qui reste à «professionnaliser» dans le cadre de la coopération décentralisée.

«Tout le monde concède pour dire que les compétences dévolues aux collectivités territoriales, dans le domaine des relations internationales, restent très limitées et en-deçà de celles des acteurs étatiques», a-t-il dit, précisant que la coopération décentralisée «n'est pas une coopération classique et

se distingue par rapport aux coopérations bilatérales ou multilatérales, par sa vocation territoriale, induisant une plus grande proximité avec la population». Cette coopération «peut également devenir un vecteur de citoyenneté locale et de démocratie participative, en redynamisant, le tissu social et associatif local et en ouvrant des espaces de concertation entre élus, administrations et citoyens», a relevé le ministre, plaident pour la promotion de l'implication et la participation des citoyens, non seulement dans la gestion des affaires locales, mais, aussi, dans la coopération internationale». M. Bedoui a rappelé, dans ce sillage, que l'Algérie avait engagé des réformes politiques «profondes» en vue de «consolider» la démocratie participative à travers la mise en place d'un cadre juridique qui «consacre la participation réelle du citoyen à la gestion des affaires du pays et contribue à la mobilisation de tous les acteurs de la société, notamment les jeunes, en faveur du développement, à tous les niveaux». «Il s'agit, aussi, d'inscrire les collectivités locales au cœur des nouveaux mécanismes de territorialisation des politiques étatiques, se traduisant par leur implication dans le développement économique local, aux côtés du secteur privé, organismes de formation et de recherche», a-t-il expliqué.

M. Bedoui a soutenu que la coopération décentralisée algéro-française devait «construire un cadre pérenne et durable de discussion, de partage de savoir-faire et d'expériences pour relever les défis auxquels sont confrontées nos collectivités». «Nous sommes convaincus de la valeur ajoutée que pourrait apporter cette forme de coopération, de ce qu'elle peut apporter à nos collectivités et à nos territoires, dans l'esprit du respect mutuel de la souveraineté de chacun», a-t-il affirmé.

Tiaret 16 étudiantes blessées dans un incendie à la cité U

El-Houari Dilmî

Seize étudiantes ont été blessées mardi soir dans l'incendie d'une chambre à la cité universitaire Assia Kébir de Tiaret, nécessitant l'intervention de deux équipes de la Protection civile qui ont accouru sur les lieux. En effet, selon le chargé de communication à l'unité principale de la Protec-

tion civile, le lieutenant Boukhari Rabah, l'incendie a été provoqué par un court-circuit d'un appareil électrique, utilisé par des étudiantes. Prise de panique, une étudiante s'est défenestrée, se fracturant gravement le bassin et un membre inférieur. Quinze autres, gênées par la fumée épaisse, se sont évacuées vers l'hôpital. Des effets comme la literie, les chaînes et les tables ou encore les habits ont également été la proie des flammes, a-t-on indiqué de même source. Les étudiantes ont quitté l'hôpital après avoir reçu les soins nécessaires, tandis qu'une autre souffrant de fractures a été admise au bloc opératoire. Une enquête a été ouverte par les services de la sûreté pour déterminer les circonstances exactes de ce sinistre.

Un Rebrab averti vaut trois Khalifa



Par Abed Charef

Issaad Rebrab est un homme pros père. Il possède déjà un journal, il peut en lancer d'autres, tout comme il peut aisément financer une chaîne de télévision. Pour lui, ce serait une entreprise facile, aussi facile que ce que constituerait pour Mohamed Raouraoua la recherche d'un nouvel entraîneur pour l'équipe nationale de football.

Pourquoi diable, dans ces conditions, le ministre de la Communication, Hamid Grine, a-t-il décidé de l'empêcher d'acheter un journal déjà emballé, au risque de créer une crise, et de soulever une vague de réprobation dans le pays? La question est d'autant plus lancinante que M. Rebrab n'a pas l'habitude de faire des vagues. C'est un homme naturellement orienté vers le compromis, et qui a toujours réglé ses problèmes dans la discréetion. Même quand il était très engagé politiquement, il a toujours su enrober ses positions, renforçant cette image d'homme discipliné, voire docile.

En outre, dans un passé récent, M. Rebrab avait vécu des aventures similaires à celle d'Al-Khabar. Il avait ainsi racheté le site de Michelin à Badjarah, à Alger, avant de se voir écarté par le gouvernement, dirigé alors par M. Ahmed Ouyahia. Motif : le droit de préemption de l'Etat, qu'avait fait prévaloir le gouvernement, pour éviter une déconfiture similaire à celle de l'affaire Orascom-Lafarge : le groupe égyptien avait acheté des cimenteries pour une bouchée de pain, pour les redresser et les revendre au prix fort au français Lafarge, réalisant de substantiels bénéfices au nez et à la barbe des « amis » algériens de Nagui Sawiris. A l'issue de cette affaire, M. Rebrab avait mollement protesté, sachant que ses intérêts lui dictaient de se plier aux décisions prises « en haut », en attendant de meilleures opportunités.

CHANGEMENT D'ATTITUDE

Cette fois, M. Rebrab a changé d'attitude. Dans l'affaire El-Khabar, il a fait front. Il a rameuté ses amis et alliés. Pourquoi? C'est Amar Saadani qui a fourni l'explication de texte. Alors que M. Rebrab parlait de « transaction commerciale légale » et de son droit de faire des affaires, tout en favorisant la liberté de la presse, M. Saadani, en porte-flingue d'un clan du pouvoir, a été chargé de rendre publique l'autre version. Selon lui, le patron de Cevital n'est que le prête-nom de la force occulte la plus célèbre du dernier quart de siècle, Toufik Medienne. Celui-ci, écarté des affaires, poussé à la retraite, anéanti, et qu'on croyait réduit à l'impuissance, se préparerait en fait à une nouvelle bataille. Derrière l'écran de fumée de son cigare, l'ancien patron du DRS préparerait des complots de grande envergure, en mettant en ordre de bataille ses redoutables troupes.

Utilisant un langage outrancier, M. Saadani va jusqu'à menacer Issaad Rebrab. Il le somme de choisir entre l'argent et la politique, et lui enjoint de rester dans les affaires. Dans la foulée, Issaad Rebrab découvre ce que peuvent être les humiliations imposées par le pouvoir. Alors qu'il sponsorise une manifestation économique, on lui fait savoir qu'il ne doit même pas y être présent. Et pour clore ce chapitre, un employé de l'Aurassi, dont le métier est de lui servir boissons et dessert, lui interdit de parler à la presse !

MENACES

Ainsi, en un laps de temps très court, l'homme le plus riche d'Algérie, qui a l'habitude d'être courtisé, choyé, obéi, et dont le sponsoring est recherché partout, découvre ce que peut être la vie pour un homme d'affaires qui a la prétention de s'opposer au pouvoir. Des voix amies murmurent constamment ces faits à l'oreille du patron de Cevital et lui rappellent qu'il peut s'en sortir en faisant le dos rond. D'autres voix lui rappellent que le général Hassan, tout puissant numéro deux du DRS qu'il était, a fini en prison, alors que Hocine Benhadid, autre ancien général-major, croupit en prison depuis huit mois.

Et puis, pour mettre fin aux velléités de M. Rebrab, Abdelmalek Sellal lui a expliqué que, de toutes les façons, il n'aura pas la chaîne de télévision du groupe Al-Khabar. Le Premier ministre a chargé le minis-

tre de la Communication de fermer les chaînes non agréées. Personne ne pariera un dinar sur l'avenir de la chaîne Al-Khabar, ce qui amène M. Rebrab à revoir toute la transaction.

Mais au-delà de la personne de M. Rebrab, le message du pouvoir s'adresse à tous les « anciens amis » qui auraient la velléité de se découvrir un statut d'opposant. Que M. Rebrab ait réellement entamé une opération destinée à en faire le bras financier et médiatique d'un groupe qui ambitionne de prendre le pouvoir, est secondaire. Son profil offre surtout l'occasion de faire un exemple. Qu'il rentre au bercail et les choses reprendront comme si de rien n'était. Amar Saadani a été très clair. Il a promis la fortune à M. Rebrab s'il restait sur le terrain des affaires. Autrement, il risquerait de tout perdre.

ECHÉANCES

Ce langage cru de la part du pouvoir n'est pas nouveau, mais le ton a changé. Pourquoi le pouvoir tient à montrer ses muscles en ce moment ? Là, deux réponses s'imposent.

La première est liée à la conjoncture économique et sociale. La chute des prix du pétrole a débouché sur une situation difficile. Le gouvernement a beau la nier, la crise est là, et l'exécutif n'a pas de réponse. A moins d'un retourment du marché du pétrole, il faut s'attendre à de sérieuses difficultés.

Ne pouvant faire face par la gouvernance, le pouvoir se prépare à répondre par la méthode qu'il connaît le mieux. Il ne peut, dans ces conditions, permettre à des pôles contestataires de se fédérer. Et il le dit.

La seconde réponse est liée à la succession. Le pays sera bientôt à mi-mandat. C'est dans cette période que les choses se dessinent et se décident. C'est d'autant plus vital pour le pouvoir que l'expérience du quatrième mandat a montré qu'une impréparation insuffisante peut déboucher sur une impasse grave. N'ayant pu s'entendre sur le successeur du président Bouteflika, les groupes les plus influents ont été amenés à maintenir un statu quo absurde. Ils savent bien que cette fois-ci ils doivent se préparer suffisamment à l'avance pour mieux organiser les choses. Ils veulent donc verrouiller le jeu dès maintenant pour éviter tout risque de dérapage.

Tout ceci relève d'une pratique que les Algériens connaissent bien. C'est la routine du système politique algérien qui veut enfermer le pays dans les mêmes méthodes, malgré les échecs répétés et la crise qui menace. Et le pire est là : le pouvoir garde la main ; c'est lui qui maîtrise l'agenda et fixe les règles et le choix des armes. Livrer bataille dans la logique des clans, c'est perdre la guerre à l'avance. Ce qui impose, plus que jamais, de chercher une autre alternative : comment dépasser les clans et engager une bataille d'une autre nature ?

Par Fayçal Megherbi*

La circulaire du 28 novembre 2012 définit les conditions d'examen des demandes d'admission au séjour déposées par des ressortissants étrangers en situation irrégulière dans le cadre des dispositions du code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA).

La circulaire a pour objet de rappeler et de préciser les critères permettant d'apprécier une demande d'admission au séjour des ressortissants étrangers en situation irrégulière en vue de leur délivrer un titre de séjour portant la mention « vie privée et familiale ». La circulaire invite les préfets, en s'inspirant de ses critères, d'user de leur pouvoir général d'appréciation en admettant exceptionnellement au séjour les ressortissants algériens et tuni-

siens. Pour rappel, les ressortissants algériens ne peuvent se prévaloir des dispositions du CESEDA. En effet, ils sont subordonnés aux stipulations de l'accord franco-algérien du 27 décembre 1968. De même, les ressortissants tunisiens sont soumis aux dispositions de l'accord franco-tunisien du 17 mars 1988.

LES ÉTRANGERS SIGNATAIRES D'UN PACTE CIVIL DE SOLIDARITÉ

Concernant ce public, la circulaire rappelle l'application des orientations mentionnées dans la circulaire du 30 octobre 2004 relative aux conditions d'examen des demandes d'admission au séjour déposées par des ressortissants étrangers en situation irrégulière.

LES PARENTS D'ENFANTS SCOLARISÉS

Lorsqu'un ou plusieurs de leurs enfants

sont scolarisés, « la circonstance que les deux parents se trouvent en situation irrégulière peut ne pas faire obstacle à leur admission au séjour ». La circulaire convient pour apprécier une demande émanant d'un ou des parents d'un enfant scolarisé en France, de prendre en considération les critères cumulatifs suivants :

une vie familiale caractérisée par une installation durable du demandeur sur le territoire français, qui ne pourra être qu'exceptionnellement inférieure à cinq ans; une scolarisation en cours à la date du dépôt de la demande d'admission au séjour d'au moins un des enfants depuis au moins trois ans, y compris en école maternelle.

LES CONJOINTS D'ÉTRANGERS EN SITUATION RÉGULIÈRE

La circulaire indique, de manière indicative, qu'une durée de cinq ans de présence en France et une durée de 18 mois de vie

commune du couple peuvent constituer des critères d'appréciation pertinents.

LES MINEURS DEVENUS MAJEURS

Pour les mineurs devenus majeurs, n'entrant pas dans le cadre du dispositif prévu à l'article L.313-11 2° du CESEDA, la circulaire leur propose une sorte de sortie en invitant les préfets à veiller « à procéder à un examen particulièrement attentif, dans le cadre des dispositions de l'article L.313-11 7° du CESEDA, s'agissant des étrangers entrés mineurs en France pour rejoindre leur famille proche et qui, une fois parvenus à leur majorité, sont exclus de tout droit au séjour ».

Le jeune majeur doit pouvoir justifier, d'une part, d'au moins deux ans de présence en France à la date de leur dix-huitième anniversaire et, d'autre part, d'un parcours scolaire assidu et sérieux.

* Avocat au Barreau de Paris

Le pouvoir ne lésine pas sur les moyens. Pour empêcher Issaad Rebrab de mettre la main sur une télé offshore, il va interdire 35 chaînes.



Pourquoi notre problème en Algérie est-il profond ?

Par Kamal Guerroua

J'ai remarqué qu'au fur et à mesure que j'avance dans la description et la dissection du vécu de mes compatriotes et, par ricochet, de l'état critique de mon pays, un pli du sceptique et de rabat-joie s'impose, hélas, contre mon gré à mes réflexions. Or, ce n'est pas du tout le but recherché à travers mes chroniques ni celui que je me suis fixé comme fil d'Ariane à l'analyse. J'aurais voulu et voudrais encore en tant que simple Algérien avoir le cœur léger et l'esprit recharge en vitamine D, c'est-à-dire, «la vitamine de l'espérance». Je voudrais surtout «me libérer des à-priori collectifs» sur notre malheur pour le meilleur et pour le positif. Ne plus me triturer les méninges par la question «pourquoi?» mais par celle de «comment?». Ne plus revenir vers le problème mais aller plutôt vers la solution. Bref, je voudrais être optimiste et non fataliste. C'est important, je pense, que tous les miens se mettent désormais à «cette entreprise d'optimisation» de nos pensées, nos pratiques et nos chances dans le sens d'une quête volontaire d'une issue concrète à cette crise endémique qui nous affaiblit chaque jour davantage. Autrement dit, une entreprise de «déminage» et de destruction graduelle mais systématique de tout ce qui nous empêche d'avancer. J'aime ce verbe actif «Avancer». Il m'inspire plein de choses : jeunesse, mouvement, renouveau, espoir, changement, etc. C'est uniquement dans cette dynamique qu'il est loisible de s'atteler d'abord à la «démystification», puis, à la destruction des tabous qui rongent, au moment présent, la chair de notre société (tabou en ce qui concerne la religion, l'identité, la politique, le sexe, l'égalité homme-femme, etc). Le tabou n'est-il pas, après tout, destiné à être «détabolisé», autant dire, jeté à la poubelle sociale ? Toujours est-il clair que la nature des tabous en Algérie diffère d'une situation ou d'un contexte social à un autre. Si l'on parle par exemple de la religion, ce serait de la place de celle-ci dans la famille, la société, le rapport des politiques avec le sacré et la modernité, l'Etat, etc. Si l'on évoque la politique, cela concernera, sans doute, les décideurs, la relève intergénérationnelle, la gérontocratie, le rôle de l'armée dans «la désignation» des présidents depuis l'indépendance, les erreurs commises pendant la révolution et les ratages de celle-ci, les harkis, etc. Si l'on bifurque, par contre, vers le volet socioculturel, on serait face à diverses problématiques : le bilinguisme, l'arabisation, l'islamisme, l'amour dans la société, le sexe, etc.

En tout cas, il serait courageux, et en même temps, triste de reconnaître que l'Algérie est «un pays multi-tabouisé». Je vous donne un petit exemple parmi d'autres pour simplifier les choses et vous en convaincre. En descendant la dernière fois au bleu, un de mes amis me rapporte le récit suivant. Accueilli à l'aéroport d'Alger par sa jeune nièce, ce dernier n'a pas pu digérer, au premier abord, une amertume. Car, à sa grande surprise, il remarque vite qu'habillée d'un jean serré, la jeune femme de 30 ans, célibataire de son état, aurait en plus lâché ses cheveux au vent, ce qu'il a pris a priori comme un changement radical dans son comportement. D'autant que celle-ci, très à cheval sur l'observance des préceptes religieux, se trouvait, juste quelques mois plus tôt, couverte de la tête aux pieds d'un voile noir. Mine de rien, il monte vite dans la voiture après s'être acquitté des salamalecs d'usage et débarrassé de ses bagages dans la malle. Et, seconde surprise du vieil ami, très fatale celle-là ! En moins de 20 minutes du trajet, la femme au volant serre sur la droite et gare son véhicule sur le bas-côté. Puis, d'un geste machinal, elle prend un bout de tissu noir et l'enroule autour du visage avant de redémarrer ! Interloqué, le vieux qui n'a pas pu refréner son étonnement l'interroge, en marmonnant «mais c'est quoi ça ma fille?» et la femme répond aussi machinalement que son geste «Aâmmi ! C'est une protection ! On est près maintenant d'el-houma (le quartier)».



Il est impensable, certes, de donner les pouls de toute une société aujourd'hui atteinte dans les coins mêmes qui semblent pourtant, jusque-là, à l'abri de la pollution extérieure à partir de ce petit exemple. Mais force est de constater que quelque chose de dégradant, d'effrayant mais aussi de «générique» s'en dégage. Une sorte de synthèse des contraires sans aucune cohérence, en moins d'une demi-heure de trajet, dans le comportement d'une femme algérienne autonome. C'est le propre même de l'hypocrisie face au double regard de la société. Ces deux apparences sont, en effet, le dedans et le dehors de l'inconscient social. Comme si cette jeune veut transmettre le message suivant : «je veux être libre pour ne pas déplaire dans mon milieu professionnel qui fait souvent de l'apparence sans voile un critère pour toute femme voulant la promotion mais j'ai peur de la société dont je n'accepte pas forcément les gardefous». Dans son cerveau, deux visions opposées du monde s'affrontent sans qu'elle soit capable d'en choisir une ou simplement les réconcilier dans un sens positif. Prendre le temps de dépasser les préjugés, briser les vieilles noix stériles des non-dits et s'affirmer sans se trahir ni trahir sa personnalité n'est pas une sinécure pour cette jeune femme quadrillée de partout par des patrouilles de tabous. Et j'imagine qu'il y en a des centaines dans son cas et peut-être même des milliers. En quelque sorte, son identité personnelle lui est devenue un son gênant à l'extrême, voire entêtant, mais participe à créer des émotions ambivalentes et des clivages très forts qui la confortent et... confortent son entourage, lequel joue avec le spectacle changeant des apparences sur fond de respect des valeurs. Entre la société qu'elle s'imagine et celle qu'elle affronte au quotidien, la cassure «symbolique» est énorme.

C'est pourquoi elle est amenée à s'inventer une personnalité d'appoint, intermédiaire, superficielle et trempée d'hypocrisie pour se faufiler entre les mailles du filet et échapper au filtre sociétal. Parfois, l'imagination sert de caution réparatrice des dégâts de la réalité. Supposons maintenant que la même femme est dans un pays occidental et que son intention réelle étant de se conformer à la morale sociale dans un climat hostile, comment va-t-elle réagir ? Sachant que le port du voile risque de la mettre à la marge et entraver sa promotion professionnelle (préjugé et regard désapprobatrice de la société, du moins symboliquement). Là, elle enlève sûrement son accoutrement, non pas par peur mais pragmatisme (l'hypocrisie est ici positive tandis qu'elle est négative dans le premier exem-

ple). Car si la logique de la femme dans le premier cas, c'est de se protéger, en trichant et en cultivant le tabou, dans le second, c'est esquerir le préjugé pour tirer bénéfice des avantages du pays d'accueil (emploi, intégration, promotion, etc.). A vrai dire, toute la relation compliquée entre la religion, les moeurs, la culture, la société, la modernité et le tabou s'y trouve posée.

Je voudrais parler maintenant du tabou linguistique en Algérie. Celui-ci est né, en fait, d'une profonde frustration liée à l'absence d'un choix franc pour une orientation idéologique et culturelle concertée juste à l'aube de l'indépendance. Les autorités algériennes de l'époque ont usé de manœuvres fourbes pour démolir le legs de la francophonie dans une atmosphère anticoloniale empreinte non seulement de triomphalisme mais aussi de désillusion et du «plus jamais ça !». Rappelons à ce titre les appels pathétiques lors d'un meeting populaire de l'ex-président Ben Bella «je suis Arabe, Arabe, Arabe !». Or, les choses étaient claires sans le recours à genre de rhétorique verbale erronée et au forceps. Si, encore aujourd'hui, il y a quelques français passés, revanchards et nostalgiques, qui regrettent ces temps-là du colonialisme, qu'ils nous apportent des statistiques exactes sur le nombre d'analphabètes Algériens en 1962. Qu'ils nous donnent aussi avec précision le nombre d'Indigènes habitant les villes, ayant des fermes, des propriétés, des plantations, etc. Qu'ils nous renseignent, de façon objective, sur l'état psychique de l'Algérien d'alors. Celui-ci fut-il heureux comme ils le prétendaient ? Souhaitait-il la présence française sur son sol ? Se sentait-il en égalité avec les colons Européens ? Enfin, qu'ils s'affranchissent, une fois pour toutes, de ces images réductrices et stéréotypées qui emprisonnent le débat public dans les quelques portraits panoramiques d'Alger et d'Oran des années 40-50, présentés comme des joyaux d'architecture coloniale ! Enfin, il faudrait être vraiment benêt ou de mauvaise foi pour ne pas constater le désastre ainsi que les séquelles de la colonisation (la France coloniale est en grande partie responsable du retard algérien). Je ne parle pas des routes construites, d'écoles, d'hôpitaux ou dispensaires consacrés à une minorité d'Européens et leurs larbins mais du cerveau de l'Indigène, théâtre de traumatismes inguérissables, et d'une conscience algérienne tourmentée ayant subi le surpoids de la guerre, l'aliénation, la déculturation, etc.

L'erreur de nos officiels fut là donc ! C'est-à-dire, au lieu d'aller dans une démarche argumentative et pragmatique pour mettre en lumière ces dégâts-là et casser ce

bla-bla glorifiant des ex colonisateurs, ils se sont contentés de piétiner dans le ressentiment, la haine et la revanche. Ainsi tuer le français (la langue) était-il vu comme une vengeance de la mère violée, la sœur humiliée, la terre pillée, la mémoire déshonorée, etc. Or, comment était-ce possible dans ce cas-là de penser au progrès du pays ? Et, indirectement, au détail de la culture et de la langue ? En réalité, il était quasiment impossible de faire une passerelle entre la période précédente (colonisation) et la nouvelle (indépendance) alors qu'on sait que «les Pieds-Noirs» l'unique force culturelle homogène et organisée est priée de quitter manu militari les lieux sous la menace de «la valise ou le cercueil» ?

Ces circonstances exceptionnelles ont laissé un creux ou un vide profond, impossible à remplir. Sachant bien que ce n'est pas l'unique préoccupation qui se pose à l'Algérie postcoloniale puisqu'il y a eu également l'instabilité politique, les guérillas aux frontières, la querelle des leaders, etc. En conséquence, la langue Arabe classique, une importation de l'Orient, était imposée d'en haut pour séparer l'Algérie de ses variantes linguistiques locales et s'arrimer dans une confusion insaisissable à une espèce d'idéologie Baâssiste Panarabe. L'hybridité est telle que ces Baâssistes-là se trouvent côté à côté avec la tendance islamiste contre le courant «Algérieniste» ligué autour du G.P.R.A. Or, à titre d'exemple, on note qu'à la même période, le philosophe marocain Mohammed Abed Al-Jabri (1935-2010) en est arrivé même à nier cette idée de «l'Arabité», voire celle la «Nation Arabe», arguant qu'elle est «une idéologie romantique» souffrant de multiples carences et confusions dans la mesure où elle néglige le Marocain, l'Egyptien, l'Algérien, le Syrien, c'est-à-dire, les entités linguistiques, locales et infra-étiatiques (le concept de l'Etat est pris ici au sens de «la Oumma islamique»). Et puis, ce Monde Arabe n'est pas, en lui-même, une réalité objective embrassant dans l'union et l'idiocyncrasie des langues, des coutumes et des histoires variées mais un ensemble de devises et de slogans vides de sens, incapables d'escamoter ses couacs et ses contradictions internes. Position partagée également par le théoricien syro-libanais Constantin Zureik (1909-2000) et le koweïtien Mohamed Jaber Al-Ansari. D'où le fait que la revendication historique de l'écrivain Kamel Daoud de son «Algérienité» sur le plateau de l'émission de F2 «On n'est pas couché» est éminemment fondée et légitime. Une Algériennité devenue pour longtemps un des tabous fondateurs de notre société au côté de la religion, la politique et le sexe (le fameux Triangle de Bermudes).

Cherche désespérément un président normal



Par Mimi Massiva

Lakhdar Brahimi, Abdemalek Sellal ou Ahmed Ouyahia ? C'est l'après boutefliken voulu par Bouteflika. On croyait qu'on enterrait le cadavre sans le coffre-fort sauf quand il s'agit d'un pharaon constructeur de pyramides, que dire quand on y ajoute un pays et ses 40 millions de mortels. Apparemment, la Grande Mosquée ne suffit pas à se déconnecter de la Terre et se concentrer exclusivement à l'obtention du visa pour le Paradis. Si au moins le triangle appartenait aux Bermudes où l'on explore les profondeurs pour expliquer la malédiction. Le mahdi de l'Algérie est l'un des trois. Intox 1 : un test, le véritable larron est caché, il sortira au bon moment en nous chantant la surprise « ... et Zorro est arrivé, le grand Zorro... » Intox 2 : une blague avec une Algérie bonne fille habituée à faire rire. Info, c'est plus inquiétant. C'est l'Agence américaine Stratfor qui donne le nom des 3 sauveurs de l'Algérie. C'est la preuve que la fameuse « main de l'étranger » s'invite d'abord au Palais avant de contaminer ses bidonvilles.

Lakhdar Brahimi : Trop vieux dans un pays où plus de 70 % des humains auraient pu être ses petits-enfants. Si les grands-parents sont plus formidables c'est parce que le plus dur est déjà accompli avec les parents. Mais dans les hautes sphères de la politique, plus on vieillit plus on se bonifie. Le site Wikipédia nous informe que l'aïeul de 82 ans a reçu le titre de Docteur Honoris Causa de Sciences Po à Paris en 2016. Traduction, de la politique au propre et au figuré, l'homme gravite vraiment au sommet, côté relations : Bush, roi de Jordanie etc. Et une progéniture abreuée par la baraka paternelle à l'intérieur et à l'extérieur. Un vrai moudjahid bien récompensé par une Algérie décolonisée qui pardonne tout à ses chouchous même le harem des patries. S'il peut avoir de la sagesse, l'ancêtre ne peut se targuer d'avoir une once de chance à offrir à ceux qui en manquent. On se souvient de sa médiation dans le début du conflit syrien. Il semble plus doué à animer les cérémonies funèbres qu'à manier le bistouri du chirurgien. Plus apte à conduire le corbillard de l'assoiffé qu'à diriger la prière pour faire pleuvoir le ciel. Après avoir quitté son poste de Premier ministre bien pimenté et avant que ne pointent les cheveux blancs, il a enfin révélé, alors que le FIS menaçait dans les rues et les mosquées, que le montant des pots-de-vin touché par les

hauts fonctionnaires algériens dépassait largement la dette nationale.

Abdomalek Sellal : 15 ans de moins, plus photogénique et surtout plus souriant. Un sourire qui aurait pu le rendre sympa s'il n'était si déroutant. Formé à l'ENA, l'école des fameux hauts fonctionnaires zélés de l'Etat. Bouteflika l'a trouvé prêt au service à portée de main. La maladie du sultan propulse l'énigmatique bouffon. Quel intérêt à faire rire un auditoire acquis en se moquant méchamment des Chaouis ? Mystère et boule de gomme. On ne peut que déplorer l'étroitesse d'esprit et la grave inculture quand on sait que le Pouvoir ne cesse de puiser sa légitimité dans la guerre de libération où les Aurès n'ont pas failli à leur devoir. Sétif pleurerait encore ses morts quand il est né. Dans ses discours, on ne sait pas quand il cesse de plaisanter : «...sous une seule autorité, celle du Président de la République, Abdelaziz Bouteflika...» il n'est pas question que le citoyen algérien connaisse à nouveau la moindre situation de paupérisation... créer de nouvelles opportunités... » S'il parle de lui, il est sérieux. Il ne doit pas compter ses fins du mois et la meilleure opportunité n'est-elle pas de se retrouver parmi les dauphins ? Vraiment pas doué pour la scène ni à l'intérieur ni à l'extérieur. Pourquoi ce choix ? À moins, que le rire, n'importe quel rire, soit la nouvelle stratégie anesthésiante pour que le spectacle continue même avec l'absence de talent et une salle vide.

Ahmed Ouyahia : Il était là lui aussi au gouvernement, jurant fidélité au nouveau Dey. Même diplôme de l'ENA. Une école bien efficace qui ne ressemble pas à celle qu'en connaît. Surnommé l'« homme des basses besognes » par une certaine presse qui ne perd rien pour attendre s'il s'accapare du trône. Son sourire-laser à mille facettes va d'un pic à un autre. L'homme est programmé en robot. On ne compte pas ses coups de pilon sur les petits crânes offerts. On lui doit les retenues automatiques sur les salaires, les cadres en prison, la division par 10 du nombre réel des victimes du terrorisme, la Constitution sur mesure pour le 3ème mandat, l'arabisation forcée de la Kabylie etc. Il explique à moitié la prophétie de Féraoun dans son Journal : « J'ai appris avec stupeur la mort de Mokrane, exécuté en France par le FLN ou le MNA ou... Ah ! Les salauds, le jour où ils auront exécuté tous les Mokrane kabyles, ils pourront toujours chercher un honnête homme parmi eux... » De nos jours, l'expression, « honnête homme », est aussi déclassée que celle de la « petite famille » d'un Tahar Djaout. Un homme malhonnête n'est pas forcément dangereux

si on est prévenu et si on ne va pas jusqu'à lui livrer la clé de la maison. Nous sommes dans l'excessif d'un côté comme de l'autre. Match nul d'après Talleyrand, mais en politique, c'est du crime parfait. On ne se bat plus avec les mots. Exemple : Pour se débarrasser d'un journaliste qui passait son temps à le critiquer, Voltaire raconte qu'un jour ce dernier est parti se promener dans une forêt, une vipère l'a mordu. Elle en est morte.

Pourquoi un tel choix ? Où est le facteur humain, le projet, l'avenir, le désir de changer, de ne plus collectionner les scandales, les farces, les mascarades, les campagnes bidons, les sourires vipérins, l'humour assassin envers ceux qu'on appelle en rigolant sec les « citoyens algériens » ? Pourquoi Bouteflika n'a-t-il pas eu le courage de mettre son frère aux commandes comme l'a fait Castro à Cuba ? Après tout, vaut mieux compter sur le frère du « dieu » que le frère de l'autre qui ne l'est point. Il faut écouter la sagesse des anciens qui affirme qu'il vaut mieux se méfier du riche qui s'appauvrit que du pauvre qui s'enrichit. En Occident, on est déjà en période post-démocratie et la Chine qui n'a jamais connu de démocratie ne connaît pas non plus les roitelets fainéants bouliformes et déserteurs qui n'hésitent pas à écraser le dernier nouveau-né pour sauver leur vieille carcasse. Un père sévère, mais qui assume n'a rien à voir avec un père cool et démissionnaire. Encore moins un père tyranique corrompu et démissionnaire. En Europe, les pays les plus stables sont des monarchies. Il y a quelque chose qui n'a pas fonctionné dans la République quand la France a coupé la tête de son roi pour aboutir à l'Empire de Napoléon. L'Egypte a eu le Pharaon et Nasser ; l'Algérie Massinissa et Boumediene. Ce qui explique qu'on n'a pas des pyramides pour attirer les touristes encore moins une agriculture pour ne pas crever de faim. Massinissa a préféré faire la guerre au lieu de construire des édifices qui défieront le temps et Boumediene contrairement à Nasser, a préféré livrer les terres nourricières aux militaires non aux agronomes. Nous continuons à faire les choix qui défient le bon sens, qui deviennent de plus en plus suicidaires. Quand le déséquilibre atteint l'horloge naturelle forgée depuis des dizaines de milliers d'années, il n'y a que l'inné pur qui peut s'opposer à l'acquis pollué. L'humain « primitif » contre l'humain « civilisé ». La naïveté des mots, le regard sincère d'un Boudiaf tendant la main en tournant le dos au rideau meurtrier a suffi à le faire aimer. À le reconnaître aussi vulnérable que le plus démunis des gueux. Pourtant, il est mort avant de sauver le pays. Depuis 75 ans, Harvard poursuit une expérience sur des centaines

d'individus de tous les milieux. Les chercheurs les ont suivis pas à pas durant tout ce temps pour définir ce qui pouvait rendre heureux l'être humain. Les résultats ont révélé que si plus de 80 % pensent que l'argent fait le bonheur et que 50 % c'est la célébrité, ces réponses ne tiennent pas plus d'une décennie. La relation avec l'autre détrône l'argent et la célébrité. Ils ont déduit, sans surprise, que pour être heureux, on a besoin, en cas de coup dur, de compter sur quelqu'un. Le secret de Boudiaf c'est la confiance qu'il inspirait aux Algériens, on pouvait compter sur lui. Il suffit d'écouter les experts expliquer la crise de 2008 qu'ils n'ont pas vu venir. Quelque part, un pion s'est mis à douter et tout l'édifice a fini par s'écrouler. On l'appelle l'« effet papillon ». Le problème de l'Algérie c'est l'absence de la confiance verticale qui seule génère ou efface la confiance à l'horizontale. Si la sociologie affirme que tous les peuples se valent, la différence vient nécessairement de ceux qui les dirigent. Il suffit de constater comment les stratégies innées de la manipulation mises en place et perfectionnées depuis 1962 ont détruit durablement notre tissu social. Ne laissant subsister que le mépris de soi, la haine de l'autre et l'indifférence qui elle-même, dit-on, est le plus grand des mépris. Les Algériens ont fini par étonner leurs marionnettistes devenus des exemples à suivre en obtenant même des prix pour avoir transformé des êtres humains, jugés indomptables, en zombies. Sans avoir eu besoin de lire la Psychologie des foules, ni eut vent des expériences faites sur des cobayes humains par des Universités américaines. Résultat, dans les caves de la pyramide, c'est la méfiance qui manque le moins. « Quand ils sont venus chercher les communistes. Je n'ai rien dit. Je n'étais pas communiste. Quand ils sont venus chercher les juifs. Je n'ai pas protesté. Je n'étais pas juif. Quand ils sont venus chercher les catholiques. Je n'ai pas protesté. Je n'étais pas catholique. Mais ils sont venus me chercher. Il ne restait personne pour protester. » (Internet) Il a fallu plus d'un demi-siècle, les caprices d'un pétrole nourricier, un terrorisme de masse, une carte mondiale redessinée et une Kabylie menaçante pour que le Système admet du bout des lèvres que ceux qui ne se reconnaissent pas dans une origine arabe puissent puiser, si ça leur chante, leurs racines d'une berbérité fossilisée. Combien de temps faut-il attendre pour que le pays puisse avoir un Président normal comme les autres ? Pour enfin avoir les mêmes problèmes que les autres ? N'est-ce pas une occasion de mettre une personne, qui sans faire de miracle puisque au moins, à défaut de guérir la plaie, ne pas l'aggraver. Les Algériens sont fatigués d'une Algérie qui quand elle cesse de faire peur, devient une risée.

Juin 2016 : la 18ème tripartite sur fond de roulette russe !

Par Cherif Ali

Ces jours-ci, du côté du gouvernement, on ne parle que de relance économique, mais le discours reste, pourtant, inaudible à en juger par la grogne des travailleurs qui est à son paroxysme face à la spirale de l'envolée des prix qui n'a pas de limites, a fortiori à l'approche du mois sacré du ramadhan.

C'est sur ce fond, clair obscur, que s'est faite l'annonce de la tenue d'une tripartite, la 18ème du nom. Elle pourrait avoir lieu le 5 juin prochain selon le secrétaire général de l'UGTA qui a repris à son compte l'information donnée auparavant par le Premier ministre.

En réalité, depuis 1991, date de la première tripartite qui s'est déroulée dans des conditions économiques et politiques particulières, des réunions, aussi stériles qu'interminables, qualifiées de marathonniennes pour donner l'idée de négociations ardues ont meublé ce type de rencontres triangulaires, mais, les décisions étaient prises d'avance, en règle générale, ou sous la pression, du Fond Monétaire International (FMI), pour ce qui a été de la tripartite de 1991.

Mais, comme à chaque « triangulaire », Sidi Saïd, le patron de l'UGTA, s'approprie le premier rôle pour éblouir des travailleurs exsangues, mais néanmoins, sensibles au moindre dinar d'augmentation agité sous leur nez. Même si le Salaire National Minimum garanti (SNMG) a triplé depuis 12 ans, passant de 6000 dinars à 18000 dinars, il est loin de confier aux travailleurs un pouvoir d'achat conséquent, en rapport avec l'inflation à deux chiffres (8,9% en 2012) que connaît le pays aujourd'hui.

Des tripartites passées, il faut cependant rappeler que la seule fois où les choses ont été prises en compte, sérieusement, c'est le 28 mai 2011 où fut organisée une session spéciale consacrée « à la recherche des voix et moyens pour soutenir le développement de l'entreprise économique et améliorer le climat des affaires ».

Discours redondant, sinon comment expliquer que depuis des décennies que l'on parle d'entreprise et de favoriser la production nationale et de la diversifier afin de sortir du statut de pays exportateur de gaz et de pétrole et d'importation de Khordawates, les choses sont restées en l'état ! Ce qui a fait dire à un chroniqueur, Mustapha Hammouche, pour ne pas le nommer « on fête l'industrialisation du pays au sortir de la tripartite passée ; vous ne la voyez pas, mais nous y sommes déjà ! ». C'est là, l'un des effets pervers et démagogique du discours politique de nos responsables au pouvoir !

· Pourquoi n'arrive-t-on pas à mettre en place des politiques économiques viables ?
· Faut-il, pour autant, revenir au bon ministère de la planification, pour mettre de l'ordre dans ce « désordre » ?

On a le sentiment que l'Etat, les pouvoirs publics manifestent un manque d'intérêt à l'égard des différents outils « d'aide à la prise de décision », à l'exemple de la prospective, de la planification et de l'information économique. Pour l'heure, le ministère délégué au Trésor et à la Prospective confié à Hadji Baba Ammi n'a pas encore dévoilé les axes sur lesquels il travaille ! Il faudrait, peut-être, attendre le « nouveau plan économique » du gouvernement pour y voir plus clair.

En attendant, force est de constater que les investisseurs algériens ne trouvent aucun intérêt, ou si peu, pour aller vers la production nationale, vers la création de la richesse et de l'emploi ; il ne faut pas s'étonner, encore moins s'attendre à ce que les investisseurs étrangers, qu'il y ait la règle du 51/49% ou pas, fassent preuve de plus d'engagement !

Pendant ce temps-là, l'informel qui est le plus grand problème du pays après la dépendance aux hydrocarbures, prospère ! Les barons de l'import-export aussi !

Les entreprises publiques sont menacées de disparition, et les conflits s'intensifient même s'ils sont toujours perçus négativement alors qu'ils portent sur des revendications socioprofessionnelles, avérées. L'UGTA se contente d'observer les grèves pendant que les syndi-

Le pays a moins besoin de devises que de règles claires, publiques et transparentes dans le fonctionnement quotidien de l'économie ! (Abed Charef).



cats, autonomes agissent et gagnent en crédibilité, même si, faut-il l'admettre, l'action de certains d'entre eux n'est pas dénuée d'arrière-pensée politique.

La 18ème tripartite, intervient, faut-il le dire, dans une conjoncture difficile, nonobstant le slogan de « la solidarité » qu'on lui a imputé. Solidarité pour qui ? Et avec qui ?

Celle des travailleurs et des chefs d'entreprises qui sont invités à apporter leur appui à la « nouvelle politique d'austérité » pronée par le gouvernement !

L'information a été confirmée par le ministre du Travail, Mohamed El Ghazi, qui l'a affirmé sans ambages : « la tripartite à venir ne sera plus cet espace dédié à la satisfaction des revendications syndicales ; il n'y aura pas d'augmentation des salaires et le SNMG ne sera pas révisé ! ».

En clair, la période des vaches maigres est arrivée et c'est aux travailleurs et aux citoyens de trinquer ! Et comme pour ajouter une touche au climat anxiogène ambiant, le représentant du FMI pour la région Mena et Asie Centrale, Jean François Dauphin, s'est invité dans le débat pour dire, tout d'abord, « qu'il ne s'attend pas à une amélioration rapide des marchés pétroliers », et pour préconiser ensuite, « un ajustement soutenu et des réformes de grande ampleur pour notre pays. Dans tous les secteurs ! ».

En vérité, notent les observateurs, les recommandations de l'envoyé du « fonds » n'étonnent guère, surtout pas le gouvernement qui, pour l'instant, hésite à aller vers des mesures impopulaires. Paix sociale oblige ! A moins de vouloir jouer à la « loterie russe » !

Rappelons que la roulette russe est un jeu de hasard, potentiellement mortel, consistant à mettre une cartouche dans le bâillet d'un revolver, à tourner celui-ci de manière aléatoire, puis le pointer sur sa tempe avant d'actionner la détente. Si la chambre placée dans l'axe du canon contient une cartouche, elle est alors percutée et le joueur perd (il mourra, ou sera grièvement blessé) ; dans le cas contraire, la partie continue et un joueur ne peut gagner que par forfait (volontairement déclaré ou par la force des choses).

Par extension, cette expression désigne une décision importante, voire vitale, prise avec beaucoup de risques, comme celle, dit-on, que s'apprêterait à prendre le gouvernement en matière « de ponctionnement des salaires des fonctionnaires », ou pour enterrer des réformes repoussées jusqu'à présent pour des considérations sociales et politiques ; le gouvernement devra, dans un premier temps, obtenir l'accord de l'UGTA et

des autres syndicats pour les convaincre, par exemple, de passer à une autre étape dans la réforme du monde du travail et du système de protection sociale. Et au patron de la centrale syndicale de convaincre, ensuite, les Algériens de renoncer aux subventions de toutes sortes et aux transferts sociaux qui vont être revus et ciblés !

Il sera aussi question de retraite dont l'âge de départ sera, semble-t-il, repoussé à 63 ans compte-tenu du déficit de l'ensemble des caisses.

La 18ème tripartite ne s'annonce pas sans risque et la pilule risque de ne pas passer « dans un pays pauvre se croyant riche », comme l'avait fait remarquer l'ancien ministre des Finances Abdelatif Benachenhou qui, dans un récent entretien, a fait part de son opinion au sujet des risques qui pèsent aujourd'hui sur l'économie nationale.

Malgré des investissements colossaux entrepris depuis une quinzaine d'années, la moyenne de la croissance globale a oscillé entre 3 et 3,5%, sous réserve de l'exactitude des statistiques délivrées par l'Office National des Statistiques. L'ex-ministre explique cet état de fait par la prédominance de l'investissement public, autrement dit, de la dépense financée par le budget de l'Etat qui, n'a profité qu'aux entreprises étrangères. Il considère, par ailleurs, qu'on enregistre un déficit global du trésor public depuis plusieurs années couvert par les décaissements du FFR et les ressources des collectivités locales.

C'est une situation loin d'être normale pense Abdelatif Benachenhou qui lance l'alerte : si rien n'est fait pour y remédier, l'année 2030 sera porteuse de grandes difficultés pour le pays, a-t-il conclu dans son entretien.

Est-ce à dire que rien n'est perdu pour l'instant et que, somme toute, c'est encore jouable ?

A croire le Premier ministre, Abdelmalek Sellal, « l'Algérie maîtrise, toujours, les grands équilibres macroéconomiques internes, en dépit de la baisse du prix du baril de pétrole qui oscille entre 30 et 35 dollars ».

Pourquoi dans ce cas-là s'adresse-t-on aux travailleurs pour renflouer les caisses de l'Etat alors que des niches fiscales sont toutes désignées pour contribuer au redressement financier recherché.

Le patron du Forum des Chefs d'Entreprises, Ali Haddad s'est engagé, pour sa part, à contribuer au redressement économique du pays. Faut-il lui en donner acte alors que le secteur privé qu'il représente, ne fait que profiter des largesses du gouvernement, en matière de foncier et de baisses de la pression fiscale ?

Il est vrai que le FCE déplore le retard pris

dans la concrétisation sur le terrain de la réforme du système financier et bancaire et l'absence de perspectives pour les secteurs maritimes et portuaires l'investissement productif en Algérie, ne représente que 2% du PIB hors hydrocarbures et hors dépenses publiques. De plus, comment va-t-on aborder cette question de relance de l'investissement alors que perdurent, encore, le blocage de l'information économique, le recours obligatoire au Credor et l'absence d'efficacité des chambres de commerce, qui sont autant d'obstacles empêchant la relance de l'investissement ?

A l'évidence, on continuera, dans notre pays, à se rejeter la balle longtemps : ce n'est pas moi c'est l'autre, ou l'éternelle chicane du rôle de l'Etat régulateur, de la responsabilité des producteurs, de la non maîtrise des prix des matières premières qu'on ne produit pas, de l'anarchie de la consommation, de la faiblesse de l'agriculture, de l'industrie, etc.

Côté gouvernement, c'est l'expectative même s'il en résulte en cette période cruciale la nécessité d'en revoir la composante, car la fin de la dérive populiste a sonné ! Il faut des ministres jouissant de profils plus adaptés à cette nouvelle conjoncture. Jusqu'ici, on a puisé dans le corps des walis habitués à gérer des gros budgets d'équipement et de fonctionnement. En vérité, des sommes colossales dégagées dans l'urgence lors des précampagnes électorales qui ont réduit ces mêmes walis à se comporter en « conducteurs de travaux », ni plus, ni moins. Et surtout à consommer les crédits, coûte que coûte ! Une fois nommés ministres pour certains d'entre eux, ils ont été rattrapés par le « syndrome de Peter » selon lequel arrivé à un certain niveau de promotion, la compétence initiale finira par devenir un élément de blocage !

Aujourd'hui, un ministre siégeant dans un gouvernement de « crise et de combat », gérant un pays et non plus réalisant un bon de commande, sera confronté : 1. à la limitation des ressources publiques, ce qui le poussera à rationnaliser ses programmes, et à les défendre, bec et ongles devant le président de la République et ses pairs du gouvernement pour en obtenir l'inscription et partant le financement 2. à la nécessité de réhabiliter et d'entretenir l'outil de production nationale, de favoriser l'émergence des PME/PMI et de veiller aussi à la bonne utilisation du foncier industriel pour créer la richesse. 3. à l'obligation d'encourager et d'associer les compétences nationales Le redressement du pays n'est qu'à ce prix !

Faute d'être féconde, la régression s'est durablement installée

«Etre patriotique ce n'est pas aimer son gouvernement mais aimer son pays»
(Edward Snowden)



Par Farouk Zahia

Lors du dernier forum économique algéro-britannique, notre pétillant ministre des Finances qui, à l'inverse de beaucoup de ses confrères dont la morgue nous est devenue familière, annonce à la cantonade que notre pays est parmi le peloton de tête en matière de développement humain si ce n'est le premier. Cette déclaration enflammée, aussi belle qu'un miroitement narcissique, ne trompe personne. Faut-il rappeler que le développement humain n'est pas que dans les chiffres avancés pour les besoins d'une reddition de compte pour une quelconque organisation onusienne, mais bien plus que ça. Il est dans l'amélioration des conditions socio-économiques certes, mais encore dans le bien être social sous-tendu par un mieux être culturel et pourquoi pas spirituel apaisé. En dépit des nombreux impressionnements d'élèves, de lycéens et d'étudiants, que vivons-nous aujourd'hui ? L'anarchie ferait figure d'enfant de chœur au vu de cette anomie. A propos d'étudiants, et nous ne prenons pas cette catégorie à titre aléatoire, mais bien pour ce qu'elle pré suppose comme norme éclairée dans une société, jadis, terrassée par l'illettrisme ; il faut observer ces cohortes déversées par les bus et qui traversent dans un élans panurgique la chaussée au risque de se faire renverser. La déchéance morale est visible à travers ces comportements insolents frisant l'indécence et ne tenant compte d'aucun canon de civilité ou d'urbanité. La personne âgée ou invalide n'a plus de place, à quelques rares exceptions, ni dans l'administration, ni dans les transports publics ni dans les lieux du... culte. Il s'est trouvé parmi des imams, des prêcheurs passés à tabac pour ne pas avoir satisfait à une obligation rituelle de pure forme et que d'aucuns apprentis sorciers en font un point d'honneur.

Dans les cafés populaires où, jadis, on pouvait siroter un café ou un thé sous le timbre d'une musique chaâbi ou du terroir, il n'est plus possible de deviser au milieu d'une clientèle en mal de convaincre par la tonitruance du verbe. La circulation automobile est devenue cette arène où l'invective est élevée au rang de prouesse ; même les dames s'y mettent en toute ingénuité. Le bras tendu à travers la vitre et le majeur vers le haut, dispensent du bras d'honneur incommodé. Cette gestuelle n'est pas le propre de conducteurs de vieilles guimbarde ou de malotrus camionneurs, mais de gens dont le port et le véhicule seraient au-dessus de tout soupçon. La balade familiale sacerdotale sur les boulevards mythiques du vieux Alger, qu'elle soit pédestre ou motorisée, n'est présentement qu'un vieux relent nostalgique. Il sera exceptionnellement rare qu'on puisse le parcourir sans viol de nos tympans par les obscénités et autres insanités infamantes. Quant à la restauration, il est rare de trouver un lieu où le menu n'est pas connu d'avance, grill où tournent des poulets ou broche de chawarma. L'imparable salle familiale est devenue un fait sociétal comme si le reste des lieux était malfamé.

Le vendredi, jour de l'obligation de prière collective avec sermon et gémissements les plus courts possibles, est devenu le jour le plus mortifère de la semaine pour la collectivité nationale. En matière de grève générale, on ne fait pas mieux. Que faire donc à part les tribunes bruyantes des stades ou les moroses jardins pu-

blics. Point de salles obscures comme jadis, encore moins de théâtre ou autre loisir ludique. Les jeunes auront à choisir entre le « poussé-ballon » ou le « joint » dans les cages d'escaliers. Quant aux séniors, ils auront assez de ressources pour s'agglutiner autour d'un jeu de dominos assis sur de vieux bidons de peinture et pas loin d'un tas d'immondices. Les plus évolués joueront à la pétanque si un semblant de boulodrome existe. La gente féminine a trouvé son compte dans la rustique « Maruti » quand elle a pu l'acquérir au prix de privation ou de crédit bancaire, elle fera avec le tour de ses copines pour épater ou les supermarchés pour frimer. Les autres, envieux, se contenteront des « dourouss » télévisuels pour se donner bonne conscience ou attendront avec impatience le dernier épisode de « Mohanad » ou « Lamiss » du Bosphore.

Les jeunes, issus de la jet-set des quartiers huppés des grandes agglomérations, ceux-ci ont trouvé depuis fort longtemps que le pays est amusant et que leurs géniteurs sont toujours là pour les financer ou couvrir leurs frasques orgaïques. Quand ils auront exagéré, ils trouveront la planque que « Papaaaaa » leur a aménagée à Nice ou au parc Manceau. Cette aristocratie de couvoi n'est cependant pas exempte de la rustrerie primaire ambiante, elle baigne dans les mêmes étangs putrides de la gouaille et l'esprouve. Une autre jeunesse dorée, idéologiquement opposée à la première, est tournée vers l'Orient des fastes du brocard et de la bonne chair. Elles s'abreuvent aux sources de l'Islam, non pas originel, mais celui de Mo'aouia ou l'accumulation des richesses, mêmes mal acquises, par la « tidjara » (négoce), est bénie, selon les savants du Fik'h. Elle fera de sa lune de miel, un voyage cultuel sous forme de « Omra » à l'issue duquel, une virée dans les souks de Dubai ou de Abou Dabi clôturera le périple. Le modèle le plus accompli, est cette expérience vécue par un ancien cadre supérieur des services de santé, qui pris d'un malaise, s'est présenté au service des urgences de cardiologie d'un CHU des hauteurs d'Alger où il eut le bonheur d'y trouver deux résidentes de la spécialité. Il a dû vite déchanter car les deux praticiennes n'avaient pas le droit religieusement, disaient-elles, d'examiner un homme. Plus régressif que ça, tu meurs !

Cette progéniture instruite, très inscrutaire même, mais sans fondement culturel, se prédestine à la conduite des affaires du pays. Son drame et le nôtre, sera celui de la transposition de ses revers dans des audiences extranationales et pour lesquels l'image du pays en prend à chaque fois un sacré coup. Aidée par les réseaux sociaux à titre gracieux, la piètre image que renvoie notre « élite » n'aura même pas l'avantage du temps de latence, elle se fera en temps réel. Cette image a, malheureusement, été donnée en live lors du forum cité précédemment. Un pays qui chantait la libre expression il y a à peine quelques jours, se déjuge en empêchant un opérateur économique de s'exprimer en public. Si ce n'est pas de l'autoritarisme, comment peut-on appeler ça ? Et ce n'est pas la police politique qui est l'auteur de la belle œuvre, mais un hôtelier (BCBG) qui en a été le maître de cérémonie. Le chantage économique est une redoutable arme de guerre entre les mains de gens qui ne réalisent pas encore qu'ils ne sont que dépositaires d'une autorité. Ils sont déjà dans la possession acquisitive. Un vieux adage du terroir restituait fidèlement cet état d'esprit par cette truculente réplique : « Je ne suis pas dans le potager de ton père ! ». Une maniére tranchée de dire que la chose est un bien communautaire.

LA CHRONIQUE
DU BLEDARD

Paris : Akram Belkaïd



La justice transitionnelle et l'Algérie



Il est des chroniques qui valent au présent écrivant un courrier important. Celle de la semaine dernière à propos de la situation en Tunisie en fait partie. Au-delà des prises de positions des uns et des autres, positives à l'égard du texte ou l'inverse, plusieurs lecteurs m'ont demandé de préciser la question de la justice transitionnelle. Il est vrai que j'ai employé cette expression sans trop la détailler. Or, il me paraît après coup qu'elle mérite quelques réflexions générales et des considérations plus précises quant à l'Algérie.

Selon le sens habituel, « justice transitionnelle » désigne la manière juridique (et autre) dont on gère les conséquences d'une période de violence ou d'un régime autoritaire ou dictatorial déchu. L'hypothèse de départ est donc que le pays ou la région concernés sont sortis de cette période et qu'il s'agit à la fois de solder les comptes du passé et de mettre en place de bonnes fondations pour assurer l'avenir et empêcher le retour des heures sombres. A titre personnel, je trouve l'expression « justice transitionnelle » peu satisfaisante tout comme ses équivalents « justice de transition » et « justice en transition ». En effet, cela ne rend pas suffisamment compte de la tâche et de l'enjeu et cela donne à penser que c'est simplement une justice qui se réduit à gérer l'inévitable période de transition qui suit la fin de la crise ou la chute du régime. On pourra réfléchir à d'autres formulations mais là n'est pas l'objet de cette chronique. Notons aussi que la justice transitionnelle imposée de l'extérieur (tribunal international) est souvent mal vécue par les populations concernées et qu'elle commence à avoir mauvaise presse dans les pays du Sud (cela changera peut-être le jour où un président occidental y sera déféré...).

La justice transitionnelle se doit d'abord de faire la lumière sur le passé et de punir les responsables des violations et des atteintes aux droits de la personne humaine. Cela passe donc par

l'identification des coupables et par l'organisation de procès. Dans certains cas, il est plus ou moins possible d'identifier les responsables et de les traduire devant la justice. Cela vaut pour une junte militaire (Chili, Argentine) ou un régime dictatorial (Tunisie). A l'inverse, il est plus difficile de mener une justice transitionnelle quand on est en présence de violences de masses impliquant des dizaines de milliers de personnes (cas du génocide rwandais). On le voit, le premier problème qui se pose pour la justice transitionnelle c'est la définition du périmètre de mise en cause. Un tortionnaire, oui, mais quid de l'informateur, citoyen lambda obligé de jouer le rôle sycophante pour ne pas être lui-même avalé par la machine répressive ?

On pourra rétorquer que la justice transitionnelle se doit d'avoir un impératif d'absolu. Or, rétorquent les spécialistes, cela entrerait en contradiction avec l'un de ses objectifs majeurs qui consiste aussi à préparer l'avenir en empêchant de nouvelles fractures. Et cette préparation signifie un dosage délicat entre la punition et le pardon, cela avec l'obligation de proscrire tout type de vengeance (cette dernière étant presque toujours un facteur de rechute). Quoi qu'il en soit, la justice transitionnelle passe donc par la reconnaissance de la position centrale des victimes. Ces dernières ont besoin que ce qui leur est arrivé soit reconnu officiellement et que la vérité soit elle aussi publique. Souvent, cela prime sur d'autres considérations comme la mise en place de réparations matérielles. Ainsi, le droit à la vérité et le droit à la justice – autrement dit la condamnation des mis en cause – sont susceptibles de primer sur le droit à la réparation.

Les victimes peuvent aussi vouloir être confrontées à leurs bourreaux et exiger d'eux la reconnaissance publique de leurs crimes ainsi que l'expression de regrets. Ajoutées à celles qui viennent d'être décrises plus haut, ces motivations fondent la mise en place d'instances de type « vérité et réconciliation » et il faut espérer que l'avenir ne dira pas que ce fut une immense erreur...

tion » comme ce fut le cas en Afrique du sud. Cette démarche peut toutefois ne pas atteindre ses objectifs et être instrumentalisée pour vite passer à autre chose. Au Rwanda, les rescapés du génocide ont pu entendre les coupables s'exprimer (mais pas toujours s'excuser). Il reste que certains d'entre eux ont la sensation aujourd'hui que leurs droits sont passés au second plan derrière l'impératif de paix et de reconstruction.

Venons-en aujourd'hui à l'Algérie et à ce qui a suivi la « décennie noire » (1992-2002). En reliant ce qui précède, on voit bien qu'il n'y a guère eu de justice transitionnelle. C'est peut-être parce que l'un des acteurs de ce drame, autrement dit le système ou le pouvoir, est resté en place. Il faudra donc attendre une alternance ou son profond remaniement pour pouvoir revenir sur son rôle (sans avoir à tomber dans les polémiques dilatoires du « qui tue qui... »). Mais on peut aussi relever que le vainqueur de l'affrontement des années 1990, autrement dit le pouvoir, n'a même pas pris soin d'encourager la moindre démarche de justice transitionnelle. Certes, il y a eu des lois, des amnisties et des condamnations. Mais quid des victimes ? Réunis il y a quelques jours à Tunis pour un séminaire organisé par le site OrientXXI à propos de la pratique du journalisme, des participants ont d'ailleurs relevé que ces victimes n'ont toujours pas de dénomination officielle contrairement aux martyrs de la révolution.

Décidée à passer à autre chose, l'Algérie du début des années 2000 a fait l'économie d'une justice transitionnelle même à minima. Cela explique, par exemple, pourquoi des « repents » peuvent se pavane dans la rue en narguant certaines de leurs victimes. Cela explique aussi pourquoi l'usage de la force et de l'arbitraire peut continuer à cibler n'importe quel type d'opposition politique. Il n'y a donc pas eu de processus de type « vérité et réconciliation » et il faut espérer que l'avenir ne dira pas que ce fut une immense erreur...

En partant de notre expérience de recherche de 25 ans dans le champ des sciences sociales et santé, nous souhaitons inscrire nos propos dans une forme d'utopie et de rêve intimement articulé au nécessaire engagement et à l'implication du chercheur qui me semble aujourd'hui incontournable en l'absence de normes explicites et puissantes dans la construction d'une politique de recherche dans les sciences sociales.

Rêvons de recherche scientifique !*

Par Mohamed Mebtoul**

De notre point de vue, et sans occulter les multiples contraintes administratives, financières et statutaires du chercheur associé, l'éthos pour reprendre le sociologue allemand Max Weber, c'est-à-dire une posture à l'égard de la recherche ne peut pas être sous-estimée, si on considère que toute production de connaissances scientifiques dans nos disciplines, mobilise nécessairement une pratique sociale : quête d'informations et d'informateurs privilégiés, intégration dans des réseaux scientifiques nationaux et internationaux, immersion dans la société pour tenter de la comprendre du dedans. En référence à notre pratique, il nous semble difficile de considérer la recherche comme un métier qu'il s'agit d'accomplir dans la routine et le repli sur soi. La recherche a été pour nous de l'ordre de la captation, au sens où la passion et le volontarisme ont été déterminants pour tenter de donner une « vie » et une âme, c'est-à-dire une identité à un espace de recherche en sciences sociales et santé.

Une société sous-analysee

C'est bien ce champ du possible que nous allons développer ici, tout en indiquant clairement que les chantiers de la recherche en sciences sociales dans notre pays sont nombreux et diversifiés. Or, force est de reconnaître que malgré quelques îlots de recherche, notre société est, par bien des aspects profondément sous-analysée, faiblement décryptée.

L'anthropologue Jacques Berque, indiquait que le développement, entendu ici comme une transformation de la société, ne se réduit pas, loin de là, aux moyens financiers, mais au contraire, à une profonde connaissance pluridisciplinaire de la société. Inversons les propos de l'ancien ministre Belaïd Abdesslam : Il s'agit avant tout de « semer les savoirs » et non pas uniquement le pétrole. Il est donc essentiel de chasser les mythes (Norbert Elias) produits socialement sur la recherche en sciences sociales étiquetée sans « grande utilité », la marginalisant dans des tours d'ivoire ou considérant qu'elle n'a aucun impact sur la société.

Faut-il rappeler les expériences de certains pays asiatiques (Corée du Sud, Japon, Malaisie, etc.) qui ont compris que la recherche dans tous les domaines, devait être une priorité sur le plan politique et financier, pour leur permettre d'accéder au changement profond de leurs sociétés respectives. Les dépenses de recherche sont impressionnantes : Corée du Sud, 4,15%, Japon, 34% et Malaisie 1,13%, du PIB en 2013.

Dans cette optique, la recherche ne s'est pas enfermée à une production de connaissances scientifiques en soi. Elle a été fondamentalement le moteur de toute transformation sociale. Dans ces pays, la recherche-développement a permis d'aiguillonner avec précision leurs politiques publiques.

Peut-on en toute rigueur, évoquer l'existence de politiques publiques ancrées à partir et dans notre société, quand on sait que les dépenses de recherche ne dépassent pas 0,02% du PIB ?

L'enjeu décisif à nos yeux est le suivant : la recherche scientifique ne peut plus être appréhendée uniquement comme la cerise sur le gâteau. Elle devra - pour dépasser le pseudo « développement » érigé en greffes hasardeuses et aveugles dans un tissu social sous-analysé - être le gâteau par excellence.

La compréhension et l'analyse critique des

différents pans de la société passée et actuelle, représente une modalité de sa transformation, opérant un dépassement du modèle de développement focalisé sur une politique d'achat de la paix sociale. La production d'utopies est donc vitale pour déconstruire les logiques politiques et sociales de la résignation, de l'indifférence, du mépris institutionnalisé et de la non-reconnaissance scientifique des travaux entrepris antérieurement par nos pairs.

Accumulation scientifique : dépasser nos ruptures, nos silences et nos éclatements

Dans un deuxième point, nous souhaitons mettre en exergue l'importance de l'accumulation scientifique dans les sciences sociales pour refuser l'oubli, les silences tendancieux, les ruptures et les éclatements qui marquent la production de nos savoirs respectifs. L'accumulation scientifique a été, faut-il, le rappeler, décisive dans l'histoire des sciences sociales produite par les sociétés développées qui ont pu grâce à la reconnaissance sociale des recherches antérieures, remettre en question, affiner ou enrichir les paradigmes scientifiques de leurs prédecesseurs. L'accumulation scientifique ne consiste pas à entasser passivement, mécaniquement ou administrativement, dans des espaces poussiéreux et sans âme, des ouvrages et documents produits, sans lecture critique, sans références scientifiques majeures, et sans reconnaissance par les pairs. Elle impose leur objectivation et leur valorisation qui n'est pas antinomique avec la nécessaire critique constructive et rigoureuse devant permettre la progression scientifique. Critiques rigoureuses, constructives et accumulation scientifique forment un tout indissociable. En effet, on ne peut pas imaginer une histoire des sciences sociales sans une double histoire à la fois critique, constructive et cumulative (Florence Weber, 2015).

L'accumulation scientifique reste, nous en sommes convaincus, un champ du possible à mettre en œuvre dans nos universités, pour tenter de sortir d'une forme sociale de médiocrité, de routine, d'absence de vision mais aussi de construction des priorités scientifiques selon les régions, dans nos espaces scientifiques respectifs. Mais la nature a souvent horreur du vide.

Le contrôle essentiellement administratif de nos productions scientifiques représente une modalité de compensation mais aussi de pouvoir approprié par certains acteurs sociaux, en l'absence de toute régulation scientifique, c'est-à-dire, l'objectivation, l'impulsion et la valorisation des recherches qui s'inscrivent dans une perspective de changement de la société. L'accumulation scientifique mûrement réfléchie et négociée entre les différents acteurs sociaux, n'est pas de l'ordre de l'imposition mécanique et égocentrique, ou de la rhétorique prétentieuse (« je sais tout »), mais d'un long travail d'apprentissage collectif dominé par la persuasion, la rigueur, la disponibilité, la preuve (les données) et la critique constructive.

Il semble important de relier la crise de l'accumulation scientifique dans les pays arabes, au nombre très réduit des produits scientifiques de référence. Un seul chiffre : selon le rapport de l'UNESCO (2008), si les pays arabes représentent 4,9% de la population mondiale (329 millions d'habitants, ils ne contribuent qu'à la hauteur de 1,4% de la production scientifique mondiale. L'accumulation scientifique est fondamentalement structurelle et collective, ne pouvant émerger et se renforcer que par une volonté politique tenace qui ancre l'importance du principe de l'autonomie scientifique dans nos universités respectives. L'enseignant-chercheur est aussi un intellectuel engagé dans le processus de trans-

formation de la société parce que sa légitimité scientifique l'autorise à élucider de façon publique, critique et autonome les enjeux politiques, sociaux et économiques qui traversent en permanence le système sociopolitique.

Production de nouvelles normes pratiques et de rituels

Dans la dernière partie, nous souhaitons mettre l'accent sur l'importance de quelques normes pratiques et de rituels dans nos espaces de recherche. Par normes pratiques, nous entendons surtout la possibilité d'inclure et d'objectiver de nouveaux repères, des nouvelles façons de fonctionner collectivement, qui nous permettent d'opérer constamment les rectificatifs qui s'imposent dans le mode d'organisation de nos recherches respectives. Nous nous appuyons ici sur l'expérience de recherche acquise au sein du groupe de recherche, du laboratoire et actuellement de l'unité de recherche en sciences sociales et santé. L'objectif des normes pratiques et des rituels ne consiste pas à bureaucratiser l'espace de recherche, mais au contraire de tenter avec obstination et abnégation de lui donner une âme et une identité scientifique ouverte aux autres, critiquable à merci, sur la base d'arguments et de données de terrain, et non pas de jugements intempestifs ou d'étiquetages négatifs.

La première norme pratique importante est la volonté de partage avec les autres et pour les autres. Réfutons avec force l'idée narcissique que la recherche est de soi et pour soi. Partager avec les autres, c'est nous semble-t-il, privilégier la logique du don et du contre-don cher au sociologue français Marcel Mauss qui consiste à donner, à recevoir et à rendre.

A titre d'illustration, et pour permettre le partage, le GRAS (Unité de recherche en sciences sociales et santé, Université Oran 2) dispose de trois repères importants : « informons-nous mutuellement » permet de faire partager et de diffuser toutes nos informations scientifiques et pédagogiques par la médiation d'Internet. « Les empreintes du GRAS » permettent d'opérer les synthèses critiques des conférences, tables-rondes, ou séminaires, faisant l'objet d'un agenda annuel. « Faire savoir(s) » est un bulletin édité tous les deux mois, qui retrace minutieusement toutes nos activités et nos productions scientifiques, et enfin, « espace de convivialité et de partage » donne la possibilité d'impulser un coup de gueule ou un coup de cœur à propos d'un ouvrage ou d'un article.

Nous souffrons, comme tant d'autres enseignants-chercheurs, face à l'oubli et au silence. Un exemple parmi tant d'autres : l'université algérienne, durant la décennie 80 avait acquis une crédibilité scientifique reconnue par les pairs sur la question de l'entreprise publique. Mais force est d'observer que les travaux de recherche multiples (nous ne les citerons par peur d'oublier certains collègues) sont totalement inconnus des étudiants concernés par la thématique en question. C'est tout le paradoxe de ce que nous appellons l'inversion des choses : « la fermeture de l'année » au détriment de ce que recouvre la notion de savoirs qui est d'abord et avant tout ouverture et doute. Les savoirs n'ont en effet de sens que s'ils sont socialisés et reconnus, particulièrement dans les sciences sociales, où il est important de faire référence aux recherches antérieures, pour comprendre et décrypter une question présente.

Le partage s'inscrit bien dans la nécessité de dépoluisser nos savoirs les plus significatifs, reconnus par les collègues détenteurs d'une légitimité scientifique, de les rendre « vivants », de les intégrer de façon visible et offensive dans la mémoire de l'institution universitaire et dans celle de la société. Même si le statut des savoirs est peu enviable dans

notre société dominée par la violence de l'argent, il importe de continuer vaille que vaille à produire de l'utopie au cœur de l'ethos du partage : comment faire en sorte que nos différents documentalistes, ne soient pas uniquement des archivistes se limitant à un travail routinier et fermé sur lui-même, pour devenir des passeurs culturels informés des recherches de chacun d'entre nous, opérant, pour reprendre une métaphore, comme des aiguilleurs du ciel, nous orientant sur tel article, telle thèse ou tel ouvrage. Il semble donc important, d'orienter la formation de nos documentalistes sur cet important travail de médiation qui est essentiel pour redonner du sens à nos savoirs respectifs.

Déployer de nouvelles normes pratiques dans nos espaces de recherche, permet, nous semble-t-il, de produire d'autres valeurs centrées sur le travail collectif, sur la nécessité de lire et de se faire lire nos textes respectifs (« nous remercions X. ou Y. pour la lecture de la version de notre article »), d'ancrer de façon pérenne les notions de critique et d'autocritique constructive dans nos espaces universitaires. En réalité, il s'agit bien de favoriser l'émergence de repères qui sont autant de conduites sociales refusant la clôture de sens attribué trop rapidement à nos différents savoirs, les fausses certitudes et les rapports de force qui se substituent au doute et à la remise en question scientifique. Au sein de notre unité de recherche, il nous a semblé important de créer deux espaces : « l'espace critique et autocritique » permettant aux chercheurs de soumettre à un collectif les premières versions de leur recherche et le deuxième espace « Ecrire les sciences sociales », permettant de progresser dans l'écriture, en organisant périodiquement des ateliers.

Enfin, le déploiement de rituels dans nos espaces de recherche, permettent un arrêt temporaire et sacré devant récompenser des jeunes doctorants et chercheurs. Les rituels représentent une condition importante pour tenter de lutter en permanence contre des formes sociales uniformes privilégiant le nivellement par le bas, en encourageant une concurrence saine entre les chercheurs. Bien entendu, vous pouvez nous répondre que les utopies ont leurs limites dans un système universitaire administré, lourd et vertical qui fonctionne toujours par injonction politique. Mais nous croyons profondément au changement progressif par le bas, exploitant tous les espaces d'opportunités. Multiplier les rituels, permet de valoriser une double qualité intrinsèquement liée : la conjugaison du mérite et de la convivialité. Ces rituels peuvent se traduire par l'institutionnalisation du prix du meilleur article évalué par un comité de lecture extérieur à l'espace de recherche, ou encore en valorisant les thèses de doctorat soutenues brillamment, qui pourraient être publiées par l'université, ou en encourageant en permanence les jeunes chercheurs à contribuer à des ouvrages collectifs.

Il nous semble que la quête d'utopies est incontournable pour bousculer en permanence l'ordre social établi, mais aussi le statu quo « confortable » qui a pour inconvénient majeur d'écluder le débat contradictoire et autonome. La réinvention tenace et volontariste de nouvelles normes pratiques semble essentielle pour tenter de donner une âme à nos différents espaces de recherche. Continuons de rêver...

*L'article est tiré d'une conférence donnée le 11 mai 2016 à l'occasion de la remise des prix aux enseignants-chercheurs de l'université d'Oran 2, promus au grade de professeur.

** Sociologue, université Oran 2, chercheur associé au GRAS qui vient de boucler ses 25 ans d'existence (mai 1991).

■ La quadrature du cercle, le cinquième postulat d'Euclide et la fonction mathématique Zêta

«Mille bougies peuvent s'allumer avec une seule bougie, et la vie de cette bougie n'en est pas abrégée». [1]



Par Ali Derbala*

Des titres d'articles dans les quotidiens nationaux s'intitulaient : Ghardaïa : la quadrature du cercle. L'instabilité persiste... ; la quadrature du cercle pour obtenir un toit, etc. Connait-on réellement cette notion de quadrature, une notion géométrique ? Sa signification est qu'un problème est impossible à résoudre ou un projet est irréalisable, un archétype de problème insoluble. On peut construire à la règle et au compas toutes sortes de droites, de cercles et de points. On peut construire des perpendiculaires et des parallèles, des médiannes, des médiatrices, des bissectrices... Qu'est-ce qui distingue ce qui peut être construit à la règle et au compas de ce qui ne peut pas l'être ? La *quadrature* est l'opération qui consiste à construire un carré de surface rigoureusement équivalente à celle d'une figure délimitée par cette courbe fermée qu'on appelle un cercle, le tout à l'aide d'une règle et d'un compas [2]. D'une façon plus claire, étant donné un cercle, dessiné sur une feuille de papier, construire en utilisant uniquement une règle et un compas, un carré dont la surface est égale à celle du cercle. Si ce cercle est de rayon R, le carré doit être de côté $\sqrt{\pi}R$.

1. UN PROBLÈME CLASSIQUE DE MATHÉMATIQUES APPARAÎSSANT EN GÉOMÉTRIE

La quadrature du cercle est un problème classique de mathématiques apparaissant en géométrie. Il fait partie des trois grands problèmes de l'Antiquité, avec la trisection de l'angle (construire un angle égal au tiers d'un angle donné) et la duplication du cube (construire un cube de volume double de celui d'un cube donné) [2]. Wantzel (1814-1848) mettait ainsi un point final en résolvant ces deux derniers problèmes célèbres hérités des Grecs. Il n'est pas de problème plus longtemps ouvert dans l'Histoire des Mathématiques que celui de la quadrature du cercle.

De quand date-t-il ? On ne le sait ; on sait seulement que les Grecs, experts en géométrie, s'y sont cassés les dents pendant des siècles et ont créé, pour tenter de le résoudre, des objets nouveaux qui

ont permis une approche, ou une solution partielle, mais n'ont jamais réussi à refermer le problème sur une solution qui apaise les esprits définitivement. Il est probable que ce problème soit plus ancien que la science grecque, et, en particulier, que les Egyptiens se le soient posé. Il faudra encore passer les importantes découvertes de la Renaissance et des XVIII^e et XIX^e siècles pour qu'on ose affirmer enfin : nous connaissons la réponse à cette question. Le problème a tellement étonné qu'il a donné une expression : c'est la quadrature du cercle, synonyme pour les uns de : c'est impossible et pour les autres de : c'est extrêmement difficile. Du début du XVII^e siècle, René Descartes (1596-1650) en donna une solution dans les années 1625-1628 dont il déclara lui-même qu'elle n'était pas acceptable. La réponse fut donnée en 1837 par Pierre-Laurent Wantzel, âgé à peine de 23 ans. Effectivement, la quadrature du cercle est impossible, et la démonstration définitive a été donnée en 1882 par Carl von Lindeemann (1852-1939). Ceci n'empêche pas de nombreux amateurs peu au fait des mathématiques d'essayer encore et encore, et de proposer leurs solutions (fausses bien sûr). Au point que l'Académie des Sciences a dû déclarer que désormais elle refuserait d'examiner tout mémoire portant sur la quadrature du cercle.

2. LE CINQUIÈME POSTULAT D'EUCLIDE

Trois siècles avant notre ère, Euclide bâtit la géométrie plane sur cinq postulats spécifiques [3]. a. Par deux points passe une et une seule droite ; b. Etant donnés deux segments de droite, on peut prolonger le premier par un segment qui a la longueur du second ; c. Il existe toujours un cercle dont on donne le centre et un point ; d. Tous les angles droits sont égaux ; e. Par un point non situé sur une droite, il passe au plus une parallèle à cette droite. C'est ce dernier postulat, formulé par David Hilbert, qui a été une des pierres angulaires de la géométrie plane. Il n'a donc rien d'évident et doit être démontré. Euclide a reconnu qu'il ne savait pas le démontrer. Des tentatives de démonstration sont faites vers 150 après J.C par Claude Ptolémée, dont l'argumentation s'avère très complexe. Trois siècles encore, Proclus écrit des commentaires sur l'œuvre d'Euclide. Le persan

Nasr el Din tente un raisonnement par l'absurde. John Wallis, un anglais, au XVII^e siècle, propose un postulat plus simple : La somme des angles d'un triangle est égale à celle de deux droits. Il a fallu plus de 2000 ans de réflexion et les travaux de Nicolas Lobatchevski pour comprendre toutes les implications du cinquième postulat. Une géométrie déiant le bon sens est née, qui nous gouverne encore. Ce dernier postulat peut ne pas être vrai dans la « sphère » ou pratiquement sur un « poing de la main » qui sont situés dans un espace dit de dimension trois. Le cinquième postulat ne se vérifie pas dans la sphère et on peut faire passer par un point qui n'est pas situé sur une droite, plusieurs et même une infinité de droites parallèles, au sens où elles ne se croisent pas avec la première. Les formules de la trigonométrie plane ne sont pas vraies dans une sphère, d'autres formules de trigonométrie sphérique existent et même la somme des angles d'un triangle dans l'espace peut dépasser les 180°, etc.

Un théorème de la géométrie non euclidienne stipule que si un quadrilatère a trois angles droits, le quatrième est nécessairement aigu ! Elle peut heurter les esprits sensibles. Une géométrie non euclidienne est formulée dès 1827, aussi cohérente, tout aussi mathématiquement vraie. Il s'agit de la géométrie du russe Lobatchevski. L'une et l'autre sont des cas particuliers d'une géométrie plus générale élaborée par Bernhard Riemann. Dès 1794, Carl-Friedrich Gauss, alors âgé de 17 ans, avait démontré les principaux théorèmes de la géométrie non euclidienne. Il n'avait pas diffusé ses travaux qui les avaient gardés par devers lui. Bien plus tard en 1827, Lobatchevski fut effectivement le premier à rendre publique la géométrie non euclidienne, mais non la faire accepter.

En 1872, l'Allemand Félix Klein donnait une définition précise de « géométrie », en classait les diverses acceptations et acceptait la géométrie non euclidienne. Comme la terre est ronde, nos ancêtres croyaient que les habitants de l'hémisphère sud marchaient sur la tête, que la droite qui relie deux points était la plus courte distante. Ce résultat est vrai dans le plan, la *ligne géodésique* est la plus courte dans la sphère. Après la mort de Gauss en 1855, Bernhard Riemann, un de ses élèves, généralise les géométries d'Euclide et de Lobatchevski qui s'appellera désormais riemannienne. La géométrie

euclidienne n'est plus qu'une géométrie parmi d'autres. La géométrie au sens « science des figures » disparaît alors des mathématiques. De nos jours, on parle de géométrie algébrique, de géométrie analytique, de géométrie différentielle.

3. LA FONCTION MATHÉMATIQUE ZÊTA, PERCERAIT LE SECRET DES NOMBRES PREMIERS.

Si l'on sait définir les nombres premiers, des nombres ayant comme diviseur 1 ou le nombre lui-même, leur ordre d'apparition dans les nombres est encore un mystère. Riemann, un mathématicien allemand formula en 1859 l'hypothèse qu'une fonction mathématique très particulière, dite Zéta, percerait ce secret des nombres premiers. Tout nombre premier vérifie cette fonction Zéta. Cette hypothèse n'a jamais été validée. Cette hypothèse se vérifie dans certains états particuliers de la matière. 2, 3, 5, 7, 11, 13, 17, 19, 23, 29, 31, 37, 41,...est une séquence des nombres premiers.

La liste des nombres premiers est infinie. Dire si un nombre est premier ou pas est facile mais prévoir quel nombre premier devrait occuper tel ou tel rang dans la séquence est encore impossible à le dire en cette date. Les nombres premiers seraient des solutions d'une équation ou fonction mathématique analytique Zéta. L'ordonnateur a permis d'identifier une liste de nombres premiers mais aucune preuve écrite de la caractérisation de ces nombres n'est donnée. L'ordre d'apparition des nombres premiers serait lié aux différents états énergétiques de l'électron. Cette fonction Zéta régente également l'organisation des électrons dans la matière. L'une des conjectures les plus abstraites des mathématiques serait soluble dans la matière [4].

*Universitaire

Références

1. L'Enseignement du Bouddha. *Bukkyo Dendo Kyokai. Kosoaido Printing Co., Ltd, Tokyo, Japan*, 1979, p261.
2. Quadrature du cercle. http://fr.wikipedia.org/wiki/Quadrature_du_cercle
3. Maurice Arvonny. *Histoire d'Euclide aux géométries de l'impossible*. *Science & Vie*- NU910- Juillet 1993, pp. 46-51.
4. Mathieu Grousson. *Nombres premiers. Ils se cachent dans la matière*. *Fondamentale/ Mathématiques, Science & Vie*, NU1107- décembre 2009, pp. 92-96.

la Chronique
de Paris

Par Pierre Morville



Valls en Israël pour relancer le processus de paix

En visite, le 1^{er} ministre français a tenté de convaincre Netanyahu de l'intérêt de la conférence de Paris qui débute le 3 juin.

Le Premier ministre français Manuel Valls a fait une visite de trois jours en Israël et dans les territoires palestiniens. L'objectif ? Tenter après 68 ans de conflit de relancer un processus de paix israélo-palestinien que les différents gouvernements qui se sont succédé à Tel-Aviv refusent avec obstination.

La visite du leader français fait suite au même voyage, la semaine précédente de Jean-Marc Ayrault, le ministre français des Affaires étrangères. Il y a quelques semaines, ce dernier avait pris l'initiative de relancer le processus de paix, au point mort depuis l'échec en avril 2014 d'une tentative américaine alors que les territoires palestiniens occupés par Israël sont secoués par une vague de violence et de répression depuis octobre.

La France tente de mettre sur pied une conférence internationale dont elle s'emploiera à jeter les bases lors d'une réunion interministérielle le 3 juin prochain à Paris où sont conviés les grandes puissances et un certain nombre de pays concernés régionalement, mais en l'absence des Palestiniens et des Israéliens. Ces derniers ne sont pas invités pour éviter surtout le blocage systématique qu'Israël opte traditionnellement à toute initiative de relance du processus de paix. Les dirigeants israéliens préfèrent de beaucoup les tête-à-tête avec les Palestiniens où un rapport de force largement en leur faveur leur permet de camper sur des positions intransigeantes.

Si un premier résultat positif est enregistré lors de la rencontre de Paris début juin qui réunira une vingtaine de pays et où sera présent John Kerry, le patron de la diplomatie américaine, alors pourrait s'ouvrir la perspective d'un second sommet international prévu au second semestre 2016, en présence cette fois des dirigeants israéliens et palestiniens. Il est probable également que de nombreux Etats parmi les 138 pays qui ont déjà voté favorablement à l'adhésion de la Palestine comme observateur aux Nations unies, soutiennent l'initiative.

Le gouvernement français continue à penser que la solution de deux Etats, défendue par Laurent Fabius quand il était ministre des Affaires étrangères constitue toujours l'unique voie de sortie. La conférence de Paris viendrait alors renforcer un consensus international sur cette orientation. Manuel Valls se pose donc en position d'intercesseur. Mais il doit faire preuve d'une grande neutralité et les sympathies personnelles du 1^{er} ministre français sont connues : il ne cache pas sa « forte sympathie » pour l'Etat israélien et a critiqué la position de Laurent Fabius qui affirma fin janvier 2016 qu'en cas d'échec de l'initiative française, « nous devrons prendre nos responsabilités en reconnaissant l'Etat palestinien ». « Dire aujourd'hui que nous reconnaîtrons l'Etat palestinien, c'est acter par avance l'échec de notre initiative », a contre-carré Manuel Valls à Tel-Aviv. Benoît Hamon, opposant au 1^{er} ministre au sein du PS, a jugé « douloureux de constater aujourd'hui que (Manuel Valls) batte si facilement en retraite ».

LES BLOCAGES D'ISRAËL

Benjamin Netanyahu a de toute façon rejeté l'initiative française de relance des efforts de paix entre Israël et la Palestine. Lors de sa rencontre avec son homologue français, il a rejeté, lundi 23 mai, l'idée d'une conférence de paix internationale. Il a fait en contrepartie une autre proposition : Paris pourrait accueillir des négociations mais bilatérales entre Israéliens et Palestiniens, « le seul moyen de progresser vers la paix ». Ce qui n'est pas le cas, selon Netanyahu, des « conférences internationales à la manière onusienne » où des « diktats internationaux » décident du sort des Israéliens et des Palestiniens. « Cela s'appellerait l'initiative française [...] à cette différence près : je serai seul assis directement face à face avec le président (palestinien Mahmoud) Abbas, à l'Élysée ou là où il vous plaira ». « Tous les sujets difficiles seront mis sur la table : reconnaissance mutuelle, incitation à la violence, frontières, réfugiés mais aussi les colonies. Tout, a-t-il assuré. Je suis prêt à prendre des décisions difficiles ».

Pour Pierrick Leurent, correspondant de France 24 à Jérusalem, cette contre-proposition



a un double intérêt pour le pouvoir israélien : « C'est une manière de rejeter à la fois l'initiative française et aussi d'être à la manœuvre en reprenant la main sur les négociations de paix qui sont au point mort depuis deux ans et de proposer cette alternative qui convient beaucoup mieux aux Israéliens, c'est-à-dire des négociations directes ».

Benjamin Netanyahu est d'autant plus intransigeant que son gouvernement est en train de traverser une grave crise de confiance : le ministre israélien de la Défense, Moshé Yaalon, a démissionné avec fracas en fin de semaine dernière de ce poste stratégique et a remis ouvertement en cause la crédibilité de Netanyahu. « J'ai dit au Premier ministre qu'il était donné son comportement au cours des derniers événements, mon manque de confiance en lui ». Quelle est la nature réelle des désaccords ? Le communiqué ne permet pas de le savoir mais c'est la confirmation que le gouvernement de Netanyahu est dans une phase dangereuse. D'une part, il y a un blocage total au niveau du conflit israélo-palestinien. Et d'autre part, il y a une constante droïdisation de la scène politique israélienne. Devant la presse, M. Yaalon s'en est pris ensuite à ces « éminents politiciens » animés par « le cynisme et la soif de pouvoir », et gouvernés par « les échéances électorales et les sondages » plutôt que les valeurs morales. Il a dit ensuite son inquiétude pour la démocratie israélienne : « Malheureusement, des éléments extrémistes et dangereux ont pris le contrôle d'Israël et du Likoud et menacent la société », a-t-il affirmé.

Netanyahu a proposé immédiatement le poste de la Défense à Avigdor Lieberman, actuellement dans l'opposition mais surtout connu pour ses positions ultra-nationalistes et bellicistes.

LES INNOMBRABLES PIÈCES DU CONTENTIEUX

Le gouvernement Netanyahu s'inscrit plus généralement dans une longue tradition de refus de négociation avec les Palestiniens avec l'éternelle conviction qu'il ne faut en aucun cas céder, « une sorte de messianisme sécularisé qui consiste à penser que, si on attend encore un peu, l'autre côté va s'effondrer », explique le politologue israélien Denis Charbit.

La démarche française, positive au regard des nombreux blocages, va nécessairement soulever de nombreuses dossiers qui se heurtent aujourd'hui à un total blocage de Tel-Aviv : le démantèlement des colonies toujours illégales du point de vue du droit international ; la question des territoires occupés puisque l'ONU ne reconnaît que les frontières palestiniennes de 1967 ; le statut de Jérusalem

considéré par le droit international comme la capitale des deux Etats.

A l'initiative de plusieurs pays arabes, le conseil exécutif de l'Unesco a adopté le 14 avril, avec la voix de la France, une décision sur la « Palestine occupée » visant à « sauvegarder le patrimoine culturel palestinien et le caractère distinctif de Jérusalem-Est ». Le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a condamné un texte « absurde ». La motion avait été votée par la France mais Manuel Valls et François Hollande ont depuis pris une position très critique sur ce vote.

Manuel Valls avait auparavant quelque peu surpris les autorités palestiniennes en déclarant il y a quelques mois que l'anti-sionisme est « tout simplement le synonyme de l'antisémitisme et de la haine d'Israël ». Malgré sa sympathie affichée pour l'Etat israélien, le 1^{er} ministre français a été reçu avec une extrême froideur par son homologue Benjamin Netanyahu.

Pour que ce déplacement soit équilibré, Manuel Valls s'est rendu dans les Territoires palestiniens où il a rencontré son homologue, Rami Hamdallah, le 1^{er} ministre palestinien qui a salué l'initiative de paix française, le conflit israélo-palestinien étant selon lui « à l'origine de tous les conflits » de la région.

ETATS-UNIS : UNE POSITION COMME TOUJOURS MITIGÉE

« Nous l'avons répété à plusieurs reprises, les négociations sont la seule voie pour résoudre le problème. Nous avons dit également qu'à ce stade, nous ne cherchons pas à relancer les négociations par nous-mêmes », a précisé le haut responsable américain lors de la rencontre du 18 mai en Egypte entre le secrétaire d'Etat américain John Kerry et le président Abdel Fattah al-Sissi. Ce dernier s'était dit prêt à aider à la relance du processus de paix entre Palestiniens et Israéliens, estimant que les deux parties se trouvaient face à une « réelle opportunité » pour y mettre fin et qu'une paix durable permettrait de réchauffer les relations entre son pays et Israël.

Après beaucoup d'hésitations, John Kerry a annoncé sa participation à la conférence de Paris, un problème de calendrier diplomatique de sa part, ayant eu comme conséquence de retarder de trois jours la tenue de l'initiative prévue initialement fin mai. Un texte américain qui doit être publié en fin de mois devrait signifier des critiques sévères à Israël sur la question des constructions en Cisjordanie et à Jérusalem-Est.

Mais Washington souhaite surtout rester l'intermédiaire historique « indispensable » entre Israéliens et Palestiniens. « Les Etats-Unis veulent préserver le vieux modèle trian-

gulaire dans lequel ils représentent la principale tierce-partie. Même si ce modèle est totalement bloqué, explique Hussein Ibish, expert à l'Arab Gulf States Institute de Washington, les Etats-Unis ne veulent pas internationaliser le processus et souhaitent garder un rôle central. Ensuite, le pays ne croit pas qu'il y ait à l'heure à l'actuelle les conditions d'un succès et redoute, à raison, qu'un échec n'envenime les choses politiquement et sur le terrain ». Pour ce chercheur, un Barack Obama en fin de mandat ne prendra aucune mesure pesant sur l'allié israélien.

ET LES AUTRES CANDIDATS À L'ÉLECTION AMÉRICAINE ?

Les actuels candidats suivent-ils la même ligne ? Affirmant qu'il « n'avait jamais rencontré une personne d'Israël qui ne voulait pas faire d'accord », Donald Trump a déclaré le 2 mai que s'il était élu président, il essaierait de négocier un traité de paix israélo-palestinien. Dans son discours, Trump a également déclaré que les Etats-Unis devaient utiliser leur poids en tant que financeur majeur pour demander que les Nations unies en fassent plus pour aider à résoudre le conflit. Mais le premier discours de politique étrangère de Trump la semaine précédente ne faisait pas mention du conflit israélo-palestinien autrement qu'en critiquant le président Barack Obama et le vice-président Joe Biden, qui seraient trop critiques de l'Etat juif. Et Trump veut faire de Jérusalem la seule capitale officielle d'Israël.

Côté démocrate, Hillary Clinton est bien connue pour ses positions pro-israéliennes. Devant l'AIPAC, l'American Israel Public Affairs Committee (AIPAC), le principal lobby pro-israélien aux États-Unis, très orienté à droite, elle a prononcé « un discours qui a coulé comme du miel dans la bouche des auditeurs », selon Pascale Boniface de l'IRIS, l'ancienne Secrétaire d'Etat américaine a voulu se présenter comme la plus déterminée à soutenir Israël et ce, de façon inconditionnelle. Elle a proposé d'amplifier la coopération militaire américano-israélienne pourtant déjà largement développée. Hillary Clinton a cependant rappelé son soutien à la solution des deux Etats même si, apparemment pour elle, seule la partie palestinienne est responsable de sa non-réalisation.

« J'ai écouté le discours de Mme Clinton devant l'AIPAC. Je n'ai entendu pratiquement rien sur les besoins du peuple palestinien ». Seul le candidat démocrate Bernie Sanders privilégie une approche plus équitable vis-à-vis du conflit israélo-palestinien et prévoit de revoir les positions des Etats-Unis sur ses relations avec Israël et définit comme priorité pour Washington les droits des Palestiniens.



médatic

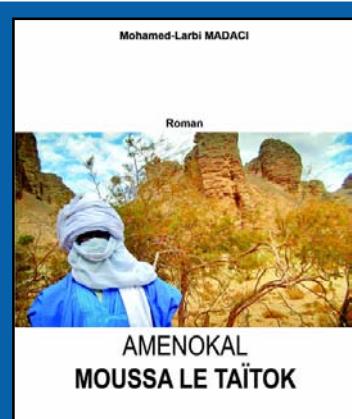
Par Belkacem
Ahcene-Djaballah
Livres



UN MAURE DANS LA SIERRA.
Roman de Rénia Aouadène. El Kalima Editions, Alger 2016 (www.elkalima-editions.com), 165 pages, 500 dinars



ALLAH AU PAYS DES ENFANTS PERDUS. Roman de Karim Akouche.
Editions Frantz Fanon (Editions Dialogue Nord-Sud, Montréal, 2012), Tizi Ouzou 2016, 157 pages, 550 dinars



AMENOKAL. Moussa le Taitok, roman de Mohamed-Larbi Madaci, Anep Editions, Alger 2015, 402 pages, 1 200 dinars

PS : On passe souvent bien du temps à ronchonner sur les difficultés à exporter nos produits... alors que, bien souvent, même s'ils sont de bonne qualité, ils sont refoulés ou inacceptés, tout simplement parce qu'il manque certaines indications permettant la traçabilité du produit.

Ceci est valable chez nous, tout particulièrement au niveau

L'INTERNATIONALE

Les années 20 en Algérie. Précisement en Kabylie. L'occupation coloniale (par Madame la France) et son poids de misères. Au village de Darna, petit village perché à 1000m d'altitude, le petit Rabah a pris, petit à petit, conscience de la misère qui oblige son père, Brahim, à partir bien souvent loin de la maison pour ramener quelques sous pour (sur-) vivre. Il est allé à l'école. Il a appris et compris. Il va se former aux armes et à la lutte (en s'engageant dans l'armée, faisant toutes ses colères)...

Les années 20 en Espagne, années de misère, de disette. Un pays divisé, car c'est aussi la lutte pour le pouvoir. L'Eglise catholique est là, toujours debout, avec ses alliés les conservateurs rétrogrades face aux paysans et aux ouvriers qui (sur-) vivent. La petite Dolores a vécu dans un petit village. Le père, ayant perdu ses terres, part souvent loin de la maison familiale pour louer ses bras. Elle a été «élèvée» et éduquée par une femme, amante «libre» d'un descendant «moro», Amalia, qui lui a appris la fierté et la lutte pour aider les autres.

Le début des années 30. Inscrit au Parti com-

muniste, Rabah va partir en Espagne pour lutter aux côtés des révolutionnaires contre le fascisme franquiste. Il sera à la tête d'une brigade où l'on retrouve d'autres Algériens, des Palestiniens, des Libanais... beaucoup d'«Arabes». Amalia va s'engager, aux côtés des Républicains, en tant qu'infirmière. Le camp de la révolte, de la justice.

Ils lutteront ensemble contre les troupes fascistes de Franco, ils s'aimeront... et la guerre les séparera. Rabah mourra en combattant le 25 mars 1938 sur le plateau de Miraflorès... en pensant à Yamina, sa douce maman, à Amalia l'indomptable, à la Kabylie... et aux luttes futures de ses frères en Algérie contre l'occupation coloniale. Aujourd'hui, une rue de Barcelone porte le nom de Ouissidhoum.

L'Auteure : Poétesse, nouvelliste et dramaturge algérienne. Est née et vit à Marseille où elle enseigne.

Extraits : «Anerez wala neknu», «Plutôt rompre que se plier !», telle est la devise de Brahim et des siens, de tous ceux qui n'ont cessé de lutter contre les milliers d'envahisseurs, ne lassant à cette terre aucun répit au cours des

même, pour les jeunes du village, une «Maison de la culture». Ça marche ! Une œuvre «impie» pour les terroristes qui détruisent tout et qui menacent même la vie, entre autres, de Ahwawi.

Rester ou partir, telle est la question, chacun ayant sa réponse. De plus, le monde de la «harga» est sans pitié.

L'Auteur : Poète, romancier et dramaturge, il vit à Montréal depuis 2008. Auteur, déjà, de deux ouvrages édités en 2013 et 2014 à Montréal. Journaliste chroniqueur au Huff Post Québec.

Extraits : «Réaliser son rêve se fait en douceur, c'est comme dans la forêt : quand un arbre tombe il se fait entendre de loin. Mais quand tous les arbres poussent, ils ne font point de bruit» (p 25), «Étrange. C'est à se demander pourquoi le fruit le plus amer du monde, l'olive, est le plus répandu dans notre pays... Ne pensesttu pas que chaque peuple s'identifie à ses végétaux» (p 32), «Alger ne sait plus à quel saint se vouer, ni quel dieu implorer... Perdue dans

Aflan, le guerrier, qui aime la liberté...), des armes (la Takuba), de la femme, de la musique (l'Imzad et l'Ahinea), de la fête (l'ahal) et de la poésie, des traditions... et, toujours cette recherche du divin. Un peu trop peut-être. Mystère ? Le drame d'un homme déchiré, habité, torturé par un drame personnel vécu durant la guerre de libération nationale. Une hystérie qui «attrait»

Il y a, aussi, à travers le récit, assez chaotique, il est vrai, l'histoire et l'ordre social des Touaregs et leur système de vie (s), compréhensible seulement par eux... et qui doit être strictement respecté, loin du tumulte des villes... Alors, il y a la sécurité, la paix et un certain bien-être économique. Gare à celui qui le (l'ordre social) transgresse. L'Amenokal lui-même peut le payer assez cher. Moussa finira mal ! Mais dans la paix de l'âme retrouvée.

L'Auteur : Médecin de formation, l'auteur est né à Oran et est originaire des Aurès. Il a, très tôt, à 16 ans, rejoint les rangs de la Révolution. Il fut emprisonné en 1957, puis expulsé, au cours de la même année, vers la France. Il obtient en 1961, un diplôme de biologie après des études effectuées aux Etats-Unis, puis poursuit, après l'Indépendance,

de la recherche universitaire qui a besoin de tous les éléments réglementaires pour pouvoir entreprendre des travaux compréhensibles. Ainsi, on a vu, dans la presse, des journaux (la plupart) qui ne comportent pas (encore) le tirage de la veille, obligatoire... et certains «oublient» même leur «Ours» qui permet de situer le journal.

Voir des maisons d'édition (et les imprimeurs) omettre (est-ce la faute à l'imprimeur ?) d'indiquer la ville du siège social de l'entreprise est, à mon sens, soit le mépris du lecteur-acheteur, soit un manque de «contrôle de qualité» ; deux défauts, peut-être impardonables, et on l'espère, involontaires .

siècles» (p 11), «Il (Rabah) avait saisi la politique coloniale qui consistait à diviser les différentes ethnies, et ce qui le gênait, c'était ce mépris envers les arabophones. Les réflexions méprisantes fusaien et les colons avaient tendance à différencier les Kabyles des Arabes comme s'il ne s'agissait pas d'un même peuple» (p 71) «Les politiciens qui gouvernent ne sauront jamais que des afro-arabo-musulmans ou chrétiens se sont battus et qu'ils deviendront des soldats de l'ombre car l'histoire ne retiendra que ce qui l'arrangera» (p 164)

Avis Roman réaliste, simple dans sa construction, et «naïf» (au sens noble et littéraire du terme) dans son articulation. Excellent sujet de film !

Citations : «Nul être ne devrait être obligé de quitter les siens, de se couper de ses racines sous la contrainte de la faim. Il n'y a pas de blessures plus graves que celles de l'exil» (p.103), «L'on ne peut humilié une population entière sous prétexte de civiliser et de développer son propre pays avec des richesses pillées à l'étranger» (p 138),

Citations : «Un livre engagé dans le désespoir ... et la démission. Sorte d'«excuse» à une «haga» impossible, mais aussi, un appel à la résistance

Citations : «L'Algérie est une partie de dominos. Le peuple en est le double blanc : quand bien même il participe au jeu, sa voix n'est jamais prise en compte» (p 23), «La haine est la consolation de l'homme quand l'intelligence lui fait défaut» (p 64), «La reconnaissance des poètes dépend de la profondeur de leurs rides. Plus leur visage est ravagé, plus ils sont sages» (p 70), «La bouche et le cul, ça chie tous les deux : le cul, la merde ; la bouche, les sottises» (p 111), «Ce pays est grand par son histoire, mais tristement petit par sa mémoire. Il cherche sa voie et risque de mettre des siècles à la trouver» (p 127)

des études de médecine. Déjà auteur de plusieurs ouvrages dont «Les Tamiseurs de sable»

Extraits : «Grâce à l'Islam, le désert est devenu une tombe pour les Infidèles. Dans une phase d'autodéfense, la religion a empêché que le pays soit avalé, comme cela s'est passé ailleurs. Même les Turcs n'ont pas réussi à y prendre pied» (p 75), «Les joutes poétiques de l'ahal ne sont pas sacriléges. Elles ont pour but d'atteindre la perfection du langage. Qu'y a-t-il de plus beau qu'un poème ? Dieu qui est beauté ne peut qu'aimer un poème bien tourné» (p 103)

Avis Désert ou forêt vierge d'informations. On s'y perd (un peu ? beaucoup ?) dans les détails et dans les cultures multiples. On a, cependant, droit à un avertissement de l'auteur !

Citations : «Il faut aimer Dieu sans le craindre» (p 195), «Il vaut mieux passer la nuit avec la colère qu'avec le repentir !» (p 215) «Dans la société des Touaregs, chacun connaît sa place et doit s'y tenir. La loi repose sur un ordre traditionnel» (p 247), «Dieu est en chacun de nous. Comme le jaune de l'œuf ! L'essentiel est de le découvrir sans casser l'œuf» (p 265),

Derrière le scoop mondial des Panama papers

Les Echos

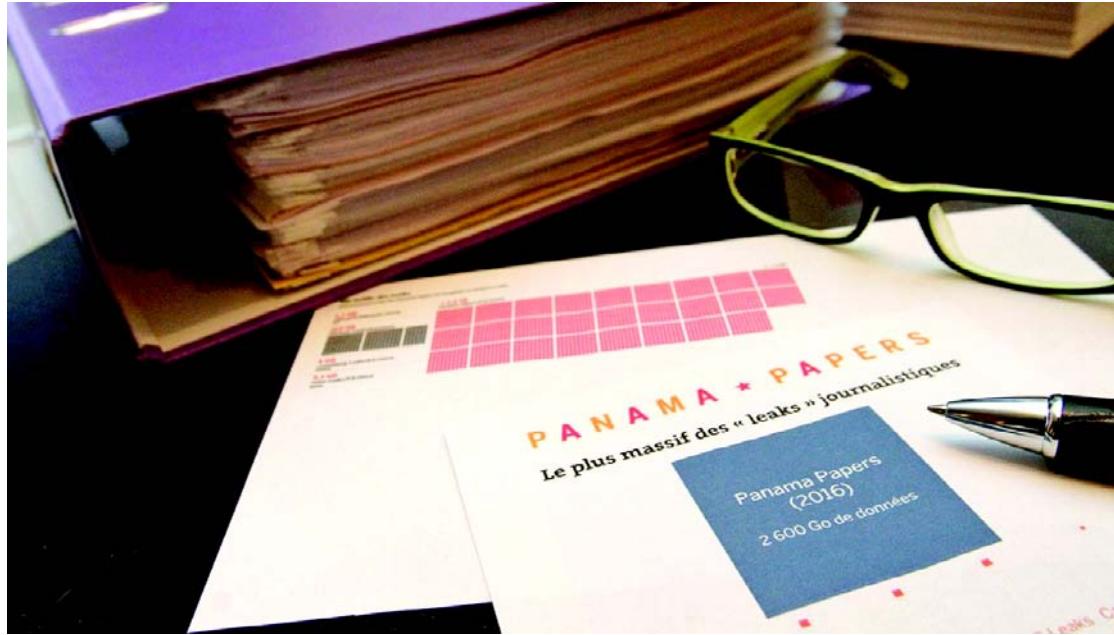
Quand on a appuyé sur le bouton pour envoyer les articles, le dimanche 3 avril, en soirée, on ne savait pas si ça allait bien prendre auprès du public. Si tous ces mois de travail seraient réellement récompensés... «Aussi curieux que cela puisse paraître aujourd’hui, Cécile Prieur, directrice adjointe de la rédaction du Monde, comme d’autres ayant travaillé sur les «Panama papers», n’avait pas imaginé l’énorme retentissement qu’aurait cette vaste enquête sur l’évasion fiscale. Quelques semaines plus tard, pas de doute : l’opération a sonné comme un vrai coup de tonnerre dans le monde politico-économique. Ces révélations publiées par une centaine de journaux ont eu de très sérieuses répercussions : démission de personnalités politiques comme le Premier ministre islandais, annonces de nouvelles règles pour identifier les vrais propriétaires de sociétés-écrans, projet d’une liste internationale de pays non coopératifs en matière de fiscalité, enquête sur de grandes sociétés... On peut aussi penser que l’affaire dissuadera les candidats à une «optimisation fiscale» trop poussée.

A l’occasion de cette tentaculaire affaire, le grand public a découvert le Consortium international des journalistes d’investigation (Icij), qui a coordonné tout ce travail. Un club de justiciers de l’information. Financée par des fondations - Ford ou Open Society (George Soros) aux États-Unis, Adessium en Europe et d’autres institutions qui n’exercent aucune pression éditoriale, assurent ses membres -, cette ONG fondée en 1997 s’est spécialisée sur la corruption, les activités criminelles internationales et l’évasion fiscale. Emanation du Center for Public Integrity de Washington, un réseau de journalistes d’investigation créé en 1989 par Charles Lewis - responsable de l’émission d’information vedette de CBS «60 Minutes» - mais centré sur les États-Unis, l’Icij est avant tout un réseau de reporters. Ce sont d’ailleurs les individus, et non leurs titres, qui sont affiliés au consortium. À charge ensuite pour eux de convaincre leur rédaction en chef de relayer les révélations. Les «Panama papers», qui proviennent du cabinet d’avocats Mossack Fonseca, n’étaient pas un coup d’essai. Le consortium a déjà à son actif, entre autres, le LuxLeaks de 2014, la fuite qui a mis à jour les accords fiscaux très avantageux accordés par le grand-duché à de grandes multinationales. En 2015, l’Icij a de nouveau frappé un grand coup avec le SwissLeaks, qui dénonçait un vaste système d’évasion fiscale impliquant la banque HSBC.

376 JOURNALISTES IMPLIQUÉS

Mais, de toute la série des «Leaks» («fuites», en anglais), les «Panama papers» sont hors catégorie, ne serait-ce que par leurs dimensions : 11,5 millions de fichiers informatiques, dont

Les récentes révélations fracassantes sur l’évasion fiscale ? Elles sont l’œuvre de l’Icij, un club international de journalistes qui éploquent ensemble des millions de documents et échangent via des systèmes cryptés. Une nouvelle forme de travail en réseau, aux règles très strictes, qui démultiplie leur puissance d’investigation.



4,8 millions d’e-mails et 2 millions de fichiers PDF. Soit, au total, 2,6 teraoctets de données. Au final, ces documents forment la plus grosse fuite d’informations jamais exploitée par des médias, selon l’Icij. Ils ont, logiquement, consommé des ressources humaines considérables. En plus de ses 200 journalistes affiliés, le consortium a recruté d’autres pour couvrir des pays mentionnés dans ces documents avec une connaissance locale suffisamment pointue pour comprendre les enjeux. Au total, 376 journalistes de plus d’une centaine de rédactions dans 76 pays se sont impliqués. Certaines équipes ont travaillé près d’un an sur cette affaire. Le Monde a par exemple détaché trois personnes à plein temps sur les «Panama papers» pendant plusieurs mois - remplacées par des CDD. Et lors du sprint final, ils étaient une bonne dizaine, au sein du quotidien, à y consacrer leurs journées, appuyés par des spécialistes. La rédaction a fourni plus d’une centaine d’articles pour alimenter la première semaine des révélations. «Ça a été un énorme investissement personnel. C’était du 9 heures-19 heures tous les jours, mais aussi, sur les derniers mois, 21 heures-1 heure. C’est un travail de fourmi, avec un côté addictif, ponctué de montées d’adrénaline dès qu’on trouvait quelque chose d’intéressant», se souvient Jérémie Baruch, journaliste «data» au Monde.fr.

Contrairement à WikiLeaks, l’ONG créée par Julian Assange en 2006 (voir chronologie pages suivantes), l’Icij passe les documents au filtre des journalistes, au lieu de les mettre directement à la disposition du public. Charles Lewis, son fondateur, est d’ailleurs

aujourd’hui professeur de journalisme à l’American University de Washington après avoir répandu la bonne parole dans deux des universités les plus prestigieuses des États-Unis, Harvard et Princeton. «Dans un cas, c’est la totale transparence, dans l’autre, une démarche journalistique, avec des choix éditoriaux», résume Cécile Prieur, du Monde. Par exemple, il y avait environ 1 000 Français dans les fichiers, or, seulement quelques dizaines de noms ont été révélés. La grande force du consortium, c’est sa faculté à coaliser des médias. Les «Panama papers» ont fuité, grâce à une source restée anonyme, via le quotidien allemand Süddeutsche Zeitung, basé à Munich. Le journal de référence de centre-gauche a ensuite partagé les documents. Chaque fois que quelqu’un trouvait une info utile à ses confrères, il devait leur en faire part, via un forum sécurisé, géré par l’Icij. Deux réunions se sont tenues, à Washington, en juin, puis à Munich, en septembre, afin que «les journalistes apprennent à se connaître, se fassent confiance et puissent répondre vite à des e-mails, même au milieu de la nuit», explique Will Fitzgibbon, journaliste à l’Icij, à Washington DC.

TRÈVE DANS LA GUERRE DU SCOOP

On s’en doute, il est malaisé de faire collaborer des professionnels dont le métier est par essence concurrentiel. Pendant plusieurs mois, ils ont dû faire une trêve dans la guerre du scoop. «Notre méthode est assez radicale, on partage tout», admet Will Fitzgibbon. C’est la raison pour laquelle, aux États-Unis, seul le groupe McClatchy, qui détient le Miami Herald,

participe. «Certains journalistes ne sont pas prêts à collaborer», ajoute-t-il. Le New York Times, le quotidien le plus prestigieux, préfère rester en dehors. L’Icij a cependant démontré les résultats que permet l’union des forces. En Islande, les travaux d’un journaliste indépendant, qui a enquêté sur le Premier ministre de son pays, ont été repris par tous les médias partenaires, le 3 avril au soir. Sigmundur David Gunnlaugsson a été contraint à la démission. Sans cette formidable caisse de résonance, l’enquête d’un journaliste isolé n’aurait probablement pas eu le même impact. En outre, seul le travail en réseau permet de traiter une masse de données considérable. Pour les aider, le consortium a mis à la disposition de ses membres un outil de recherche par mots-clés ou expressions. Le Monde a ainsi fait des recherches sur les parlementaires, les plus grandes fortunes de France, etc. «C’est impossible de travailler seul», indique Cécile Prieur. Sur SwissLeaks, nous avions essayé, en mettant nos correspondants sur le coup, mais on s’est vite aperçu que c’était insuffisant et on a fait appel au consortium.»

La collaboration permet aussi de limiter le risque d’autocensure ou toute tentative de «cacher» des infos. «Si on trouve, par exemple, quelque chose sur des actionnaires ou des annonceurs importants d’un des médias, personne ne peut le cacher, car chacun sait que les autres peuvent sortir l’information», souligne Benoît Bringer, de «Cash Investigation». Le magazine de France 2 s’est même payé le luxe de mettre en cause un ancien dirigeant chez France Télévisions. «On a eu une confiance totale de la chaîne», se félicite Emma

nuel Gagnier, rédacteur en chef de Premières Lignes Télévision, la société indépendante qui produit l’émission.

Ce qui peut surprendre, dans le cas des «Panama papers», c’est que le secret ait pu être gardé jusqu’au dernier moment. «Nous faisons signer des petits papiers d’engagement de respect du travail entre confrères, mais nous avons, dans les faits, peu de possibilités de recours juridique», reconnaît Will Fitzgibbon. C’est pourtant un point capital. Car en cas de «fuite des fuites», l’opération serait compromise. Dans certains pays, les personnes mises en cause peuvent saisir la justice à temps pour empêcher la publication de certains documents. En plus, raconte Juliette Garside, la journaliste du Guardian responsable de la couverture des «Panama papers» pour le quotidien britannique, «il y a un risque de non-respect de la vie privée : nous avions comme exigence de limiter les révélations à celles d’intérêt public». Pour maintenir la confidentialité, les journalistes ont multiplié les précautions : limitation du nombre de personnes dans le secret, échanges via des moyens sécurisés, réunion dans des salles discrètes... «Nous avons travaillé dans un bureau qu’on pouvait fermer à clé et, entre journalistes impliqués dans le monde entier, discussions beaucoup sur Skype, plus difficile à mettre sur écoute», raconte Juliette Garside. Will Fitzgibbon souligne que cinq ou six personnes sur les douze employées par l’Icij sont des spécialistes des données. «Ils ont créé un système de communication sécurisé avec double mot de passe et permis le cryptage des e-mails», précise-t-il.

De plus, pour éviter de mettre la puce à l’oreille des personnes visées, l’Icij a fixé une date à partir de laquelle chaque média pouvait les contacter. Cinq semaines avant le jour J de publication, des dizaines de grandes fortunes, responsables politiques ou sociétés cotées ont commencé à recevoir des appels et lettres recommandées de journalistes. À partir de là, tout s’est accéléré. «Au départ, beaucoup ont nié, avec beaucoup d’aplomb, ce qui était très déstabilisant», se rappelle Benoît Bringer. Pour les individus ou les entités incriminés a alors commencé un travail d’équilibrisme en matière de communication de crise. Très difficile, dans ce genre de dossier, de deviner le périmètre de ce qu’ont appris les médias. «Compte tenu des questions posées par les journalistes, on pouvait se douter que l’affaire impliquait plusieurs cibles. Mais dans les «leaks» de ce type, on ne sait pas exactement qui sera mis en avant précisément et comment», reconnaît Franck Louvrier, vice-président de Publicis Consultants. On sait simplement que ça peut être une tornade mondiale, qui peut avoir de fortes répercussions, juste dans la presse régionale.» Depuis les précédentes affaires débusquées par l’Icij, les agences de communication ont dû s’adapter : argumentaires disponibles en plusieurs langues, communication «préventive», veille accrue sur les réseaux sociaux, etc. De son côté, le cabinet d’avocats panaméen victime de la fuite, Mossack Fonseca, a bien eu quelques doutes et a tenté d’alerter ses clients peu de temps avant que le scandale n’éclate, mais c’était trop tard...

AUDIENCES RECORD

Une fois la mécanique des révélations enclenchée, comme elles concernaient des pays tels que la Corée du Nord ou la Russie, l’Icij s’est armé pour parer au risque d’attaque informatique. «Nous avons eu une frayeur lorsque le site de l’Icij est tombé en panne après une conférence du responsable de la communication de Vladimir Poutine, selon lequel le président russe avait été victime d’un déluge d’informations fausses», se souvient Juliette Garside. Au final, fausse alerte : ce n’était qu’un incident technique. Les retombées, elles, ont été à la hauteur du travail fourni. Le documentaire de France 2 sur les paradis fiscaux a enregistré une part d’audience record. Avec plus de 4 millions de téléspectateurs («replay» inclus), la chaîne publique était leader, le 5 avril, en première partie de soirée. De même, Le Monde a doublé l’audience de son site, les premiers jours, et dopé ses ventes dans une période difficile pour la diffusion de la presse quotidienne. Par un effet boule de neige, les «Panama papers» ont aussi accru le prestige de l’Icij lui-même. Will Fitzgibbon a reçu plus de 200 candidatures spontanées de journalistes qui veulent rejoindre l’organisation. Il devra choisir les plus susceptibles de coller aux méthodes, aussi contraignantes qu’efficaces, du consortium.

Facebook accusé de manipuler ses «trending topics» pour défendre une ligne politique

Un ex-employé du réseau social et un document confidentiel publié par The Guardian jeudi 12 mai accusent Facebook de manipuler et filtrer les contenus informatifs au bénéfice d’une ligne politique précise. Ce que démontre le réseau.



Marianne

Trending topics, une fonctionnalité de Facebook proche de celle de Twitter, existe aux États-Unis depuis 2014 et devrait bientôt arriver en France. On y retrouve les sujets et contenus les plus populaires du moment, le tout généré grâce à un savant algorithme censé être totalement neutre. «Censé», car sa neutralité est justement aujourd’hui lourdement remise en question.

D’après une enquête du site d’information Gizmodo, spécialisé dans la technologie, ce n’est pas un simple algorithme mais une réelle équipe de rédaction qui choisira les sujets devant être publiés et mis en avant. Et c’est notamment dans le domaine politique que cette sorte d’équipe éditoriale ferait un filtrage. Le document intitulé Trending Review Guidelines, révélé par le journal The Guardian dans son édition du jeudi 12 mai, répertorie les lignes directrices de l’évaluation des tendances observées par l’algorithme de Facebook. Ce document explique à quel moment l’intervention humaine doit se manifester, comment l’équipe peut introduire un sujet dans le module des contenus populaires ou comment censurer un sujet selon divers motifs. Exemple : «ne représente pas un véritable événement». Un critère laissé évidemment à la totale discréction de l’équipe.

Certains contenus seraient alors tout simplement censurés. Des faits relatés par un ex-employé de Facebook, qui a travaillé au sein de cette équipe éditoriale de mi 2014 à décembre 2015, et qui s’est confié à Gizmodo la semaine dernière. Il n’hésite pas à dire que des articles sur des personnalités conservatrices, qui avaient du succès sur les réseaux et étaient approuvés comme tel par l’algorithme, ont été évincés des trending topics. Au revoir le parti Républicain, Mitt Romney, Rand Paul et Ted Cruz.

La réaction de Facebook ne s’est pas faite attendre. Lundi 9 mai, son vice-président à la recherche, Tom Stocky, assurait ne pas influencer l’affichage des contenus informatifs et ne pas en avoir les moyens techniques. «Nous n’ajoutons pas de contenus artificiellement dans les trending topics et ne demandons pas à nos réviseurs de le faire», a-t-il écrit sur sa page Facebook. Mark Zuckerberg, PDG du célèbre réseau mondial a également démenti ces accusations et assure avoir ouvert une enquête.

Ça ne serait malheureusement pas la première fois que le géant bleu manipulerait ses contenus afin d’influencer ses utilisateurs. En 2012, Facebook a mené une expérience sur près de 700 000 de ses membres, à leur insu, pour savoir s’il était possible d’influencer l’humeur d’un utilisateur selon le type de publication affiché sur son fil d’actualité. Avec plus d’un milliard de connectés et des données personnelles sur chacun, qui sait ce dont Facebook est capable en terme de manipulation...

La télévision a encore de l'avenir

Dotée d'un écran toujours plus grand et d'une image encore mieux définie, la prochaine génération doit s'adapter aux comportements des téléspectateurs.

Tribune de Genève

Le temps où toute la famille se rassemblait à 19h30 devant le téléviseur pour regarder le téléjournal est désormais révolu. Actuellement, à cette heure, seule peut-être la génération des grands-parents prennent place de manière ponctuelle devant le poste. Les plus jeunes diffèrent le visionnement des informations à un autre moment. En effet, il est possible de regarder une émission après sa diffusion, sans qu'il soit nécessaire de l'enregistrer au préalable.

Les adolescents eux ne restent devant la télévision pour ne regarder en direct que des jeux vidéo liés aux sports. Pour le reste, soit les informations et autres divertissements, ils utilisent les services de diffusion de vidéos, les portails d'informations, les sites des médias sociaux et YouTube via les applications de leur téléphone portable ou tablette, ressort-il de la dernière étude ViewScape réalisée par GfK et présentée récemment lors de la manifestation IFA GPC à Hong Kong et Shenzhen.

Mais la bonne vieille télévision n'a pas rendu les armes, même si elle doit se redéfinir. Dans ce cadre, elle vise à offrir une connexion sans fil à internet et à afficher des images aussi riches en émotions que celles des appareils mobiles. Un défi que relèvent en particulier les modèles dotés d'un grand écran disposant d'une résolution 4K/UHD. Celles-ci permettent de voir les larmes des acteurs se former et les fans de football n'ont plus à chercher la balle.

NOMBRE DE DIFFUSEURS RESTRIE

Reste que cette évolution ne concerne qu'un nombre restreint de diffuseurs. Pour l'heure, la grande majorité d'entre eux diffusent leurs programmes en haute définition (Full HD), dont la qualité d'image représente le tiers de celle de la 4K. Les émetteurs de la SSR ne permettent ainsi d'afficher sur un écran que 720 lignes. Un téléviseur à la norme 4K/UHD peut lui en afficher 2160. Du côté des chaînes SSR, la 4K n'est pas attendue avant quelques années.

Toutefois, d'autres diffuseurs se sont lancés dans cette brèche, comme par exemple Swisscom et Netflix. Le numéro un helvétique des télécommunications a ainsi commencé à livrer de nouveaux boîtiers de réception pour la télévision numérique au format 4K. Ceux-ci permettent par exemple de louer des films en très haute définition. Le géant bleu entend aussi diffuser en 4K quelques matchs des championnats d'Europe de football le mois prochain ainsi que d'autres parties du championnat suisse.

Sunrise a également annoncé un tel boîtier pour son service de télévision numérique, alors qu'UPC reste pour l'heure dans l'expectative, la base de téléseurs 4K étant trop faible en Suisse, selon le premier exploitant de réseaux câblés de Suisse.

Netflix fait lui figure de pionnier en matière de 4K, avec des contenus en hausse constante pour ce format de diffusion. Le service américain de vidéos à la demande complète même à son catalogue une première série au standard HDR (High Dynamic Range), lequel améliore encore le contraste et les couleurs



sur les téléviseurs compatibles. Swisscom promet des contenus à ce format pour bientôt.

VR DANS LES STARTING-BLOCKS

Dans le cadre du salon IFA-GPC, Paul Gray, un expert du secteur a exploré l'avenir de la télévision. L'an prochain devrait être marqué par la commercialisation des premiers modèles 8K,

dont la résolution de 7680 x 4320 pixels nécessite au minimum un écran d'une diagonale de 80 pouces. Quitte à vouloir acquérir un tel appareil, mieux vaut aussi prévoir dans la foulée un déménagement afin de trouver une pièce de taille suffisante pour les deux mètres de son écran.

De plus, les émissions et films disponibles au format 8K sont plutôt rares, à moins de comprendre le japo-

nais, la télévision nipponne ayant annoncé la disponibilité prochaine de programmes à titre d'essai. Pour l'heure, il est aussi difficile d'estimer l'influence future de la réalité virtuelle (VR) sur la télévision. Le confort et la qualité d'image demeurent limités et rien ne dit que les consommateurs souhaitent porter les casques ou lunettes devant leur TV, comme l'a démontré l'échec des lunettes 3D.

Beyrouth, fille à marier



L'Orient LE JOUR

Elle aurait tellement aimé se pointer devant un officier d'état civil madrilène ou berlinois, bien dans ses baskets Air Max rose bubble gum et raccourcie d'une minijupe noire qui lui aurait fait la jambe évasée et la fesse envasée, histoire d'horripiler le moindre cheikh ou prêtre regardant. Elle se révait arrivant dans une mairie chypriote, huilée de coco, dénudée du croupion et la poitrine échappée en fraude d'un marcel entaillé de frais qui ferait ainsi prendre l'air aux préjugés de ses proches. Elle aurait même concédé à la meringue

blanche, à condition que celle-ci soit appareillée d'un corset tirant à bout portant comme celui de Madonna dans Like a Virgin. Sauf que la montagne russe de ses fantaisies colorées s'était lentement écailée lorsqu'elle avait surpris sa maman enfant la baudruche de sa fierté et racontant à une voisine qu'elle allait «enfin marier sa fille !». En l'espace d'un fragment de phrase, elle devenait complément d'objet direct. Elle mutait en objet, tout court.

«EBN 3AYLÉ»

Sur les pas de sa sœur ainée, de sa mère et de sa grand-mère avant elle, ses parents «l'avait arrangée», comme on se plaît à dire et jouer chez nous. Sa jeunesse, sa candeur accéléraient désormais le pas vers un passé

reproduit et cette révérence gardée à un déterminisme parental, à un fatalisme familial. Le jeune prétendant qu'on lui avait justement choisi est le fils d'un cousin «éloigné» de son père. Un cousin donc, pour dire les choses comme elles sont, ayant fait fortune dans les télécoms en Afrique. «La même religion, la même communauté, la même éducation, les mêmes principes que nous. C'est un ebn 3aylé, un fils de famille, nous connaissons bien ses parents. J'avais vu un cheval blanc dans le marc de ma tasse et maintenant j'ai la tête tranquille», avait répété sa maman à ses 4 voisines, ses 3 sœurs, ses 8 cousines et ses 5 meilleures copines, en cognant à chaque reprise le bois de sa quotidenneté tranquille, persuadée que c'est le hasard qui avait bien fait les choses.

TOUT EST ARRANGÉ

La suite de l'histoire avait été écrite au millimètre près comme le calligraphe l'avait fait sur les cartons d'invitation. D'abord l'appartement réaménagé, les fauteuils retapissés, la vaisselle astiquée et l'argenterie dépoussiérée. Puis les parents qui reçoivent la belle famille et régalent pour l'occasion avec un pauvre agneau trop cuit et une liqueur de Bailey's, avant de battre le rappel des futurs mariés sur fond de zaghouta, tonnerre de riz et dragées posées en cœur sur une nappe en dentelle et crochet. Et elle, au milieu de cette farce sordide, elle qui fait patronner de son flegme, catapultée en milieu hostile, apprenant à négocier avec la méchanceté de sa destinée sur les conseils de sa grand-mère lui chuchotant : «Fais comme moi, ne discute pas. Fais-lui un garçon et mène une vie paisible, sans te tracasser la cervelle. Et souris.» Elle avait souri, sans rouspéter, sans contrer la moindre décision de sa maman ou ses tantes sur la question du grand jour. Tout lui avait été décidé, de l'organza de sa robe à l'ombrelle qui l'accompagnera «pour faire à l'europeenne», en passant par les fleurs, le menu de la réception mais aussi le trousseau qu'on se passe comme une éducation à la sagesse.

METTRE LE FEU AUX POUDRES

Dimanche dernier, le 8 mai, maquillée au masque des faux-semblants, parfumée au Oud du comme il le faut, allumée tel un torero par le rouge de la voiture de location qui la menait vers la cérémonie de mariage, elle avait décidé de tout arrêter. Elle avait forcé le chauffeur à rebrousser chemin : «Fonce, va loin !

Je ne sais pas où, mais loin d'ici», comme pour mettre des bâtons dans les roues d'un destin forcé. Elle avait laissé le romanesque ou le courage relever haut la traîne de sa robe façon Julia Roberts dans Runaway Bride. Et elle devenait de celles qui donnent rendez-vous à la liberté une fois la nuit tombée. Elle devenait celle qui coupe l'image et le son, faisant ainsi la nique à WhatsApp, Viber et Google Maps, fuyant l'armée rouge des coutumes saveur naphtaline, menant sa petite révolution au nom du changement.

On ne sait jamais si et quand elle reviendra. Ses proches sont convaincus qu'elle finira par refaire surface, retrouver «le droit chemin». Que le confort finira par l'emporter quand son futur époux lui enverra un petit mot doux accompagné de quelques billets verts. Qu'importe, elle s'appelle Beyrouth et ce 8 mai, elle aura au moins essayé.

Préférence nationale insidieuse : les droits des étrangers régressent en France

Le Défenseur des droits Jacques Toubon dresse un constat alarmant des discriminations subies par les étrangers dans le pays.

L'OBS

Emple, éducation, santé... En France, même si le Front national n'a pas atteint les marches du pouvoir, insidieusement, c'est la "préférence nationale" qui prime. Discriminés, les étrangers bénéficient de moins en moins de leurs droits fondamentaux. C'est la conclusion inquiétante du Défenseur des droits dans un rapport publié lundi 9 mai, et intitulé "Les droits fondamentaux des étrangers en France".

En 305 pages, Jacques Toubon détaille les discriminations et les obstacles rencontrés par les étrangers dans le pays. En creux, une critique de la gestion de la question migratoire par l'Etat français mais aussi d'une idée qui contamine les esprits : celle selon laquelle l'immigration serait un danger. Et une suspicion généralisée qui s'est instillée jusqu'au cœur du droit.

LA DISCRIMINATION BANALISÉE

L'idée du "traitement différencié des individus à raison de leur nationalité" s'est banalisée selon Jacques Toubon, "dans les esprits et dans le droit". Le Défenseur des droits rappelle que la discrimination et les différences de traitement dans les droits fondamentaux est "a priori" interdite. Si le mot n'est jamais prononcé par Jacques Toubon, la légitimité d'une certaine "préférence nationale" n'est pas remise en cause par la France, analyse "Le Monde".

"A tel point qu'aujourd'hui, l'idée de

traiter différemment les personnes n'ayant pas la nationalité française, de leur accorder moins de droits que les nationaux – et toujours sous une forme conditionnée, plus précaire – est si usuelle et convaincante qu'elle laisse croire que la question de la légitimité d'une telle distinction est dépourvue de toute utilité et de toute intérêt." Elle se fonde sur des "idées préconçues, des mythes" qui alimentent une peur. Or, comme le rappelle le Défenseur des droits, "aucune période de l'histoire de l'immigration, aussi intense soit-elle, n'a modifié le socle des valeurs républicaines communes."

Une "logique de suspicion" présente dans le droit français justifie les discriminations. Jacques Toubon réfute également le mythe d'un "appel d'air", les étrangers n'arrivant pas en masse quand on leur propose des prestations. Au contraire, bien souvent, ils ne les demandent pas.

LES LONGUES HEURES D'ATTENTE

Le séjour des étrangers en France est de plus en plus précaire. Les titres de séjour temporaires sont beaucoup plus fréquents que les cartes de résident, rendant difficile l'accès aux droits. Les visites des familles en France sont également plus laborieuses. Certains visas sont refusés sur le motif "du risque migratoire", cite le Défenseur des droits.

Le rapport insiste sur les difficultés liées aux rendez-vous en préfecture. De longues heures d'attentes, des refus au guichet, des délais de traitement excessifs, un manque d'in-



formation... Jacques Toubon dénonce aussi le renvoi d'étrangers dans des pays où ils n'ont pas le droit de résider.

ACCÈS AUX SOINS COMPLIQUÉ

Droit d'aller et venir, droit à des soins, droit au logement et à l'hébergement d'urgence, droit à l'emploi, droit à la protection sociale... Autant de domaines dans lesquels les étrangers rencontrent des obstacles. L'ouverture d'un compte bancaire, par exemple, est parfois refusée à une personne ne disposant pas d'un titre de séjour, ce qui est interdit. Certaines profes-

sions restent légalement inaccessibles à des étrangers.

D'autant plus qu'ils sont souvent pris pour cibles lors des contrôles d'identité, par exemple. La situation particulière dans laquelle se trouvent les extra-nationaux n'est pas prise en compte dans l'application des règles, explique le Défenseur des droits.

LES MINEURS ISOLÉS PAS ASSEZ PROTÉGÉS

Jacques Toubon évoque souvent dans ce rapport la situation des mineurs, dont les droits spécifiques sont très peu respectés. L'accès à l'éducation

des étrangers n'est toujours pas systématique alors que la scolarisation entre 6 et 16 ans est obligatoire en France. Des enfants se voient ainsi refuser l'accès à l'école à cause de la situation irrégulière de leurs parents. "Le Défenseur des droits réitère sa recommandation selon laquelle il doit être mis un terme au recours aux examens médicaux d'âge", précise le rapport. "Pendant la période d'évaluation de leur situation, préalable à leur éventuelle prise en charge, ces enfants devraient être protégés de manière inconditionnelle, ce qui n'est pas toujours le cas."

Maghreb : l'identité religieuse prend le dessus sur l'identité nationale

Commandé par l'ONG, Konrad-Adenauer - Stiftung (KAS) et réalisé par Sigma Conseil, « Religion et politique en Afrique du Nord » est un sondage qui donne un éclairage sur la perception d'un certain nombre de phénomènes liés à la politique et à la religion par les habitants des pays de l'Afrique du Nord.



l'Economiste
Maghrébin.com

tion d'extrémisme religieux et la perception des citoyens de l'Etat Islamique. Voici, en substance, les chiffres relatifs à ce sondage.

L'IDENTITÉ RELIGIEUSE PREND LE DESSUS SUR L'IDENTITÉ NATIONALE

A la question : «Personnellement, en tant que citoyen vous estimatez-vous plutôt Arabe/Africain/Méditerranéen/Berbère/Musulman/Chrétien/Juif/Kabyle» . 53% des Tunisiens ont répondu Tunisien, 37,6% Musulman, contre 6,8% Arabe. Quant à l'Algérie 58,5% se définissent comme Musulman, 30% Algériens et 6,6% Arabes.

Selon le même sondage, 52,8% des Marocains se sentent musulmans, 35,0% marocains et 7,4% arabes. En ce qui concerne la Libye, 63,2% se sentent musulmans, 21,6% libyens et 12,0% arabes.

A la lecture de ces chiffres, il ressort que pour les pays précités (Libye, Maroc, Algérie) la religion prend le dessus sur l'identité. Ce constat s'affirme avec les réponses à la question : «Pensez-vous que votre identité nationale soit plus importante que votre identité religieuse?» 48,1% des Tunisiens affirment que l'identité religieuse est plus importante que l'identité nationale. Par contre, pour le Maroc, 71% des Marocains estiment que l'identité religieuse est plus importante que l'identité nationale, 79,6% des Algériens estiment que l'identité religieuse est plus importante que l'identité nationale et 85,6% des Libyens estiment que l'identité religieuse est plus importante que l'identité nationale.

41,2% des Tunisiens affirment que l'identité nationale est plus importante que l'identité religieuse.

«L'ISLAM EST-IL IMPORTANT DANS VOTRE VIE?»

Les réponses des personnes sondées dans les quatre pays ont varié entre important et très important. Les résultats se répartissent comme suit : Tunisie : 74,4% ont répondu «Très important» et 23,3% ont répondu par «Plutôt important» soit 97,8% qui affirment l'importance de la religion dans la vie de l'individu.

Le Maroc, 90,1% ont répondu «Très important» et 8,7% ont répondu par «Plutôt important». En ce qui concerne les Algériens, 94% ont répondu «Très important» contre 5,8% qui ont répondu par «Plutôt important». Pour ce qui est des Libyens, 95,8% ont répondu «Très important» contre 4,4% «Plutôt important».

ET POUR CE QUI EST DE LA COMPRÉHENSION DES PRÉCEPTES DE L'ISLAM

Pour le cas de la Tunisie, 87% des sondés ont répondu soit par un moyen degré ou fort degré. Quant au Maroc, 91% ont répondu soit par un fort degré ou moyen degré. Pour l'Algérie 92% ont répondu par un fort degré ou moyen degré et pour la Libye 95,2% ont répondu par moyen degré ou fort degré.

QUID DES HABITS RELIGIEUX ?

Les réponses ont bel et bien été différentes d'un pays à un autre. Pour le cas de l'Algérie, 94,5% des sondés sont en faveur du voile, dont 34% qui souhaitent le voile intégral et 59,5% le Kamis. Pour le cas de la Libye, 89,9% des sondés soutiennent le voile dont 44,6% le voile intégral et 73,8% le Kamis. En ce qui concerne le cas du Maroc, 83,9% des sondés soutiennent le voile dont 28,2% le voile intégral et 63,2% le Kamis. Pour le cas de la Tunisie, 60,1% des sondés soutiennent le voile dont 4,0% le voile intégral et 20,9% le Kamis.

QUELLE PERCEPTION POUR L'ISLAM POLITIQUE ?

A la question : «Seriez-vous pour ou contre la séparation entre la religion et la politique?», la majorité des sondés s'est prononcée pour la séparation entre la religion et la politique : Tunisie 72,8%, la Libye 63,1%, l'Algérie 57,4% et le Maroc 54,8%. Cependant quand il s'agit de recourir à la Chariaa comme unique source de législation, à l'exception de la Tunisie, les autres pays affichent un accord considérable pour cette idée : Libye 78,7%, Algérie 62,9%, Maroc 54% et la Tunisie 23,4%.

A une question qui porte sur l'intervention des imams dans la sphère politique, les réponses des sondés ont montré que 53,6% des Marocains approuvent cette intervention, 44,6% des Algériens l'approuvent également, contre 32,3% des Libyens et seulement 20,4% pour la Tunisie.

Cependant, l'étude indique que l'impact de l'Islam sur la vie politique est très contrasté selon le pays concerné : 61,3% des sondés marocains et 44,3% des sondés algériens estiment que l'impact est positif. Quant aux Libyens, 35,3% d'entre eux estiment que l'impact est positif et quant au cas de la Tunisie, il s'agit de 17,1%.

En cas d'offense aux croyances religieuses, qui devrait intervenir ? Les réponses à cette question ont montré bel et bien que la majorité des sondés dans les différents pays estime que c'est le rôle de l'Etat d'intervenir en premier lieu et aux citoyens en second lieu. Pour le cas de la Tunisie : 68,2% estiment que l'Etat doit agir en premier lieu. Concernant l'Algérie, 46,4% estiment que l'Etat doit agir en premier lieu, contre 58,2% pour le Maroc et 42,7% pour la Libye.

Afin de mener à bien le sondage, un échantillon de 100 personnes a été utilisé pour chaque pays dans les pays suivants : Algérie, Egypte, Tunisie, Libye et Maroc. Des entretiens téléphoniques assistés par ordinateur ont été le moyen utilisé pour le sondage en question. Ce sondage s'est focalisé sur trois thématiques majeures : la relation des citoyens à l'Islam et l'Islam politique, les citoyens et la no-

AIR ALGERIE

Jeudi

Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	13h35
Oran - Alger	17h45
Oran - Alger	20h30
Oran - Alger	21h05
Oran - Ouargla	07h00
Oran - In Amenas	07h00
Oran - Adrar	08h30
Oran - Annaba	17h05
Oran - Ghardaïa	15h00
Oran - Tamenrasset	15h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	11h30
Alger - Oran	11h45
Alger - Oran	15h05
Alger - Oran	15h40
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	20h30
Ouargla - Oran	14h30
In Aménas - Oran	12h10
Adrar - Oran	11h45
Annaba - Oran	19h55

Vendredi

Vol	Départ
Oran - Alger	07h00
Oran - Alger	08h45
Oran - Alger	09h05
Oran - Alger	13h35
Oran - Alger	13h55
Oran - Alger	17h45
Oran - Alger	21h05
Oran - Constantine	14h40
Oran - H. Messaoud	08h30
Oran - Tindouf	15h00
Alger - Oran	07h00
Alger - Oran	11h30
Alger - Oran	15h40
Alger - Oran	19h00
Alger - Oran	20h15
Constantine - Oran	17h10
H. Messaoud - Oran	11h25
Tindouf - Oran	18h00
Tamanrasset - Oran	08h15
Ghardaïa - Oran	11h35

INTERNATIONAL

Jeudi

Vol	Départ
Oran - Bruxelles	07h30
Oran - Paris-(Orly)	08h00
Oran - Barcelone	08h25
Oran - Lyon	09h00
Oran - Casablanca	14h20
Oran - Paris-(CDG)	14h50
Oran - Toulouse	15h15
Oran - Alicante	15h20
Oran - Marseille	15h25
Oran - Jeddah	17h40

Vendredi

Vol	Arrivée
Bruxelles - Oran	14h15
Paris-(Orly) - Oran	14h10
Barcelone - Oran	12h15
Lyon - Oran	14h20
Casablanca - Oran	18h30
Paris-(CDG) - Oran	21h00
Toulouse - Oran	19h25
Alicante - Oran	18h20
Marseille - Oran	20h10
Jeddah+1 - Oran	07h15

Samedi

Vol	Départ
Oran - Paris-Orly	08h00
Oran - Casablanca	08h00
Oran - Marseille	09h00
Oran - Toulouse	09h30
Oran - Paris-CDG	14h50
Oran - Alicante	15h20
Oran - Medine	22h45

Samedi

Vol	Arrivée
Paris-Orly - Oran	14h10
Casablanca - Oran	18h50
Marseille - Oran	13h35
Toulouse - Oran	13h40
Paris(CDG) - Oran	21h00
Alicante - Oran	18h20
Marseille - Oran	12h10
Medine(+1)- Oran	12h10

Samedi

VOL	DEP/ARR
Mer / Jeu / Ven / Dim	
Paris-Orly - Oran	15h00/ 16h25
Mer / Ven	
Paris-CDG - Oran	15h15/ 16h45
Jeu	
Mulhouse- Oran	15h15/16h35

الخطوط التونسية	
TUNISAIR	
Tunis/ Oran	Oran / Tunis
Arrivée	Départ
Lundi / Jeudi	
09h45	10h30

TRAIN

Départ Arrivée

ORAN - OUED TLELAT

08h15	08h36
09h30	09h51
13h20	13h41
19h15	19h36

OUED TLELAT - ORAN

08h50	09h15
10h00	10h25
13h50	14h15
19h45	20h10

ORAN - AGHA

06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

AGHA - ORAN

06h25	11h29
08h00	12h30
12h30	17h39
15h00	19h30

MAGHNIA - ORAN

04h45	08h09
08h50	12h22
14h05	17h26

ORAN - RELIZANE

17h15	18h47
05h25	07h17

RELIZANE - ORAN

20h30	05h46
05h40	07h14
14h30	16h05

BECHAR - ORAN

20h00	05h00
06h50	09h11

Nouveau pôle urbain de Misserghine Plus de 8.000 logements et des équipements d'excellence



Ph.: Arch.

D. B.

A l'instar du nouveau pôle urbain de Belgaïd où plus de 7.000 logements ont déjà été réalisés, le wali d'Oran a annoncé la réalisation de plus de 8.000 logements et des équipements d'excellence, au nouveau pôle urbain de Misserghine.

Les deux projets concernent la réalisation de 4.000 logements AADL et 4.000 autres logements sociaux locatifs. Ces deux programmes d'habitat constituent le premier noyau d'édition du nouveau pôle urbain dont a bénéficié la wilaya sur un site important dans la partie sud-ouest du Groupe urbain de la ville. Le programme de 4.000 nouveaux logements AADL, qui sera concrétisé dans ce pôle urbain, s'ajoute aux 9.000 autres logements, de même formule, dont a,

déjà, bénéficié Oran au titre du programme quinquennal, en cours, soit un total de 13.000 logements.

Pour la concrétisation des 4.000 logements sociaux de Misserghine, 2 entreprises ont été retenues pour l'étude et la réalisation. Elles ont été choisies à l'issue d'un avis d'appel d'offres national. Chaque entreprise prendra en charge un quota de 2.000 logements. Les travaux seront lancés, le mois de juillet prochain.

Le futur pôle urbain d'Oran est situé dans le triangle Ain Beida -Senia-Misserghine. Avec ses 1.300 ha, il constitue une réelle opportunité foncière de l'aire urbaine d'Oran. Il s'agit d'une ville, devant accueillir une population de 200.000 âmes, avec à la clé, un programme mixte de 60.000 logements, d'équipements culturels, de santé, d'éducation, des espaces

publics. La commune d'Oran, signons-le, a bénéficié d'un programme de 1.050 logements sociaux destinés à éradiquer l'habitat précaire, dans cette commune. 160 logement ont déjà été attribués, alors que plus de 900 autres sont en phase d'achèvement dans les sites de Zabana et Hai Rabah. Outre ce programme, il est prévu la réalisation de plus de 900 logements, dans le cadre du programme réservé aux familles habitant Les Planteurs. Ces logements seront implantés à Haï Zabana.

Signalons, enfin, que le wali d'Oran a annoncé, la réalisation d'équipements d'excellence, dans ce nouveau pôle. La priorité sera accordée aux infrastructures scolaires et sanitaires, aux espaces verts et aires de jeux et de loisirs ainsi qu'aux équipements de service.

Logement intelligent L'expérience du groupe Hasnaoui mise en exergue

M. B.

Le logement intelligent, un concept adopté par le groupe Hasnaoui pour donner, à cet espace de vie, une dimension de haute technologie, dans le seul but d'assurer confort et sécurité au maximum.

C'est dans ce cadre que l'HTA, Hasnaoui Télécom Algérie, une filiale du groupe Hasnaoui a organisé hier, une journée d'information à l'hôtel « Le Méridien » sur les dernières technologies et les dernières solutions qui

sont mises sur le marché par ses deux partenaires DELL et Microsoft.

Tel qu'expliqué par le représentant de la direction commerciale d'HTA, cette filiale du groupe Hasnaoui est composée de quatre unités, spécialisées dans le câblage électrique, visiophonie, télédistribution / IPTV, vidéosurveillance et contrôle d'accès Internet, l'anti intrusion, anti incendie et domotique et aussi spécialisée dans le réseau Télécom, réseau informatique, sécurité informatique, hot spot wifi. Il y a, aussi, l'unité Swift qui

offre des services aux entreprises.

L'objectif du groupe Hasnaoui, a souligné le représentant de l'HTA, « est de pouvoir tenir un projet de bout en bout. Et offrir le maximum de services aux clients. C'est pourquoi le groupe Hasnaoui est en train de développer des partenariats avec des constructeurs pour les logements intelligents ». Après cette rencontre avec DELL et Microsoft, une autre journée d'étude est prévue, dans les prochains jours, avec ALCATEL, partenaire également du groupe.

Tranche de Vie

Par El-Guellil

Tirs dans la nuit



tes grands-parents n'ont même pas bougé. Viens dormir dans mon lit. Le lendemain, réveil, petit déj et... Alors, vous avez bien dormi, vous n'avez pas eu très chaud ? Il ne faisait pas très chaud,» mais c'est dehors que ça chauffait papi», répond la petite fille. Les coups de feu n'ont pas arrêté et j'ai eu très peur. Je pensais que c'était des terroristes, mais je crois que c'était des bandits. Le grand-père éclata d'un rire que seule la vue de son mandat de retraite provoquait.

- Ce soir, tard dans la nuit, je te montrerai les terroristes et les armes utilisées.

Une heure du matin, comme prévu, le grand père et la petite fille s'installent au balcon. Les rafales commencent. Ta, ta, ta, ta...

- Chouf, chouf, c'est par là.

Pan, pan, pan et les persiennes se referment. La symphonie dure généralement un quart d'heure. Le lendemain, les impacts sont visibles dans la cour de la cité. Des dizaines de sacs-poubelles balancés des balcons. Et des terroristes qui tentent de se frayer un chemin à travers les ordures, leurs ordures.

de persiennes qui s'ouvrent et... reta, ta, pan, ta, ta. Fermeture des persiennes.

- Maman, j'ai peur, c'est sûrement des terroristes.

- Mais non, mais non, la preuve,

Aéroport d'Oran Près de 700 téléphones portables saisis

K. Assia

et selon les premiers éléments de l'enquête, a été prise par une hôtesse de l'air puis a été abandonnée au moment où les douaniers procédaient à la fouille systématique. Le contrôle opéré a permis aux agents de la douane de saisir 355 portables qui étaient dissimulés dans les deux valises. Une hôtesse de l'air et le voyageur ont été entendus par les douaniers pour complément de l'enquête. Ainsi et conformément à la réglementation douanière, une saisie de la marchandise a été effectuée. Du côté des services des douanes, on saura que ce lot est à caractère commercial et par conséquent l'importation de ces portables est soumise à une réglementation exigeant une autorisation délivrée par les services compétents.

Dans un cabas enregistré bagages à main et que le propriétaire avait abandonné au niveau des deux sièges arrières de l'avion, les douaniers avaient découvert lors de la fouille pas moins de 342 appareils cellulaires. Poursuivant leur contrôle, les douaniers ont découvert deux autres valises à bord de la navette ou du bus mis à la disposition des voyageurs, à l'arrivée de l'avion. Une des valises,

Expulsé de France pour vol et séjour illégal Un repris de justice déféré devant le parquet d'Aïn El Turck

Rachid Boutlélis

à la tête d'une bande de délinquants, et venait de purger une peine de prison pour des griefs similaires, aurait rallié clandestinement, en compagnie d'autres harraga, les côtes de la péninsule ibérique, à bord d'un pneumatique, ont révélé les mêmes sources. Le mis en cause aurait à son actif plusieurs agressions sous la menace d'armes blanches, cambriolages et un viol, commis dans la contrée côtière d'Aïn El Turck, indiquent, enco-

re, nos sources. Après la mise hors d'état de nuire du groupe de malfaiteurs qui opéraient sous ses directives, par les éléments de la police judiciaire de la Sûreté de daïra d'Aïn El Turck, et se sachant identifiés et faisant l'objet d'actives recherches, ce repris de justice n'a rien trouvé de mieux, pour fuir cette situation, que de prendre part à une traversée clandestine vers le vieux continent. Sa cavale n'aura, finalement, duré que quelques semaines. Néanmoins, selon les mêmes sources, que l'affaire dans laquelle est impliqué ce malfaiteur avec ses complices a été qualifiée de criminelle et sera enrôlée lors de la prochaine session du Tribunal compétent d'Oran.

Es Senia

Incendie dans une unité de fabrication de sièges pour voitures

Le pire a été évité, avant-hier, lorsque un incendie s'est déclaré dans une unité de fabrication de sièges pour voitures, dans la zone industrielle d'Es Séniya. Selon la Protection civile, le feu s'est déclaré au niveau du stock des matières premières, notam-

ment l'éponge, hautement inflammable. D'importants moyens et une quarantaine d'agents ont été mobilisés pour éteindre le feu qui a endommagé une importante quantité de matière première. Aucun blessé n'est à déplorer. Une enquête a été ouverte. **J. B.**

26 kg de kif saisis et 3 personnes arrêtées

Les éléments de la brigade spécialisée dans la lutte contre le trafic des stupéfiants de la Sûreté de la wilaya d'Oran ont saisi pas moins de 26 kg de kif traité et arrêté un réseau composé de 3 trafiquants.

Les faits de cette affaire remontent à cette semaine, lorsque les enquêteurs ont arrêté, dans un premier lieu, un individu à Saint Remy et saisi 9 kg de kif traité. Poursuivant leurs inves-

tigations et après une extension de compétence dans la wilaya de Tlemcen, les policiers ont saisi 19 kg de kif que le réseau avait caché dans le jardin d'une maison. Deux personnes ont été arrêtées. Cette affaire vient suivre à la saisie, la semaine dernière, de 10,4 quintaux de ce produit, dans la zone ouest d'Oran et le démantèlement d'un réseau de 5 individus dont une femme. **K. Assia**

ILS NOUS ONT QUITTES HIER

Kateb Hakima, 70 ans, Yaghmoracen
Khelifi Khadra, 73 ans, Cité Petit
Talouti Aouad, 48 ans, 75,rRue Bouzaboudja Mohamed

Horaires des prières pour Oran et ses environs

El Fedjr	Dohr	Assar	Maghreb	Icha
04h08	13h00	16h50	20h14	21h49



TLEMCEN

Malaise chez les employés de la DAS

Khaled Boumediene

Rien ne va plus à la direction de l'action sociale (DAS) de Tlemcen. Du moins depuis la publication au Journal officiel du nouveau décret exécutif n° 16-101 fixant la liste des postes supérieurs des services extérieurs du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, ainsi que les conditions d'accès à ces postes. En effet, si certains employés (psychologues, psychologues cliniciens, orthophonistes, ingénieurs principaux en informatique, ingénieurs d'application ou d'Etat, éducateurs et éducatrices spécialisées) de cette direction ont accueilli avec satisfaction ce nouveau texte promulgué le 14 mars 2016, les administrateurs, administrateurs principaux, intendants principaux, intendants, administrateurs et assistants administratifs sont, quant à eux, décus que leurs postes ne bénéficient pas de promotion

sauf pour ceux exerçant au sein du service de l'administration générale et des moyens. «Ce texte est sélectif. Il a omis les administrateurs, administrateurs principaux et assistants administratifs du corps commun. Il nous condamne à stagner et à demeurer des années sans promotion ni avancement et nous prive de toute promotion. Vraiment, c'est injuste», se lamente le secrétaire de la section syndicale de la direction de l'action sociale de Tlemcen. Et d'ajouter : «Nous sommes les grands oubliés du décret exécutif n° 16-101 de mars 2016, mais nous n'allons pas se taire. Nous exigeons des pouvoirs publics de revoir les conditions et procédures de nomination contenues dans ce texte afin d'avoir nous aussi les mêmes chances de promotion que les autres employés de l'action sociale». Rappelons que les postes supérieurs de chef de service et de chef de bureau prévus par le présent décret sont pourvus par arrêté du

ministre chargé de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, sur proposition du directeur de l'action sociale et de la solidarité des wilayas. Les fonctionnaires ayant vocation à occuper des postes supérieurs doivent appartenir à des grades dont les missions sont en rapport avec les attributions des structures concernées. Le décret stipule en outre que les fonctionnaires régulièrement nommés aux postes supérieurs, à la date de la publication du décret exécutif n° 10-128 du 28 avril 2010, qui ne remplissent pas les nouvelles conditions de nomination, bénéficient de la bonification indiciaire fixée par le présent décret jusqu'à la cessation de leurs fonctions dans le poste supérieur occupé. Sous réserve du pouvoir discrétionnaire de l'autorité ayant pouvoir de nomination, les fonctionnaires nommés régulièrement à l'un des postes supérieurs préservent leur poste en cas de promotion à un grade supérieur.

CHLEF

Examens du BEM, aucune triche n'est à signaler

Bencherki Otsmane

C'est aujourd'hui jeudi 26 mai que se clôturera l'examen du brevet d'études du cycle moyen (BEM), pour les 16.074 candidats, et qui aura duré trois jours. Parmi ces candidats figurent 15.830 élèves scolarisés (8.262 filles et 7.568 garçons) et 244 candidats libres (241 garçons et 03 filles) et également 231 personnes issues du centre pénitentiaire de Chlef. Cet examen qui permet le passage au lycée pour les élèves scolarisés ou pour l'obtention du niveau pour les autres candidats intervient après

celui de l'enseignement primaire ou 20.662 élèves ont composé le 22 mai passé. Quant au bac, il est attendu 20.008 candidats à cet examen, qui débutera le dimanche 29 mai pour s'achever le 2 juin, soit 5 jours. Selon la direction de l'éducation, «tout a été organisé de sorte que les candidats des trois paliers puissent travailler dans de bonnes conditions et en toute sécurité». L'instruction de M. Aboubakr Essedik Boucetta concernant le déroulement de ces examens semble être prise au sérieux puisqu'on a constaté que tous les centres d'examen étaient sécurisés, dotés de personnel médical et des services de la Protection civile en sus de la préparation des repas pour les candidats. Même le transport était assuré pour ceux ou celles qui le désirent, précise-t-on à la direction de l'éducation. Concernant les examens proprement dits, et à part pour ceux ou celles qui ont trouvé les sujets abordables et ceux ou celles qui les ont trouvés difficiles, les services de la direction de l'éducation n'ont relevé, pour l'heure, aucun cas de tricherie. Sera-t-il de même pour le bac ? Réponse le 2 juin au soir.

185 personnes interpellées au cours du 1^{er} trimestre 2016

345 affaires relatives aux crimes et délits ont été traitées durant le premier trimestre 2016, a déclaré l'officier chargé de la communication au niveau du Gouvernement de gendarmerie de Chlef. Cette information a été donnée en marge des portes ouvertes organisées du 23 au 25 de ce mois de

mai 2016, au niveau de la salle omnisports M'hamed-Nasri, par ce corps constitué. 185 personnes (164 hommes, 17 femmes et 4 mineurs) étaient impliquées dans ces 345 affaires, précise notre interlocuteur. Plus en détail, il s'agit de 76 personnes liées à des affaires de biens, 8 à la sécurité pu-

B. O.

blique, 17 aux mœurs et enfin 3 affaires de fraude. Pour ce qui est du crime organisé, notre source affirme qu'il a été enregistré 07 affaires relatives au vol de sable, 06 à l'immigration clandestine, 23 à la drogue, 04 à des vols de voitures et 08 à des vols de bétail.

B. O.

MASCARA

Saisie d'un kg de kif et des armes blanches

Mohamed Belkeir

La brigade antistupéfiants relevant de la sûreté de wilaya dans le cadre de la lutte contre le crime organisé est parvenue à démanteler un réseau de narcotrafiquants activant dans l'ouest du pays, avec l'arrestation des 07 membres de cette organisation clandestine. Ces derniers âgés entre 26 et 39 ans ont été arrêtés au niveau d'un barrage dressé à l'entrée de la ville, lorsqu'ils se trouvaient à bord d'un véhicule. Les suspects ont manifesté des signes de panique attirant l'attention des policiers qui ont procédé à la fouille minutieuse du véhicule aboutissant à la découverte d'une quantité de dro-

gue représentant 7 plaquettes pesant au total près de 700 grammes. Ces individus ont donc été immédiatement arrêtés et soumis à l'enquête. Les investigations, qui ont duré toute une semaine avec extension de compétence territoriale vers plusieurs wilayas limitrophes, ont abouti à l'arrestation de quatre autres membres de ce réseau et à la saisie de plus de 300 grammes de kif traité en forme de plaquettes dont 41 grammes en petits morceaux préparés à la vente. La perquisition a permis aussi de mettre la main sur une quantité d'armes blanches, à savoir une épée de grand calibre, des couperets, un couteau, un fusil harpon et des bâtons en bois ainsi que des

AÏN TÉMOUCHENT

Près de 1.600 familles vont bénéficier de la zakat

Mohamed Bensafi

Un montant prélevé à hauteur de 50% du Fonds de la zakat sera attribué au profit des pauvres et des démunis à raison d'une subvention financière de 4.000 DA pour chaque famille. Dans ce cadre, la direction des affaires religieuses et des wakfs de la wilaya d'Aïn Témouchent va ainsi consacrer quelque 638,4 millions de centimes de l'argent collecté pour financer la «zakat el-kout», a indiqué notre source. Une caisse qui va permettre, à la veille du mois sacré de Ramadhan 2016, de faire profiter 1.596 familles nécessiteuses, recensées par les commissions des mos-

quées. Une aide remise par voie postale, conformément à la distribution effectuée par la commission de wilaya du Fonds de la zakat, croit-on savoir. Ces familles recevront leurs mandats libellés à leurs noms par le biais de la poste. Cependant, il n'est pas exclu que des couffins, éventuellement collectés auprès de bienfaiteurs, seront remis en temps opportun aux nécessiteux par les commissions compétentes via les mosquées. La direction des affaires religieuses et des wakfs prévoit, par ailleurs, l'ouverture de restaurants Rahma dans les mosquées, notamment à Aïn Témouchent (Abderrahmane Ibn Aouf). Un riche programme qui com-

TAMAZOURA

L'usine de transformation de l'acier bientôt fonctionnelle

Mohamed Bensafi

Le projet portant l'implantation d'une usine de fabrication de produits dérivés de l'acier dans la zone économique et industrielle de Tamazoura (45 km à l'est du chef-lieu de la wilaya Aïn Témouchent), annoncé en décembre dernier, va bientôt démarrer. L'investissement passe par un partenariat algéro-turc dans la fabrication des matériaux de construction. Selon notre source, cette future usine serait capable de produire dans un premier

temps 100.000 tonnes par an de matériaux utilisés dans plusieurs domaines pour ensuite atteindre 300.000 unités. Une usine de production, qui a nécessité toutes les modalités pour pouvoir s'implanter, mais qui devra aussi réunir toutes les conditions exigées dont la protection de l'environnement. Plus de 300 emplois directs seront offerts au terme de la pléitude de production de cette usine qui, dans le même temps, procurera des activités indirectes à 3.000 autres. C'est une unité de

production qui devrait disposer d'autres compétences comme la fabrication des pavés, bordures, tubes spirales, agrégats et la menuiserie industrielle en PVC avec un profilé de haute gamme. Les responsables de la wilaya d'Aïn Témouchent n'ont fait qu'encourager ces investisseurs et se sont montrés prêts à leur faciliter l'accès par l'ajustement des lois, le tout dans le cadre de la relance de la croissance économique et l'industrialisation du pays qui passent par l'apport de ce genre d'investissements.

RELIZANE

Sensibilisation des automobilistes sur les accidents de la route



Mahi Ahmed

Dans une perspective de participer d'une manière ou d'une autre à réduire le nombre des accidents de la circulation et des victimes du terrorisme routier, la radio de Relizane a organisé, mardi dernier, une journée ouverte au niveau de la station-service de Belacel sur l'autoroute Est-Ouest, ayant pour objec-

tif la sensibilisation des citoyens, plus particulièrement les automobilistes, sur les dangers, les risques et les pertes en vies humaines et matérielles qui sont la conséquence des sinistres de la route et mettre, en outre, en évidence les valeurs de la citoyenneté de ses usagers. Profitant de cette occasion, un match gala a été proposé au public par les responsables

de la radio mettant aux prises les anciens joueurs du Rapid de Relizane et une pléiade de stars du football national. Cette rencontre s'est déroulée dans la salle omnisports Bahloul-Mohamed dans la nouvelle ville Benadda Benoada dans une ambiance bon enfant. A vrai dire, cette journée fut une initiative encourageante à saluer et à féliciter.

TISSEMSILT

Un enfant meurt noyé dans une mare d'eau

El-Houari Dilmi

Le corps sans vie d'un enfant de 11 ans, noyé dans une mare d'eau, a été repêché lundi soir par les plongeurs de la Protection civile, a-t-on appris de l'unité prin-

cipale de Tissemsilt. Selon le chargé de communication, l'enfant s'est noyé dans une mare de plusieurs mètres de profondeur, creusée lors d'un ancien chantier de chemin de fer. La dépouille de l'enfant a été évacuée à l'hôpital de

Tissemsilt et une enquête a été ouverte par la Gendarmerie nationale. Il s'agit du deuxième enfant mort noyé après celui d'un adolescent de 14 ans repêché sans vie, au début du mois dans la commune de Youssoufia.

Monuments historiques

La statue de Constantin livrée à l'abandon



A. Mallem

De nombreux habitants de Bab El-Kantara ne cessent de poser des questions sur l'état d'abandon dans lequel sont confinés certains monuments historiques, de la ville, datant de l'époque romaine : les Arcades romaines, les Thermes parsemant le chemin des touristes et la Statue de Constantin qui se trouve sur la place de la gare.

Ces derniers jours, leur attention est focalisée sur ce dernier monument qui se trouve totalement, à l'abandon et livré à la dépréciation. « A l'instar du Monument aux Morts de la Guerre 14-18 qui se dresse sur le promontoire de Sidi M'cid et a fait, dernièrement, l'objet de toilettage, la statue de l'Empereur romain Constantin devrait bénéficier de la même attention de la part de la municipalité, ont-ils considéré, car c'est, aussi, un monument de la ville, au même titre, d'ailleurs que le pont de Bab El-Kantara, la passerelle de Sidi M'cid, etc. Or, cette stèle dont l'intérêt historique et touristique ne peut échapper aux gestionnaires du domaine touristique de la ville, est laissée à l'abandon. Dernièrement, les opérateurs qui ont exécuté une opération de goudronnage de la place, ont évité curieusement de toucher à

l'espace immédiat formant le réceptacle de la stèle ». « Pourquoi ? », se sont-ils demandés. Et de s'en prendre, à la fois, aux services de l'APC, à ceux du secteur du Tourisme et du domaine archéologique.

Pour plus d'information, nous avons interrogé, à notre tour, le président de l'Association 'Les Amis du Musée' de Constantine, M. Bennacef, en l'occurrence, qui nous a répondu aussitôt : « En vérité, dans le cadre de l'association et en tant que citoyen militant pour la conservation des trésors archéologiques de la cité, nous n'avons jamais cessé de parler de cette statue. A chaque fois que l'occasion s'est présentée, nous avons évoqué la question devant les autorités de la ville. Hélas ! s'est désolé notre interlocuteur, comme pour le cas du 'Chemin des Touristes' dont nous n'avons cessé de parler depuis 2009, notre militantisme nous a valu d'être marginalisés et mis à l'index, durant une période de cinq ans ». Le Dr. Messai Abdelghani, vice-président de l'APC qui était, il y a quelques mois seulement, en charge des Affaires culturelles, nous a avoué que durant toute sa mandature il n'a jamais entendu évoquer le cas de ce monument, au sein de l'organe délibérant ou parmi ses collègues élus. Revenant à M. Bennacef, ce

dernier nous livra un bref historique concernant la statue de Constantin en révélant que la statue qui se dresse, aujourd'hui, à la Place de la gare n'est pas la véritable statue de cet empereur romain. « Ce n'est qu'une copie, a-t-il dit car l'original se trouve à Rome. En 1912, cette copie, œuvre d'un certain Bracelle, a été ramenée de la capitale italienne et fut implantée, tout d'abord, à l'endroit du rond-point supérieur de la Brèche, face au bâtiment actuel de la grande poste, plus précisément à l'endroit où se dresse maintenant la guérite de la police. En 1913, les autorités coloniales de la ville ont décidé de la déboulonner et la transférer à l'endroit où elle est, aujourd'hui, à cette Place de la gare de chemin de fer qui était, dans l'antiquité, un champ de courses pour les chars romains ».

Notons pour terminer que cette question qui a été soulevée par les citoyens de Bab El-Kantara nous fait revenir en mémoire la déclaration qui nous a été faite, dernièrement, par le directeur de la Culture, à l'occasion de la clôture du mois du Patrimoine, à propos de l'implication timide des collectivités locales, dans la préservation du Patrimoine culturel et archéologique en général.

Le tunnel d'El Kentour ouvert à la circulation le 15 juillet

L'ouverture à la circulation du tube droit du tunnel T4 d'El Kentour, reliant Constantine à Skikda du tronçon de l'autoroute Est-Ouest se fera «au plus tard le 15 juillet prochain» a indiqué mardi en fin d'après-midi le ministre des Travaux publics Abdellah Ouali. A son passage au chantier du tunnel T4, dans le cadre d'une visite dans cette wilaya, le ministre a instruit le groupement allemand chargé des travaux de cet ouvrage à l'effet d'accélérer la cadence des travaux et de parachever l'installation des équipements de ce tunnel.

Selon les explications fournies le taux d'avancement des travaux du Tunnel T4 est de l'ordre de 75% et les deux tiers des équipements de

ventilation du tunnel ont été installés. Au cours de sa visite du chantier de la trémie de la cité Ziadia, il a été annoncé que l'ouverture de cet ouvrage est programmée pour «la fin de juin prochain», alors que les annexes de la même trémie dont le chantier connaît «quelques problèmes d'ordre techniques» seront opérationnelles à partir du mois de juillet prochain. M. Ouali qui s'est rendu au chantier de confortement du pont Sidi Rached a félicité la société Sapta (Société algérienne des ponts et travaux d'arts) pour le travail accompli et a annoncé que le séculaire pont de l'antique Cirta, sera rouvert à la circulation «fin juin prochain».

In situ, le ministre a déclaré que des

directives ont été données afin d'inclure prochainement dans les cahiers de charges de réalisation des projets des routes et des ouvrages, une annexe imposant entre autres aux bureaux d'études l'élaboration des analyses géotechniques et l'identification des réseaux souterrains.

Il a ajouté que ces études permettront à son département «de mieux accompagner» sur le plan technique notamment les projets du secteur. A une question relative au contentieux avec le consortium COJAAL, M. Ouali a répondu que les négociations entre son département via l'agence nationale des autoroutes (ANA) et le consortium COJAAL pour l'achèvement du lot Est de l'autoroute Est-Ouest «avancent bien». Les discussions entre les deux parties «se poursuivent afin de trouver des solutions techniques et financières adaptées», a souligné le ministre.

Horaires des prières pour Constantine et ses environs

19 chaâbane 1437

El Fedjr 03h36	Dohr 12h31	Assar 16h22	Maghreb 19h46	Icha 21h23
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------



Gestion des déchets hospitaliers, une étape dans la protection de l'environnement

En quête permanente d'une gestion rationnelle et écologique des déchets médicaux et hospitaliers, la wilaya de Constantine tente d'«apprivoiser» un dossier sensible aux enjeux environnementaux et sanitaires majeurs. Au centre hospitalo-universitaire CHU-Benbadis, les 56 services de cet établissement de santé génèrent «quatre (4) tonnes de déchets d'activités de soins à risques infectieux (DASRI) par semaine», a indiqué à l'APS le Directeur Général du CHU, Kamel Benyessad. Pour le moment, le CHU est conventionné avec une station de traitement de déchets hospitaliers domiciliée à Biskra spécialisée dans la collecte, le traitement et l'incinération de déchets de laboratoires pharmaceutiques, a signalé le même responsable, précisant que cette société effectue le ramassage auprès de tous les services avec deux (2) camions deux (2) fois par semaine pouvant aller jusqu'à quatre (4) camions en cas de nécessité. Il a affirmé que le tri des déchets se fait sur place, soit au niveau des services. «C'est désormais une obligation», a signalé le DG, soulignant la situation «catastrophique» de la gestion des déchets hospitaliers qui présageait une catastrophe écologique au CHU Benbadis. «Il y a un an, plus de deux cent (200) tonnes de déchets hospitaliers étaient déposés à ciel ouvert à niveau de l'hôpital, a-t-il rappelé.

DES BANALISEURS OPÉRATIONNELS DANS UN MOIS AU CHU BENBADIS

Le DG du CHU Benbadis a indiqué que la structure hospitalière s'est dotée de deux (2) banaliseurs industriels de dernière génération qui seront opérationnels dans près d'un mois pour le traitement des DASRI. «L'acquisition de ces deux banaliseurs a coûté quatre vingt (80) millions de dinars», a-t-il détaillé, précisant que l'aire de stockage, située dans la partie haute du CHU, abritera ces deux installations sophistiquées. Une fois ces dernières mises en place, «le problème des déchets hospitaliers ne se posera plus au niveau du CHU Benbadis», a soutenu son premier responsable. Soulignant l'impact de la mise en marché «prochaine» de ces deux banaliseurs industriels dans «l'amélioration du traitement des déchets hospitaliers», la même source a précisé que ces deux appareils sont «dotés de systèmes intégrés de vapeur, de compresseur d'air, d'adoucisseur d'eau et d'évacuation des broyats». Une fois mis en marche, les deux banaliseurs dotés d'une capacité de traitement de deux (2) tonnes de déchets en sept (7) heures, pourront même assurer l'incinération des déchets de l'ensemble des établissements sanitaires de la wilaya et «nous pouvons couvrir toute la région de l'Est» en la matière, a assuré le directeur général.

UN STOCK DE 100 kg DE MÉDICAMENTS PÉRIMÉS PAR PHARMACIE

Selon des statistiques du syndicat national des pharmaciens d'offices (Snapo), les stocks en moyenne d'une seule pharmacie atteignent les 100 kg. Pour les grandes firmes pharmaceutiques, les stocks «dépassent les quatre vingt dix mille (90 000) tonnes par an», a soutenu M. Dergal. Les chiffres sont énormes et peuvent constituer un véritable danger pour la santé publique, de l'avis de professionnels du domaine qui soutiennent qu'une «vision intégrée» associant tous les partenaires, les services de l'environnement notamment, demeure la seule issue pour la destruction de ces énormes stocks. Les professionnels du domaine approchés par l'APS soulignent également que l'élimination des stocks des médicaments dont la date de péremption est dépassée à travers les 10 000 officines que compte le pays, sera «palpable» cette année avec l'entrée en vigueur, à travers toutes les wilayas, d'une convention entre le Snapo et la société Lafarge-Algérie, chargée d'éliminer des tonnes de médicaments emmagasinés depuis près de deux décennies.

L'INCINÉRATION DES DÉCHETS MÉDICAUX, UN CRÉNEAU CONVOITÉ

Dans la commune de Didouche Mourad distante d'environ 20 km du chef lieu de wilaya, la station de traitement et d'incinération des déchets Stid-Est de statut privé, en activité depuis sept années, incinère quotidiennement treize mille (13 000) tonnes de médicaments périmés et autres déchets hospitaliers. Pour le gérant de cette unité, Saber Dergal, la Stid-Est a

Turkey
Discover the potential

Contact B2B GR EVENTS
contact@greventsworld.com
GSM: 0560 059 357

REPUBLIC OF TURKEY
MINISTRY OF ECONOMY

ISTANBUL CHAMBER OF COMMERCE 1882

TOURNEE DU PRET-A-PORTER ET DU SOUS-VETEMENT TURC EN ALGERIE
4-5 JUIN 2016
EL AURASSI HOTEL-ALGER

APPEL D'OFFRES POUR LA FOURNITURE DES MATERIAUX DE CONSTRUCTION DANS LES CAMPS DES REFUGIES SAHRAOIS AU SUD D'ALGERIE (TINDOUF).

Référence : OXFAM / SAHAD188-CICR/CM/001

Dans le cadre de son programme d'aide humanitaire aux réfugiés sahraouis, OXFAM SOLIDARITE lance un Appel d'Offres pour la Fourniture des Matériaux de construction et Articles de quincaillerie.

Le dernier délai pour la réception des offres est arrêté au **15 JUIN 2016** à minuit (heure algérienne).

Le cahier des charges complet peut être demandé à Oxfam Solidarité à l'adresse E-mail suivante : achsah@oxfamsol.be ou bien le récupérer au niveau du bureau d'Oxfam à Alger aux 444 Logements, BT 21, Said Hamdine, ALGER. Ou au bureau d'OXFAM dans les camps de réfugiés sahraouis : Protocole central, Rabouni / TINDOUF.

GALA OIL

Société Algérienne de Distribution des Produits Pétroliers

Recrute pour sa Direction Générale basée à Tlemcen

- 1 - Directeur des Ressources Humaines (D.R.H.)
- 2 - Directeur Commercial
- 3 - Directeur Technique
- 4 - Responsable en Marketing
- 5 - Responsable de Recrutement
- 6 - Chef Service Comptabilité & Finances
- 7 - Comptable

Conditions

- Diplôme dans le domaine.
- Pour les postes 1 - 2 et 3 : 10 années d'expérience et être âgé de 40 à 45 ans.
- Pour les postes 4 - 5 - 6 et 7 : 05 années d'expérience et être âgé de 35 à 40 ans.

Avantages

- Pour les postes 1 - 2 et 3 : Salaire négociable et évolutif en fonction des résultats de performances & possibilité de logement et véhicule de service.
- Pour les postes 4 - 5 - 6 et 7 : Salaire motivant et intéressant.

N.B. : Veuillez transmettre votre C.V. à l'adresse - Email : recrutement@galaoil.dz

Groupe Industriel des Ciments d'Algérie
Société des Ciments de Béni Saf "S.C.I.B.S"

Gérée au titre d'un mandat de gestion par le Groupe Pharon Commercial Investment Group Limited
Spa au capital social : 1.800.000.000 DA ش.م.ا - رأس المال الاجتماعي
RC N° 0969420B05 I.F N° 099846084203346 N° Article d'imposition : 46232600011

AVIS D'ATTRIBUTION PROVISOIRE DE MARCHE

Conformément au manuel de procédures de passation des marchés de la SCIBS Filiale du Groupe GICA, la Société des Ciments de BENI SAF (S.C.I.B.S.) informe l'ensemble des soumissionnaires ayant soumis à l'Appel d'Offres International Restreint N° 16/A.O.I.R. / S.C.I.B.S/2014 :

" Réalisation " clés en main " d'une cimenterie de 6000 tonnes par jour de Clinker "

Paru dans les quotidiens nationaux suivants :

- EL KHABAR le : 22/09/2014
- EL DJOUMHOURIA le : 22/09/2014
- LE QUOTIDIEN D'ORAN le : 25/09/2014
- EL MOUDJAHID le : 23/09/2014
- Ainsi que le BOMOP Sous N° 1412 du 28 au 04/10/2014

Que le marché est attribué provisoirement à :

Nom de l'entreprise	Note Globale	Note Technique	Note Financière	Nationalité	Pondération
CITIC-HIC	67,28	60,85	76,91	CHINE	60% Technique 40% Financière

Les soumissionnaires qui contestent ce choix peuvent introduire un recours auprès de la commission des marchés de la SCIBS dans un délai de Dix (10) Jours, à compter de la première parution du présent avis dans la presse nationale et/ou le BOMOP.

Si le dixième jour coïncide avec un jour de repos légal, la date limite est prorogée au jour ouvrable suivant.

" S.C.I.B.S. "

Adresse Siège Social : Sidi Sohbi Beni Saf Wilaya de Ain Témouchent Algérie
Tél. : (213) 43.74.92.33 & (213) 43.74.92.34 / Fax : (213) 43.74.92.26
Site Web : www.scibs.dz / E-mail : dg.scibs@scibs.dz

Sidi M'cid Des eaux usées déversées à l'air libre

A. Mallem

Hier, à Constantine et ses environs, il a fait 36°Celsius à l'ombre. Et un bulletin météo diffusé par la station de Ain El Bey a indiqué que cette chaleur est appelée à durer jusqu'à dimanche prochain et atteindra un pic de 39°C. Cette annonce a provoqué une certaine panique au sein des habitants du quartier Sidi M'cid (la piscine) qui font face présentement aux nuisances provoquées par une conduite d'assainissement qui déverse ses eaux nauséabondes à l'air libre ! Aussi, le président de l'association de quartier, M. Bouzerdoum Mustapha, qui nous a fait part des inquiétudes des habitants, indiquant que cette situation résulte d'un projet d'assainissement engagé par les services de la commune mais qui a été interrompu à quelque 800 mètres de son achèvement, parce que les promoteurs se sont heurtés à un problème d'expropriation de terrain. Notre interlocuteur a expliqué que le tracé devant être emprunté par la conduite d'assainissement devait traverser un

lopin de terre privée et le propriétaire a évidemment mis son veto. De leur côté, les responsables de l'APC auraient, selon M. Bouzerdoum, hésité à prendre la décision d'enclencher la procédure réglementaire d'expropriation pour débloquer la situation.

Ce qui fait que maintenant la conduite qui aboutit à ce terrain privé est en train de déverser ses eaux à l'air libre. Et ce qui aggrave les choses est que tous les habitants qui se trouvent en aval se sont tous branchés sur cette conduite. Conséquence : les eaux déversées gênent aussi bien les propriétaires que l'ensemble des habitants de la cité qui vivent une situation sanitaire rendue plus dangereuse par les chaleurs de l'été qui viennent de commencer. Selon notre interlocuteur, cette situation est connue des responsables de l'APC, mais ces derniers s'abstiennent étrangement d'intervenir pour y remédier. « Quant à nous, au niveau de l'association de quartier, nous sommes franchement fatigués de courir les bureaux de l'APC, du secteur urbain de Sidi Rached ainsi que les bureaux du cabi-

net du wali pour alerter les autorités sur notre situation.

Ajoutez à cela que nous avons entendu dernièrement que le projet en question allait être annulé. D'où l'angoisse qui s'est emparée des habitants », a signalé le président de l'association de quartier alarmé.

Contacté hier, le nouveau directeur des réalisations de l'APC de Constantine, M. Zoheir Habati, nous a déclaré qu'il a programmé une sortie sur le terrain dimanche prochain 29 mai pour tenter de débloquer la situation. M. Habati précisera tout d'abord qu'il ne reste que 300 mètres à réaliser et non 800 comme l'ont indiqué les membres de l'association de quartier. « Mais soyez certains que nous allons prendre en charge le problème et le régler, a-t-il promis. Soit en appliquant la procédure d'expropriation comme le prévoit la loi, soit en prévoyant une autre formule qui se baserait sur l'indemnisation du propriétaire des terres traversées par la conduite. En tout cas, le problème sera réglé une fois pour toutes », a conclu le directeur des réalisations de l'APC de Constantine.

Cité Loucif Le casse-tête des fuites d'eau

A. El Abci

Les habitants du bâtiment « Picasso », sis, à la cité Loucif (ex-Gaillard), disent ne pas comprendre qu'une fuite d'eau, située derrière l'édifice immeuble, tarde à être réparée et dont le ruissellement pénètre dans les blocs, menaçant jusqu'à la stabilité des murs porteurs. Selon des habitants rencontrés hier, la fuite d'eau est située, en dehors du bâtiment et date de plusieurs années, s'écoulant dans le bloc n°9 et menace la stabilité des murs porteurs, dont la dégradation est telle que la peinture et les couches extérieures de protection en ont pâti.

Devant cette situation et de

peur que les détériorations ne s'amplifient et ne prennent une tournure plus grave, les habitants n'ont eu de cesse de faire, démarche sur démarche, auprès de la Seaco, l'alertant du danger de cette situation déplorable. Les services concernés de cette société ont fini par réagir et envoyer une équipe sur place qui a réussi, finalement, à colmater la fuite et donner un coup d'arrêt au destructeur ruissellement. Malheureusement, ce phénomène d'écoulement d'eau est réapparu, quelque temps après, mais au bloc n°8.

Le problème perdure, toujours, et les interventions de la Seaco n'ont fait, au bout du compte, que déplacer le

problème d'un endroit à un autre. « Et cela fait depuis plus de deux mois, que nous n'arrêtons pas de harceler la société des eaux, diront-ils, qui promet d'envoyer une équipe sur place et que nous attendons toujours, mais en vain, soutiennent nos interlocuteurs. Questionné sur ce sujet, le chargé de communication de ladite société de l'eau de Constantine, fera savoir que dès cette nuit, une équipe sera envoyée sur place pour faire des investigations et trouver d'où vient l'eau qui pénètre dans le bloc n°8, puisqu'il s'agit d'une fuite non apparente, car la 1^{re} fuite a été réparée et des travaux seront programmés si-tôt après.

Ils ont semé la terreur à Ain S'mara Les deux cambrioleurs cagoulés ne séviront plus

Deux dangereux criminels, présumés coupables de plusieurs chefs d'inculpation, dont « violation de domicile, vols et agressions », ont été appréhendés par les services de sécurité de la Sûreté urbaine extra muros de Ain S'mara. Les deux mis en cause sévissaient, donc, dans la paisible ville de Ain S'mara, où ils ont commis au moins deux larcins. La dernière affaire, qui a permis aux enquêteurs d'identifier les suspects, remonte au 15 mai dernier. Ce jour-là, une plainte a été déposée par la victime d'une attaque menée par deux criminels, cagoulés, qui se sont introduits dans la maison, ont terrorisé les occupants, et ont

subtilisé une quantité de bijoux avant de s'évaporer dans la nature. L'enquête ouverte dans le cadre de cette affaire, qui relève du grand banditisme, permettra d'identifier l'un des deux présumés coupables, qui sera arrêté près de son domicile, comme le souligne un communiqué de la cellule des relations publiques de la Sûreté de wilaya. Par la suite, on arrivera à l'identification de son complice, qui sera neutralisé à la nouvelle ville Ali Mendjeli. Il s'avérera, selon les résultats des investigations que les deux mis en cause avaient utilisé le même style, cagoulés, pour assaillir une autre maison, un mois auparavant, où la victime a été agressée à l'aide de gaz lacrymogène. Les victimes, appelées à identifier leurs bourreaux, ont affirmé qu'ils répondaient aux mêmes signalements des deux assaillants qui les ont surpris dans leurs demeures, indique le communiqué de la Sûreté de wilaya. Ajoutant que les enquêteurs ont découvert que les deux présumés coupables, qui connaissaient bien les victimes, projetaient de commettre d'autres méfaits, en utilisant des cagoules, des gants et des habits de camouflage. Les mis en cause, âgés de 22 et 24 ans, ont été présentés devant le parquet local, à l'issue des procédures pénales. A.Z.

El Khroub Une caravane de sensibilisation contre le tabagisme



Une caravane de sensibilisation contre le tabagisme sera lancée aujourd'hui jeudi dans la commune d'El Khroub (Constantine), a indiqué mercredi la présidente de la commission des affaires sociales de l'APC (Assemblée populaire communale) et dirigeante du centre communautaire, Leila Sakhraoui. Placée sous le slogan «tous contre le tabac», cette caravane de sensibilisation a pour objectif de faire connaître non seulement les dangers du tabac mais également, de «rappeler la loi relative à l'interdiction de fumer dans les endroits publics» a souligné la même responsable lors d'une conférence de presse tenue au siège de l'APC d'El Khroub. Inscrite dans le cadre de la célébration de la journée mondiale de la lutte contre le tabagisme (31 mai) et organisée par

la commune d'El Khroub, le centre de santé communautaire Sadek Jean Massebœuf en coordination avec l'Alliance des associations de la même commune et le concours de trois (3) troupes des scouts musulmans, près de 5 000 dépliants seront distribués au niveau des administrations, des établissements scolaires, des cafés et autres endroits publics selon la responsable.

Aussi, un programme de sensibilisation qui devra se poursuivre jusqu'au 2 juin prochain a été élaboré a souligné Mme Sakhraoui, ajoutant que des rencontres, des conférences seront au rendez-vous ciblant toutes les couches sociales à travers la commune d'El khroub, et les deux nouvelles villes Massinissa et Ali Mendjeli.

De son côté Ahmed Zezmouli de l'association

Waha d'aide aux Malades du cancer et leurs proches a souligné que « l'adhésion à cette caravane de sensibilisation avec quinze (15) autres associations, est dictée par le souci de lutter contre le tabagisme « responsable à 99% des cas de cancer des poumons ».

Il a ajouté que l'association Waha proposera prochainement de mener une campagne de sensibilisation en milieu scolaire dès la rentrée scolaire prochaine. Dans le cadre de cette caravane, une conférence sera donnée le 2 juin prochain à l'Ecole nationale polytechnique du chef lieu de wilaya, par le Pr. Houria Houichet, experte auprès de l'Organisation mondiale de la santé (OMS), membre du comité national anti-tabac et membre de comité de pilotage du plan cancer, s-t-on encore noté.

Conflit entre des membres de la CE et le SG de wilaya UGTA

Rahma conforté dans ses missions par Sidi Saïd

Le SG de l'Union de wilaya UGTA de Constantine, Boudjemaa Rahma, a été conforté dans ses missions par Sidi Saïd. Dans une lettre qui lui a été adressée, ces derniers jours, le SG de l'UGTA, Sidi Saïd, n'a pas manqué de réitérer « au nom du secrétariat national et en son nom personnel », « les remerciements » au SG de l'Union de wilaya de Constantine, le « sollicitant d'être le porte-parole de l'UGTA auprès de tous les cadres syndicalistes ainsi qu'au-delà des travailleuses et des travailleurs de la wilaya » pour les féliciter pour leur participation à la réus-

site du meeting des syndicalistes tenu au niveau de la wilaya de Constantine. Une réponse tranchante aux détracteurs de Boudjemaa Rahma, tous membres de la Commission exécutive (CE), et qui ont signé au mois de février dernier une motion de retrait de confiance au SG de l'Union de wilaya, accusé pour la circonsistance de toutes les tares par ses opposants, dont la prise de décision unilatérale sans faire appel à l'avis de la CE et autres critiques acerbes. La centrale avait promis dans le temps d'ouvrir ce dossier après la célébration des festivités du 24 Février

A.Z.

ANNONCES CLASSÉES



■ Vente très bel Appart F4 à Akid Lotfi. Refait à neuf. Bien situé (1er étage). Sup. 89 m². Promoteur SOTEBIA. Eau H24. Tél : 0772.15.02.69 - Courtier et Curieux s'absenter - Prix : 2 Milliards Négociable

■ Loue F2 meublé - 1er étage - Place des Victoires. ORAN - 1 mois et plus - Tél : 0795.68.16.80

■ A.V. F3 à Hassi Ben Okba. 3ème étage. 2 façades. Bien ensoleillé - Acté - Prix fixe : 500 U - N° T : 0541.33.96.03

■ AG. ABDOU - N° 0550.52.96.46 - Location : F2 meublé Akid Lotfi 4ème - F3 Cité Jeanne d'Arc 12ème - Local Point du Jour 100 m² - Local Haï Yasmine 60 m² - F3 Millénium 4ème

■ Particulier loue F3 à Yaghmoracen, 3ème étage, situé à proximité de l'hôpital militaire (Eau H24 - ADSL - Interphone...) - Visite après 17 h - Tél : 0553.78.06.21

■ A louer F3 à Protin, ORAN : Rez-de-chaussée de Villa. Meublé. Toutes commodités, ou bien sans Meubles. Endroit très calme - Tél : 0795.26.45.74

■ Vente F3 (03 Chambres + SDB) - Acté - WC + Buanderie - Sup. 93 m² - Millénium en face Stade Olympique - Tél : 0561.61.85.80/1

■ Loue : F1 Miramar 2ème (2 U) - F1 Rue Lourmel RDC (1,5 U) - F2 Ben M'hidi 8ème (2 U) - F3 centre-ville 3ème (3 U) - F4 meublé Ben M'hidi 3ème (6,5 U) - AG. "ABDAL-LAH" - 041.29.14.59 / 0770.40.87.48

■ Loue Apparts : F3 meublé luxe Front de Mer, 2ème étage. Vue sur mer. Prix Off. 7 U + F3 meublé Résidence Sahraoui (Fernandville) + A.V. F4, Rue de la Paix, 3ème étage. Prix offert 650 U - Tél : 0557.57.13.82

■ Cherche pour Achat Appartement (Location ou Vente) ORAN - Tél : 0552.38.71.79

■ A louer Apparts : F3 bien équipé, très propre, 5ème étage Ascenseur, Haï Yasmine côté 4ème Péphérique + F3 Résidence Benabéd Canastel avec garage, équipé, en face l'hôpital de pédiatrie + F5 à Fernandville - Tél : 0552.38.71.79

■ Alouer T4 à Mobil'Art bien aménagé, équipé luxe, Tour B en Hauteur + T4 Tour D en Hauteur. Vide. Très bon prix + Tour B. Vide. Usage Bureau - Tél : 0552.38.71.79

■ Location Appartement 3 Pièces. Cuis. Douche - Gaz de ville - Adr : 39, Rue Bernard de Palissy Bt B1 3ème étg. Bel Air. ORAN - N° Portable : 0668.29.69.11

■ A louer Appartement F3 - 2ème étage - 73 m² - à Haï El Yasmine - N° T : 0553.01.31.93

■ Loue super F5. F3. F1. Top. Meublés. Climat. Eau chaude. Sécurisés. Terrasse V/S mer. 100 m plage Paradis-plage Aïn-Turck - Loue et Vds plus belle Villa Boufer-plage. Meublée. Climat. Sécurisé - Tél : 0771.84.25.21

■ Alouer Appart F3 situé à proximité de l'hôpital El Mohogun au 1er et dernier étage - Refait à neuf - Bien ensoleillé - Pas de vis-à-vis - Eau H24 - N° T : 0771.57.51.14

■ Vends très bel Appart F4 à Akid Lotfi - 5ème étage - Sup. 129 m² sur 3 façades, avec Cuisine meublée + grand Salon + 3 Chambres dotées de placards - Tél : 0554.23.54.12

■ TLEMCEN : A louer Appartement F3 en plein centre-ville - Convent Fonction libérale - Tél : 0553.44.80.31

■ A louer Appart F3 - 2ème étage - 78 m² à Haï El Yasmine : 28.000 DA/mois plus un mois de caution - Tél : 0550.51.66.31

■ A vendre Appart à Choupot. Sup. 120 m². Gd F4 Dble Faç. Coin Police 6ème Immeuble Nvelle Constr. : 4 Pces + 2 Halls + Gde Cuisine + 2 Balcons + Douche + Sanitaires - 1er étage - N° T : 0553.70.31.17

■ Ag. l'Avenir El Alami - Immeuble Canastel : 4 Apparts F4 + 1 étage Sup. : 210 m², 256 m², 156 m², 165 m² avec Box (4 Voit) - Carcasse (R+1) 180 m² Panorama - Carcasse (R+1) 226 m² côté Canastel - 4 F3 côté Castors 3ème, 4ème, 5ème étages avec Ascenseur - 0550.29.31.16

■ Vends F2 - F3 et F4 à Delmonte derrière la CASORAN - Actés + Livret foncier - Prix très intéressant, immeuble construction neuve : Ascenseur - Dalles espagnoles - Tél : 0555.69.02.99 - 0799.74.15.59

■ A vendre : très joli F2 de 50 m² neuf, fini 100% - Acté - Bien situé Gd boulevard TA-FRAOUI - Tél : 0550.62.64.81

■ A vendre Appart 3 P. + Petite cour - Bâche à eau 2.000 L - à El Kerma Route de l'aéroport - Tél : 0558.76.75.68

■ Vends très bel Appart F3 à Akid Lotfi en face Méridien - Acté - Prix 1.500 U - Tél : 0555.27.47.69 - 0663.30.36.57

■ Vends très beau Appart à USTO 1500 Logts. 2ème étage. Deux façades + une Cave - Prix 1 M 100 - Tél : 0663.30.36.57

■ Loue Appart F3 à Yasmine face Tramway - 4ème étg. Ascenseur - Meublé - Pou le mois de Ramadhan - Tél : 0551.63.09.47

■ Agence Immobilière LITTORAL - 0550.56.65.17 - 0550.31.09.46 - Loue : F2 meublé Akid 4ème - Etage de villa F4. 1er Haï Khemisti - Villa F6 FORA - Villa 500 m² Choupot convient crèche - Local 85 m² bien aménagé Bi El Djir - F4 meublé RDC (Eden)

■ A vendre Appartement F4 - 124 m². Acté. 5ème et dernier étage. 2 façades - Parking - Accepte Promesse de Vente - Akid Lotfi - N° 0552.40.54.84

■ Pour investir Vente Appartement avec garage individuel (F3 étage 2ème - Toutes commodités). Gardien jour et nuit - Bd des Lions (ORAN) en face Promoteur Hasnaoui - Tél : 0772.22.86.92

■ Vends F2 bien aménagé avec 2 terrasses et un local au rez-de-chaussée, pourra faire extension - Toutes commodités - entrée 2 au palier, à proximité Ecole primaire, C.E.M., Lycée, situé à Hassi Bounif - Tél : 0560.30.39.30

■ Loue des Apparts meublés, équipés et toutes commodités avec garage. Eau H24 - dans un quartier très calme, résidentiel, à Trouville - Aïn El Turck - ORAN - Tél : 0783.11.00.82

■ A.V. F3 ensoleillé. 76 m². 2 façades. Acte + L.F. dans une cité clôturée, jardinier + parking H24. Toutes commodités à côté - Adresse : Cité les Frères Benaida Avenue Sidi Chahmi - Tél : 0555.55.04.74

■ Vente sur plan : F2 - F3 - F4 - F5 + Locaux commerciaux à Résidence El-Mass, en face l'université de Belgaid - ORAN - Possibilité de Crédit bancaire -Appelez au : 0554.14.98.15 - 041.42.84.23

■ A vendre 150 F2 spacieux et lumineux - 1er étage - Choupot (en plein centre d'ORAN) - Tél : 0560.22.01.41

■ A vendre un Appart F3 - 1er étage avec 2 façades, 74 m², dans une cité clôturée avec gardien - Acte final - Haï El Yasmine 2 - Tél : 0775.70.74.75

■ Appart à vendre F3 - 4ème étage (Bâtiment R+5) - Refait à neuf - Haï El Yasmine en face Hasnaoui - Prix 850 Nég. - Tél : 0550.99.58.33 / 0553.09.73.59

■ A vendre 2 Appartements à Akid Lotfi 100 m² 3ème étage et F4 avec garage + jardin à Canastel au RDC - Tél : 0672.46.58.18

■ Vends grand F2 - 70 m². Bd Adda Benabda - Refait à neuf au 1er étage - Toutes commodités - Prix après visite - Tél : 0561.45.70.30

■ A vendre des beaux Apparts F3 et F4, cuisines équipées, chaudière, placards, ascenseur et box dans des résidences à Bir El Djir, Belgaid et Front de Mer - ORAN - Tél : 0550.46.18.22 - 0550.66.39.67

■ Vends Appart 82 m² Promo, à côté Hasnaoui, résidence très bien entretenu, sécurisée H24 - meublé, équipé de tout : Internet - Interphone - Bâche d'eau à la cour de la résidence - F3, 02 balcons, au 4ème étage - N° T : 0541.55.05.02

■ Vends grand Standing. 140 m². Refait à neuf : Rue Larbi Ben M'hidi - ORAN - 3ème étage (Acté) + Magasin 160 m² à la Cité Hasnaoui - Curieux s'abstenir - Tél : 0557.75.76.56

■ Vends : F3 - 90 m² - Acté - Rue HADRI Med Ex-Rue Bugeaud. P.D. 900 unités + F3 luxueux box garage, 75 m². Gambetta. P.D. 1,7 - Tél : 0550.54.01.21

■ Vends très bel Appart F4 à Akid Lotfi - 5ème étage - Sup. 129 m² sur 3 façades, avec Cuisine meublée + grand Salon + 3 Chambres dotées de placards - Tél : 0554.23.54.12

■ TLEMCEN : A louer Appartement F3 en plein centre-ville - Convent Fonction libérale - Tél : 0553.44.80.31

■ A louer Appart F3 - 2ème étage - 73 m² - à Haï El Yasmine - N° T : 0553.01.31.93

■ Loue super F5. F3. F1. Top. Meublés. Climat. Eau chaude. Sécurisés. Terrasse V/S mer. 100 m plage Paradis-plage Aïn-Turck - Loue et Vds plus belle Villa Boufer-plage. Meublée. Climat. Sécurisé - Tél : 0771.84.25.21

■ Alouer Appart F3 situé à proximité de l'hôpital El Mohogun au 1er et dernier étage - Refait à neuf - Bien ensoleillé - Pas de vis-à-vis - Eau H24 - N° T : 0771.57.51.14

■ Vends très bel Appart F4 à Akid Lotfi - 5ème étage - Sup. 129 m² sur 3 façades, avec Cuisine meublée + grand Salon + 3 Chambres dotées de placards - Tél : 0554.23.54.12

■ TLEMCEN : A louer Appartement F3 en plein centre-ville - Convent Fonction libérale - Tél : 0553.44.80.31

■ A louer Appart F3 - 2ème étage - 73 m² - à Haï El Yasmine - N° T : 0553.01.31.93

■ Loue super F5. F3. F1. Top. Meublés. Climat. Eau chaude. Sécurisés. Terrasse V/S mer. 100 m plage Paradis-plage Aïn-Turck - Loue et Vds plus belle Villa Boufer-plage. Meublée. Climat. Sécurisé - Tél : 0771.84.25.21

■ Alouer Appart F3 situé à proximité de l'hôpital El Mohogun au 1er et dernier étage - Refait à neuf - Bien ensoleillé - Pas de vis-à-vis - Eau H24 - N° T : 0771.57.51.14

■ Vends très bel Appart F4 à Akid Lotfi - 5ème étage - Sup. 129 m² sur 3 façades, avec Cuisine meublée + grand Salon + 3 Chambres dotées de placards - Tél : 0554.23.54.12

■ TLEMCEN : A louer Appartement F3 en plein centre-ville - Convent Fonction libérale - Tél : 0553.44.80.31

■ A louer Appart F3 - 2ème étage - 73 m² - à Haï El Yasmine - N° T : 0553.01.31.93

■ Loue super F5. F3. F1. Top. Meublés. Climat. Eau chaude. Sécurisés. Terrasse V/S mer. 100 m plage Paradis-plage Aïn-Turck - Loue et Vds plus belle Villa Boufer-plage. Meublée. Climat. Sécurisé - Tél : 0771.84.25.21

■ Alouer Appart F3 situé à proximité de l'hôpital El Mohogun au 1er et dernier étage - Refait à neuf - Bien ensoleillé - Pas de vis-à-vis - Eau H24 - N° T : 0771.57.51.14

■ Vends très bel Appart F4 à Akid Lotfi - 5ème étage - Sup. 129 m² sur 3 façades, avec Cuisine meublée + grand Salon + 3 Chambres dotées de placards - Tél : 0554.23.54.12

■ TLEMCEN : A louer Appartement F3 en plein centre-ville - Convent Fonction libérale - Tél : 0553.44.80.31

■ A louer Appart F3 - 2ème étage - 73 m² - à Haï El Yasmine - N° T : 0553.01.31.93

■ Loue super F5. F3. F1. Top. Meublés. Climat. Eau chaude. Sécurisés. Terrasse V/S mer. 100 m plage Paradis-plage Aïn-Turck - Loue et Vds plus belle Villa Boufer-plage. Meublée. Climat. Sécurisé - Tél : 0771.84.25.21

■ Alouer Appart F3 situé à proximité de l'hôpital El Mohogun au 1er et dernier étage - Refait à neuf - Bien ensoleillé - Pas de vis-à-vis - Eau H24 - N° T : 0771.57.51.14

■ Vends très bel Appart F4 à Akid Lotfi - 5ème étage - Sup. 129 m² sur 3 façades, avec Cuisine meublée + grand Salon + 3 Chambres dotées de placards - Tél : 0554.23.54.12

■ TLEMCEN : A louer Appartement F3 en plein centre-ville - Convent Fonction libérale - Tél : 0553.44.80.31

■ A louer Appart F3 - 2ème étage - 73 m² - à Haï El Yasmine - N° T : 0553.01.31.93

■ Loue super F5. F3. F1. Top. Meublés. Climat. Eau chaude. Sécurisés. Terrasse V/S mer. 100 m plage Paradis-plage Aïn-Turck - Loue et Vds plus belle Villa Boufer-plage. Meublée. Climat. Sécurisé - Tél : 0771.84.25.21

■ Alouer Appart F3 situé à proximité de l'hôpital El Mohogun au 1er et dernier étage - Refait à neuf - Bien ensoleillé - Pas de vis-à-vis - Eau H24 - N° T : 0771.57.51.14

■ Vends très bel Appart F4 à Akid Lotfi - 5ème étage - Sup. 129 m² sur 3 façades, avec Cuisine meublée + grand Salon + 3 Chambres dotées de placards - Tél : 0554.23.54.12

■ TLEMCEN : A louer Appartement F3 en plein centre-ville - Convent Fonction libérale - Tél : 0553.44.80.31

■ A louer Appart F3 - 2ème étage - 73 m² - à Haï El Yasmine - N° T : 0553.01.31.93

■ Loue super F5. F3. F1. Top. Meublés. Clim

ANNONCES CLASSÉES

Le Quotidien d'Oran
Jeudi 26 mai 2016 25

TERRAINS

■ TLEMCEN : Vends 200 m² avec 18,5 m Faç. au Terrain Zouad Bouhanak et Loue 600 m² en 3 Niv. Commercial à Bouhanak sur grand Bd ADM - Tél : 0566.34.88.32 ou 0550.71.65.72

■ Vends Lot de Terrain nu - Viabilisé - Acté - 305 m² - 01 seule façade de 12 ml - située à Haï El Louz Sidi El Bachir - ORAN - Prix après visite - Merci ! Contacter : 0559.04.88.87

■ Part vend Terrain de 350 m² - 10 m de façade au vieux Canastel - Tél : 0553.62.76.30 - SVP pas de courtier. Merci

■ A vendre Lot de Terrain à BC7 (Haï Ha-chem) Boutellis à 25 min d'Oran. Sup. 187 m². Acté + 65 m² en plus + Plate-forme + Entourage. Façade 25 m - PO : 27.000 DA/m² - Tél : 0675.39.61.50

■ Cherche pour Achat : Terrain Agricole à partir 50 Hectares. Région : TEMOUCHENT - MOSTA - RELIZANE - Tél : 0552.38.71.79

■ Vends Lot de Terrain - S = 240 m² - Bien situé à ORAN (Cité Djamel) - Intermédiaire s'abstenir - Tél : 0559.42.61.33

■ Vends Lot Terrain Coop. Karama - 2 façades - Bien situé - Sans vis-à-vis - Tél : 0770.36.36.05

■ TLEMCEN : Vends 200 m² avec 18,5 m Faç. au Terrain Zouad Bouhanak et Loue 600 m² en 3 Niv. Commercial à Bouhanak sur grand Bd ADM - Tél : 0566.34.88.32 ou 0550.71.65.72

■ Vends Lot de Terrain nu - Viabilisé - Acté - 305 m² - 01 seule façade de 12 ml - située à Haï El Louz Sidi El Bachir - ORAN - Prix après visite - Merci ! Contacter : 0559.04.88.87

■ Part vend Terrain de 350 m² - 10 m de façade au vieux Canastel - Tél : 0553.62.76.30 - SVP pas de courtier. Merci

■ A vendre Lot de Terrain à BC7 (Haï Ha-chem) Boutellis à 25 min d'Oran. Sup. 187 m². Acté + 65 m² en plus + Plate-forme + Entourage. Façade 25 m - PO : 27.000 DA/m² - Tél : 0675.39.61.50

■ Cherche pour Achat : Terrain Agricole à partir 50 Hectares. Région : TEMOUCHENT - MOSTA - RELIZANE - Tél : 0552.38.71.79

■ A vendre Lot de Terrain Agricole 1 Hectare 6 Ares à QUED EL ABTAL - W. de MASCARA - à 1 Km du village - N° 0670.26.73.31

■ Loue Terrain Industriel Zone d'Activités Nedjma - SIDI CHAMI - à partir de 1.000 m², clôturé sur route principale - Tél : 0559.24.01.20

■ Vends Terrain Agricole - Acté - à Taftaoui - 2 Ha - Deux façades au bord R.N. - Contient 100 Arbres d'olives - Prix 2 M 700 U - Tél : 0663.30.36.57

■ Vends Terrain Agricole - Acté - à Taftaoui - 2 Ha 500 - à 100 m de la Route Nie - Prix 550 U/Ha - Tél : 0663.30.36.57

■ A vendre Lot de Terrain 2.000 m² - 2 façades - à Chetiba - En-Nedjma) Route de Hassi Labiod - Tél : 0561.97.50.76 - 0773.51.10.19

■ A vendre Terrain Agricole de 19 Hectares, bien situé au bord de la route entre OUED TLELAT et TAFRAOUI avec toute commodité - Acté - Tél : 0666.36.76.16

■ A vendre Terre Agricole 15,5 Hectares - Acte notarié + Livret foncier - 630 ml façade - EL AMRIA - W. TEMOUCHENT - Prix 6,2 Milliards - Tél : 0552.08.80.21

■ Je cherche un petit Terrain Agricole (Périmé) entre 1.000 m² et 1 Hectare dans la wilaya d'ORAN - Tél : 0657.32.12.83

■ Loue Terrain de 12.700 m² clôturé - Acté avec Certificat d'Urbanisme (Promoteur) - Adresse : Haï Regency - EL BARKI - Tél : 0664.13.32.62 - 0660.16.08.03

■ Vends Lot de Terrain plein centre de Bir El Djir - ORAN. Deux façades. Superf. 1.320 m² - Possibilité de vendre avec Morcellement en Cinq Lots de Terrain : Trois 150 m² et deux 440 m² - Tél : 0553.82.17.97

■ Importateur grossiste dispose en stock : Photo murale - Parquet stratifié - Parquet en PVC - Papiers adhésifs - Bordure décorative - Tapis rouge - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - BLIDA - ORAN - ALGER - SETIF

■ Vends Chaîne de fabrication de Sac plastique avec Impression deux Couleurs - jamais servi - Tél : 0540.05.12.64 - 0669.64.47.25

■ Inscription des élèves pour l'année scolaire 2016 - 2017 est en cours, à l'école privée EL KORTOBI pour les 3 niveaux : Primaire - Moyen et Secondaire - Prix très intéressant - Contactez-nous sur le : 0560.98.79.00

■ La Boutique Qasr El Moutahajiba informe son aimable clientèle de la disponibilité de Nouveaux Modèles de Robes Sajid et Hijab en grande taille - Akid Lotti - Promotion Bouhadiba - Tél : 0541.13.45.77

■ Vends 4.000 Rouleaux pour peinture, plus Piano demi-queue neuf - Tél : 0550.53.11.47

■ Papier peint - Moquette - Gerflex - Gazon synthétique - Tapis Mosqué - Tapis Coulour - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - BLIDA - ORAN - ALGER - SETIF

■ Vends Machine de production de Ballons - Contact : 0661.10.45.14

■ Pharmacie située au centre-ville ORAN vend Agrément - Contactez : 0774.70.33.88

■ Nous faisons la Fourniture et la Pose de Revêtement mural Intér. / Extér. Style monocouche sur Brique - Parpaing - Béton... La finition et la solidité promises - Inter. 1.000 DA/m² - Extér. 1.400 DA/m² - C'est notre formule - 0558.08.26.38

■ Société privée vend Profileuse de tôle nervure (TN 40) très bon état - Tél : 0555.01.41.33

■ A louer Licence Café - ORAN - Prix 6.000 - Contrat 2 ans - Tél : 041.42.73.92 - 0550.83.17.15

■ ORAN : Loue Licence Café - Tél : 0554.81.89.74

■ Hamilcarmedical organise votre voyage à Tunisie pour tous types de soins et de chirurgies (esthétiques, ophtalmo, neuro, vasculaire, cardio, orthopédie, radiothérapie, thérapie des couples, gynéco... etc.) - Tél : 0560.04.17.11 - www.hamilcarmedical.com

■ Particulier cherche Licence de Café W. d'ORAN - Tél : 0776.74.22.41

■ Commerçant cherche un Associé qui finance un Projet avec un prêt - Accepte toute proposition - Tél : 0541.45.53.40

■ Médecin vous propose des Circoncisions, spécialisé au cabinet les Amandiers - Tél Fixe : 041.13.11.79

■ UniBeauté Centre de Formation Professionnelle, sis : 04, Rue EZZAOUI Mustapha - Gambetta - ORAN : Assure des Formations en Esthétique : Soin du visage - Epilation - Maquillage - Manucure & Pédicure - Massage... - Tél : 041.53.32.23 / 32-32

■ PENSÉE
A la mémoire de mon fils bien-aimé
ZOURIBI OKBA disparu le 24 Mai 2009 - OKBA sept années déjà depuis que tu nous as quittés.

Tu resteras dans nos cœurs. Nous t'aimerons toujours et ne t'oublierons jamais. OKBA mon garçon, dure est la vie sans toi. Il me reste le souvenir de ton sourire et ta voix mais la blessure est profonde. Les mots me manquent pour dire ma douleur et ma peine d'avoir perdu mon grand garçon si cher à mon cœur, mais c'est La Volonté de Dieu. Il a choisi pour moi un monde meilleur. ALLAH Yarhme OKBA Laaziz.

Ta maman



■ REMERCIEMENTS
Suite au décès de feu
KECHRA Ali les familles KECHRA - BECHAR - OUCHENE -

KOURBALI - AROUS remercient tous ceux qui, de loin ou de près, ont compati à leur douleur et demandent à tous ceux qui l'ont connu d'avoir une pieuse pensée pour lui.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



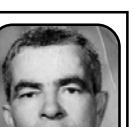
■ DÉCÈS
La famille BENAOURAN à l'immense douleur de faire part du décès de leur cher père, grand-père et frère

ABDELHAMID survenu le 24 mai à l'âge de 73 ans.

L'enterrement a eu lieu le 25 mai à 13h.

Que Dieu le Tout-Puissant accueille le défunt en Son vaste Paradis.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.



■ PENSÉE
Cela fait 8 ans le 26 Mai 2016, que nous a quittés pour un monde meilleur, ma chère et regrettée épouse Madame BENEDDOUCHE née OUAZENE OUIZA laissant derrière elle un grand vide irremplacable.

Je demande à tous ceux qui l'ont connue d'avoir une pieuse pensée pour elle et prions Dieu de l'accueillir dans Son Vaste Paradis.

Ton mari MUSTAPHA

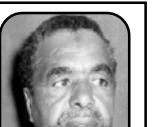


■ PENSÉE
A la mémoire de notre cher et regretté père
Mr DJORFI KHALFALLAH.

20 ans déjà que tu nous as quittés pour un monde meilleur INCHA'ALLAH.

C'était le 27-05-1996 - Cher père, je pense toujours à toi et tu resteras toujours présent dans mon cœur. Je demande à tous ceux qui ont connu et aimé mon père d'avoir une pieuse pensée en sa mémoire. ALLAH YARHMAK père.

Ton fils OMAR



■ A louer Magasin

(35 m²) faisant coin, angle :

- Rue Alexandre Nobel et Rue Bendraoui AEK (Gambetta) -

(Plus bas que l'Ecole Assistance Plus)

- Tél : 0774 81 22 07

■ A vendre Lot de Terrain 2.000 m² - 2 façades - à Chetiba - En-Nedjma) Route de Hassi Labiod - Tél : 0561.97.50.76 - 0773.51.10.19

■ A vendre Terrain Agricole de 19 Hectares, bien situé au bord de la route entre OUED TLELAT et TAFRAOUI avec toute commodité - Acté - Tél : 0666.36.76.16

■ A vendre Terre Agricole 15,5 Hectares - Acte notarié + Livret foncier - 630 ml façade - EL AMRIA - W. TEMOUCHENT - Prix très intéressant - Contactez-nous sur le : 0560.98.79.00

■ La Boutique Qasr El Moutahajiba informe son aimable clientèle de la disponibilité de Nouveaux Modèles de Robes Sajid et Hijab en grande taille - Akid Lotti - Promotion Bouhadiba - Tél : 0541.13.45.77

■ Vends Chaîne de fabrication de Sac plastique avec Impression deux Couleurs - jamais servi - Tél : 0540.05.12.64 - 0669.64.47.25

■ Loue Terrain de 12.700 m² clôturé - Acté avec Certificat d'Urbanisme (Promoteur) - Adresse : Haï Regency - EL BARKI - Tél : 0664.13.32.62 - 0660.16.08.03

■ Vends 4.000 Rouleaux pour peinture, plus Piano demi-queue neuf - Tél : 0550.53.11.47

■ Papier peint - Moquette - Gerflex - Gazon synthétique - Tapis Mosqué - Tapis Coulour - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - BLIDA - ORAN - ALGER - SETIF

■ Importateur grossiste dispose en stock : Photo murale - Parquet stratifié - Parquet en PVC - Papiers adhésifs - Bordure décorative - Tapis rouge - Tél : 0560.01.51.79 - 0550.22.76.48 - BLIDA - ORAN - ALGER - SETIF

■ Vends Machine de production de Ballons - Contact : 0661.10.45.14

■ Pharmacie située au centre-ville ORAN vend Agrément - Contactez : 0774.70.33.88

■ Nous faisons la Fourniture et la Pose de Revêtement mural Intér. / Extér. Style monocouche sur Brique - Parpaing - Béton... La finition et la solidité promises - Inter. 1.000 DA/m² - Extér. 1.400 DA/m² - C'est notre formule - 0558.08.26.38

■ Société privée vend Profileuse de tôle nervure (TN 40) très bon état - Tél : 0555.01.41.33

■ A louer Licence Café - ORAN - Prix 6.000 - Contrat 2 ans - Tél : 041.42.73.92 - 0550.83.17.15

■ ORAN : Loue Licence Café - Tél : 0554.81.89.74

■ Hamilcarmedical organise votre voyage à Tunisie pour tous types de soins et de chirurgies (esthétiques, ophtalmo, neuro, vasculaire, cardio, orthopédie, radiothérapie, thérapie des couples, gynéco... etc.) - Tél : 0560.04.17.11 - www.hamilcarmedical.com

■ Particulier cherche Licence de Café W. d'ORAN - Tél : 0776.74.22.41

■ Commerçant cherche un Associé qui finance un Projet avec un prêt - Accepte toute proposition - Tél : 0541.45.53.40

■ Médecin vous propose des Circoncisions, spécialisé au cabinet les Amandiers - Tél Fixe : 041.13.11.79

■ UniBeauté Centre de Formation Professionnelle, sis : 04, Rue EZZAOUI Mustapha - Gambetta - ORAN : Assure des Formations en Esthétique : Soin du visage - Epilation - Maquillage - Manucure & Pédicure - Massage... - Tél : 041.53.32.23 / 32-32

■ PENSÉE
A la mémoire de mon fils bien-aimé
ZOURIBI OKBA disparu le 24 Mai

BORDJ MÉNAIEL

Des souscripteurs au programme LSP protestent

O. M.

Une centaine de pères de famille ont observé avant-hier un sit-in devant l'entrée principale de la wilaya pour dénoncer le manque d'intérêt des autorités à prendre en charge réellement leur problème et les lenteurs observées quant à la désignation d'un nouveau promoteur pour relancer le projet des 150 logements LSP de Bordj Menaiel dont le taux d'avancement établi par un huissier de justice dépêché par les souscripteurs ne dépasse pas les 2%.

Pour rappel, les souscripteurs de 3 projets de logements sociaux participatifs (LSP) de Bordj Menaiel (50, 130 et 200 logements) attribués à un seul promoteur en 2014, n'ont cessé depuis le début de l'année de frapper à toutes les portes pour dénoncer le comportement irresponsable du promoteur qui, deux ans après sa désignation pour ces trois sites, n'a pas

entamé les travaux. Reçus à plusieurs reprises par le maire et le chef daïra de Bordj Menaiel mais ne voyant rien venir, les souscripteurs se sont tournés vers le premier magistrat de la wilaya à savoir M^e Zerhouni. Pour M. Cherchouri, bénéficiaire parlant au nom du groupe, « notre présence aujourd'hui ici intervient après le non respect des délais pour installer un nouveau promoteur pour notre site qui se trouve à l'abandon, malgré la promesse faite par le wali », « au mois de mars dernier M^e le wali, après la visite d'une commission sur le site et suite au PV établi et des photos prises sur place, a résilié le contrat du promoteur et a promis d'en désigner un autre pour donner vie au chantier mais voilà trois mois que rien n'a été fait ». Les souscripteurs, « locataires pour certains ou vivent avec les parents, sont dans un besoin urgent de ce toit », diront les présents dont certains sont venus en famille pour

voir le wali et s'enquérir des suites à donner à leur problème. D'autres parlent d'arnaque et dénoncent l'absence de réaction des responsables car il y a deux ans ils ont versé l'apport initial estimé à 700.000DA (et plus pour certains). Quoique la loi l'ait plafonné, les promoteurs exigent un apport initial avoisinant le million de DA. Ces pères familles fonctionnaires qui se sont endettés attendent et ne voient guère d'issue. En début d'après-midi de cette journée de protestation, un groupe représentant les souscripteurs qui a demandé à voir le wali, a été orienté vers le médiateur de la cellule d'écoute qui, au bout d'une heure d'entrevue, a promis de porter leurs doléances au premier responsable de la wilaya tout en programmant une nouvelle rencontre, nous précisera M. Cherchouri en fin d'après-midi. En attendant, le rêve de 380 familles d'avoir un logement reste en suspens.

BOUIRA

Un garçon tue accidentellement son frère

F. H.

Un garçon de 9 ans a tué accidentellement son petit frère de 7 ans. L'accident tragique s'est passé avant-hier au village Ouled Anane dans la commune de Taguedit, à une soixantaine de kilomètres au sud de Bouira. C'était vers les coups de 21 h 30,

les deux enfants jouaient dans leur chambre quand l'aîné prit le fusil à pompe de son père pour s'amuser avec. Subitement, une détonation s'est produite, blessant gravement le petit frère qui n'a pas tardé d'ailleurs à rendre l'âme. Toute la famille était prise de panique en entendant le coup de feu provenant de la chambre d'enfants. Ils se lancèrent à l'intérieur et trouvèrent l'enfant en train de mourir et son frère dans un état de choc indescriptible. Le corps du petit a été évacué à la morgue du centre hospitalier de Sour El Ghazlane et les services compétents ont ouvert une enquête afin de tirer au clair les circonstances de cet accident tragique.

Faux billets de banque, 4 trafiquants sous les verrous

La brigade de recherche de la gendarmerie de Bouira vient de mettre fin hier aux agissements criminels d'un réseau spécialisé dans l'émission de faux billets de banque. Il s'agit de 4 faussaires pour le moment. Les enquêteurs ont reçu des informations sur

la présence d'un groupe de 4 individus qui circulait dans la ville de Bouira à bord d'un véhicule de couleur noire immatriculé dans la wilaya de M'sila. Interceptés et arrêtés, les mis en cause, dont les âges varient entre 20 et 40 ans, étaient en possession d'une quantité de faux billets d'une valeur de 4 millions de centimes en coupures de 2.000 dinars. Selon des informations, l'enquête est en cours dans le but de démanteler tout le réseau dont les ramifications s'étendent à d'autres wilayas.

F. H.

EL-TARF

Trafic de véhicules et contrebande, un mandat de dépôt

A. Ouelaa

La PAF du poste frontalier d'Oum Théboul, daïra d'El-Kala, wilaya d'El-Tarf, a arrêté en ce début de semaine un jeune âgé de trente ans qui tentait de traverser la frontière pour rejoindre la Tunisie. Le jeune en ques-

tion, originaire de la wilaya de Constantine, après investigations approfondies, s'est avéré un trafiquant de véhicules. En effet, ce jeune, mécanicien de son état, se servait d'un garage situé à la cité Boudraa Salah à Constantine où il est parvenu à déosser six véhicules et les vendre en pièces détachées. Quant à leurs documents, ils servaient à faire transiter des véhicules de l'étranger. Des documents falsifiés ont aussi été retrouvés chez ce trafiquant qui a été remis à la Sûreté de daïra d'El-Kala puis à la justice où le magistrat instructeur l'a placé sous mandat de dépôt.

BOUHADJAR

Vol de bijoux : une femme condamnée à 6 mois de prison

A. O.

Un bijoutier de la ville frontalière de Bouhadjar s'est fait subtiliser des bijoux, entre autres des boucles d'oreilles, des bagues et une parure par une femme mariée et mère d'un enfant habitant la ville de Annaba. Cette dernière s'est fait passer pour

une cadre des impôts et a réussi à embobiner le bijoutier qui n'a fait que lui montrer tous ce qu'elle demandait et de temps en temps parvenait à cacher quelque pièces sous ses vêtements. Le malheureux bijoutier ne s'en est rendu compte que quelques minutes après.

Alertés, les policiers ont vite fait de

boucler la zone ainsi que l'entrée et la sortie de la ville jusqu'à l'arrestation de cette femme chez laquelle non seulement les bijoux volés ont été trouvés mais aussi des psychotropes. Présentée avant-hier devant le tribunal de Bouhadjar, elle a été condamnée à six mois de prison ferme.

BORDJ BOU-ARRÉRIDJ

Mise en service de la nouvelle trémie du centre-ville

La trémie jouxtant le lycée Saïd Zerrouki du centre-ville de Bordj Bou-Arréridj a été ouverte ce mardi à la circulation dans les deux sens, avant sa réception officielle, a-t-on appris auprès de la direction locale des travaux publics (DTP).

La même source a souligné que cet ouvrage allait « grandement participer à fluidifier le trafic et réduire la congestion routière notamment entre la maison de la Culture Mohamed-Boudiaf et la jonction menant au marché Boumezreg. On ajoute que l'ouverture de la nouvelle trémie permettra l'achèvement des travaux d'aménagement externes et l'installation, entre autres, de pan-

neaux de signalisation et l'embellissement du site. Lancé en juin 2014 pour une durée de réalisation de 8 mois, le projet avait enregistré beaucoup de retard au début des travaux et imposé « un suivi rigoureux » de la part des autorités locales.

Des instructions ont été données aux parties concernées pour accélérer le rythme des travaux avec l'objectif de son ouverture partielle à la circulation avant le début du mois de juin en attendant sa réception intégrale au cours des semaines suivantes, a-t-on noté.

Dans le même contexte, la wilaya de Bordj Bou-Arréridj a bénéficié de deux projets de trémies inscrits dans

le programme des projets routiers pour réguler la circulation dans la capitale des Bibans. La première trémie de 260 mètres dont 56m couverts, sera du côté du lycée Saïd Zerrouki. La seconde, d'une longueur de 260 mètres, prendra naissance depuis l'entrée est de la ville et débouchera au quartier des 500 logements reliant la route nationale n°5 au chemin de wilaya n°42. Une fois concrétisés, ces deux ouvrages contribueront à la réduction de la congestion du trafic et permettront de « fluidifier considérablement » la circulation à Bordj Bou-Arréridj, en particulier au centre-ville et à proximité des institutions publiques et de services.

BATNA

Les jeux traditionnels reviennent

Un groupe de jeunes de la commune de Takeslent, distante d'environ 70 km de la ville de Batna, table sur la remise au goût du jour des anciens jeux populaires traditionnels pratiqués dans la région des Aurès à l'occasion de grandes et heureuses circonstances. Ce groupe qui active au sein des associations culturelles locales dont Idhourar Naith Soltane (montagnes d'Ouled Soltane), Idhourar Aâlalane (Hautes montagnes), Marakounda pour la culture et des arts de Takeslent et Thaziri (la lune) de Merouana a initié récemment un festival local des jeux traditionnels.

En dépit des moyens limités, ce festival, qui est à sa deuxième édition, commence à « gagner de la notoriété » notamment parmi les jeunes des Aurès qui ont eu à découvrir des distractions d'un autre genre, où se mêlent patrimoine, mémoire collective, joie, bonne humeur et détente.

LE DÉCLIC POUR RESSUSCITER DES PRATIQUES ANCIENNES

Ces jeux que les ancêtres pratiquaient et appréciaient notamment lors de fêtes de mariage, des moissons-battages ou de récolte, ont suscité une sorte de « nostalgie » même parmi les plus jeunes qui se disent « rassurés et éprius » lorsqu'ils voient des vieux s'adonner au jeu de la kharbga (un jeu populaire ressemblant au jeu d'échecs qui est pratiqué sur le sol à l'aide de petites pierres). L'idée d'organiser un festival local sur les jeux populaires qui font partie du patrimoine commun de la région n'a pas été « fortuite », mais inspirée de l'image de ces vieux qui pratiquent avec passion le jeu de la kharbga, ont témoigné Omar Benmahdi et Hamada Bensaci, représentants du comité d'organisation du festival des jeux traditionnels organisé à l'occasion du mois du patrimoine (18 avril-18 mai). Cette idée qui paraissait quelque peu « étrange », a vite été « adoptée » par les habitants de cette localité qui continuent jusqu'à aujourd'hui, notamment au printemps, à s'adonner à des jeux anciens comme l'arc (thakourt), un jeu traditionnel qui ressemble au hockey, ont-ils poursuivi. La « genèse » de ce festival remonte à mai 2014 lors d'une fête de mariage organisée dans la localité de Marakounda où les jeux traditionnels avaient été les maîtres des lieux, a-t-on souligné, précisant que ce jour-là, les invités étaient remarquablement «blouis» par la finesse de ces jeux perfectionnés dans la mecha d'Adhahri, située entre les montagnes de Rafaâ, témoin vivant de plusieurs batailles de la guerre de libération nationale. La relance de ces jeux « précurseurs » de joie aussi bien pour les grands que les tous petits s'ins-

crit dans le cadre de la « préservation du patrimoine et de la mémoire collective menacée aujourd'hui par l'oubli », soutiennent M. Bensaci.

15 JEUX TRADITIONNELS RELANCÉS

Sur une colline verte de Takeslent, dans une journée printanière, au cœur des Aurès, la deuxième édition du festival des jeux populaires traditionnels de la région a été organisée et marquée par la programmation d'une quinzaine de jeux traditionnels qui ont capté l'attention des visiteurs composés essentiellement de jeunes gens venus de plusieurs localités de la wilaya. L'image des groupes de personnes concentrées à pratiquer un jeu reflétait l'intérêt accordé à un pan de la mémoire collective de la région, ont estimé les organisateurs qui misent sur la continuité de ce festival qui, de l'avis des participants « a éveillé quelque chose du passé, des souvenirs lointains, de moments de joie et de partage ». « Sans le moindre complexe », les jeunes en habits traditionnels chaouis qui ne connaissaient de ces jeux traditionnels que le nom se sont mis de la partie et ont pris part à cette manifestation, offrant des scènes saisissantes aux amateurs de photographies. Du jeu d'el kroud (manipulation de plusieurs petites pierres reposant sur la célérité de rattraper les pierres jetées en l'air), à celui d'el khatem ou thoumliht (jeu de devinette pour trouver dans quelle main l'objet est caché) en passant par issourfène (un genre d'art martial joué avec des bâtons) les nombreux visiteurs et les curieux ont trouvé « matière » de détente et de distraction. Pour les présidents de ces deux associations, les efforts des membres des ces associations s'orientent vers un travail de recherche et d'investigation pour « déterrer » des nouveaux jeux anciens à inclure dans la troisième édition, avec l'ambition de donner à cet espace de jeux traditionnels un caractère régional ou national. Bien que les jeux traditionnels dans la région des Aurès aient été immortalisés à travers les toiles des peintres de la région comme Abdou Tamine, Chérif Merzougui, Abdelaâli Bougrhra et également Houara Hocine et Mustapha Lekhal, ils sont tombés dans l'oubli, souligne-ton. « Il n'y a que kharbga qui a résisté au temps et demeure le jeu favori des vieux des Aurès ». Pour les jeunes de Takeslent, la relance du patrimoine culturel la région à travers la relance des jeux traditionnels populaires constitue « la meilleure tactique » pour faire découvrir cette parcelle des Aurès, riche avec ses sites archéologiques romains, son artisanat, son histoire, ses plats populaires et ses jeux traditionnels.

TÉBESSA

Trafic de drogue, 15 arrestations

Ali Chabana

Les services de police de la 6^e Sûreté urbaine de Tébessa viennent de mettre un terme aux agissements criminels d'une bande de 15 individus qui sévissaient au quartier populaire de Draâ Limam sous la conduite de son caïd âgé de 25 ans. Plusieurs de ses membres se

postaient dans des coins afin d'orienter le client vers l'endroit où il sera servi de la marchandise. Après des investigations minutieuses, les policiers opérèrent une descente pour arrêter un à un tous les suspects qui seront déférés devant les instances judiciaires, selon le communiqué de la Sûreté de wilaya.

Horaires des prières pour Alger et ses environs

19 chaâbâne 1437				
El Fedjr 03h47	Dohr 12h45	Assar 16h36	Maghreb 20h01	Icha 21h38
				

Chaînes de télévision pour enfants

Les spécialistes tirent la sonnette d'alarme

Pour avoir la paix et la tranquillité à la maison, de nombreux parents semblent avoir trouvé la bonne formule, une sorte de baby-sitting gratuit.

Mokhtaria Bensaâd

L'astuce consiste à mettre son enfant devant un écran-télé pour voir «Toyour Al Djenna, MBC3, Karameech, Cartoon network», et d'autres chaînes similaires, pendant des heures en continu sans se soucier des conséquences d'un tel acte, l'essentiel pour la maman étant de ne plus entendre les cris et les pleurs de son enfant durant la journée et vaquer tranquillement à ses occupations.

«Ouf, disent la majorité des mamans, je suis tranquille».

Tranquille, oui, mais à quel prix. Toutes ces mères qui croient avoir relevé le défi de maintenir un enfant sage le plus longtemps possible, ignorent en réalité qu'elles viennent de livrer leur enfant à un monde sans aucune activité motrice, exploratoire et inter-humaine, indispensable pour le développement de la personnalité. L'enfant est ainsi privé, inconsciemment, de son monde réel et naturel, sa famille et la société.

Si les spécialistes, psychiatres, psychologues et orthophonistes commencent à tirer la sonnette d'alarme sur les dangers de certaines chaînes et interdisent la télévision pour les enfants en bas âge, c'est parce que les cas de troubles du comportement chez l'enfant sont de plus en plus fréquents et le point commun chez ces sujets consultés est l'écran. La majorité de ces enfants ont été exposés aux chaînes de télévision pour enfants pendant des heures, même pour les enfants de moins de trois ans. Tous les spécialistes avec lesquels nous avons parlé sont unanimes à dire qu'un bébé ou un enfant précocement captivé par le rythme rapide des couleurs et des sons qui tournent en boucle sur un écran risque d'avoir une dépendance vis-à-vis de l'objet télévisuel, ce qui constitue un frein au développement intellectuel et émotionnel, des dysfonctionnements langagiers et des troubles de la concentration.

ABSENCE DE PROGRAMMES EDUCATIFS DANS CES CHAÎNES POUR ENFANTS

Quel produit présentent ces chaînes TV. Est-ce que leurs programmes ont été soumis à une étude scientifique préalablement validée par des spécialistes ? Selon des psychiatres, psychologues et orthophonistes, certaines chaînes axent soit sur le son et l'image rythmées comme c'est le cas de Toyour Al Djenna et Karamich ou sur les images de violence et du monde obscur comme c'est le cas pour MBC3 et Cartoon network.

Ayman, a un an et demi, sa mère commençait à le mettre devant



l'écran lorsqu'il avait un an. Très occupée entre le travail et le ménage, elle n'a trouvé comme solution que de le confier à cette baby-sitter gratuite qu'est la télé. Sans s'en rendre compte, son enfant y est devenu accro. Il avait commencé à prononcer ses premiers mots mais à force de regarder Toyour Al Djenna, il a arrêté de parler et développé une agressivité envers son entourage. Le petit Ayman s'est très attaché à l'écran au point où si la mère éteint la télé, c'est la crise sévère et des pleurs non-stop.

Constatant ces troubles chez son enfant, la mère l'a emmené chez un pédiatre. Durant l'attente au cabinet du médecin, il n'a pas arrêté de pleurer. C'est ce qui a attiré l'attention du pédiatre. Après discussion avec la mère et le constat du regard de Ayman qui n'était pas fixé sur la personne qui lui parle mais figé ailleurs, le pédiatre a conclu que l'enfant, à force de regarder cette chaîne tv, risquait de développer une forme d'autisme. Le traitement a été de réduire progressivement les heures de télévision de l'enfant et de la supprimer ensuite afin de rendre à l'enfant sa stabilité. Après ce traitement, Ayman a retrouvé le langage et la concentration.

Un autre enfant, Amine, trois ans. Il n'a prononcé aucun mot bien que tous les tests qu'il a subis n'ont révélé aucune anomalie. L'orthophoniste qu'il l'a examiné a vite fait le lien entre la télévision et l'absence de langage. Amine passait des heures devant la télé et avait rompu le lien avec sa famille. C'est ce qui a provoqué chez lui ce dysfonctionnement langagier.

Malheureusement, Ayman et Amine ne sont pas les seules victimes de ces chaînes. Des spécialistes nous ont révélé que beaucoup d'enfants «normaux» développent des troubles de comportement et deviennent accro à l'écran car ils y ont été exposés très tôt.

Dr Dehiba, psychiatre à Oran, estime qu'il s'agit d'une «chaîne qui ne comporte aucun programme édu-

catif pour l'enfant. C'est le son et l'image qui attirent avec des chansons qui tournent en boucle à longueur de journée, chantée par une enfant portant le voile qui était mince lors de ces débuts à la chaîne et qui est actuellement obèse. Quel exemple donne-t-on alors à nos enfants avec ces images ou avec des images des enfants déguisés en biberons». «Il n'y a aucune production dans cette chaîne, aucun principe éducatif. On prétend donner des leçons de morale pas appropriés aux enfants. C'est très schématique». Ce que recommande cette spécialiste est de «privilégier le contact humain chez l'enfant. Un enfant qui a 2 ans a plus besoin de sa maman et du contact social que de rester scotché devant un écran sans aucune surveillance. Si l'enfant doit regarder la télé, il faut que les parents soient sensibilisés qu'il est important que l'enfant sache que c'est l'adulte qui commande et choisit les programmes qui lui sont appropriés».

Ces troubles du comportement chez l'enfant sont aussi constatés par les orthophonistes. C'est ce que nous a confirmé l'orthophoniste, Seghier Abdellah. Selon les cas qu'il a eu à traiter, les enfants qui se présentent avec des troubles du langage ont aussi des troubles du comportement et une absence psychologique. Il s'agit d'enfants en bas âge habitués à la chaîne Toyour Al Djenna et Karameech. Les parents avaient l'habitude de placer leur enfant devant l'écran pour qu'il reste sage et le laisser face au son et à l'image répétés à longueur de journée. Comment cet enfant va-t-il se développer si toutes ses activités motrices et exploratoires sont supprimées ?», s'interroge ce spécialiste. «Toutes les énergies de l'enfant sont absorbées par l'écran. Il y a certains parents qui placent un bébé de deux et six mois devant l'écran. Ce bébé qui a regardé la télé à trois mois va automatiquement perdre la fixation des yeux. Il

LA TÉLÉVISION STRICTEMENT INTERDITE POUR LES MOINS DE 3 ANS

Du côté des psychologues, c'est l'alerte également. Mme Sbaâ Fatima, psychologue, est catégorique : «la télévision est totalement déconseillée pour les moins de trois ans. Au delà de cet âge, l'enfant doit être accompagné par un adulte qui le contrôle et le surveille face à l'écran». Pour cette psychologue, «la télévision est un gros problème pour l'enfant en bas âge du fait que ce sujet fait face à une séduction passive et assimile des énergies qu'il ne comprend pas». Evoquant Toyour Al Djenna, Mme Sbaâ estime qu'il s'agit d'une «chaîne qui ne

ne sera sensible qu'au réflexe auditif et si on éteint la télé, il va pleurer. Evoluer dans ces conditions, l'enfant sera absent de son monde réel». Autre dégât que provoquent ces chaînes est le freinage du développement psychomoteur. Conséquence : retard de la marche».

M. Seghier a expliqué également que «tout ce qui est rythmique attire l'enfant et comme ces chaînes tournent à longueur de journée en boucle avec les mêmes chansons, l'enfant est donc conditionné tout en apprenant ces chansons et en les répétant sans cesse».

Pour traiter l'enfant contre cette addiction, il ne faut jamais faire l'erreur de supprimer la chaîne à l'enfant d'un coup mais de façon progressive. Chaque jour, on réduit les heures d'audience jusqu'à la supprimer complètement. Si l'enfant est privé de l'écran, il devient alors agressif, il développe un comportement sévère et le trouble de Pica. Il commence à enlever ses vêtements, il frappe les personnes qui lui interdisent la télé.

Traiter ce trouble du comportement serait comme formater un système et installer un autre dans le cerveau de l'enfant». Ce spécialiste attire l'attention également sur le manque de compétence dans l'élaboration du diagnostic du trouble du comportement. Il estime que «chaque cas doit être bien diagnostiqué afin de prescrire le traitement adéquat. Actuellement, tous les troubles du comportement sont orientés vers l'autisme sans les analyses et les tests approfondis».

Ce qu'il recommande aux parents, d'autre part, est de supprimer carrément ces chaînes des récepteurs afin d'éviter tous les risques que leur diffusion fait courir aux enfants et qui peuvent être fatales pour le développement de leur personnalité. Au moment où ces chaînes s'invitent dans toutes les maisons sans autorisation, les associations de protection de l'enfance restent muettes.

Ligue 1

Le vendredi de tous les enjeux

M. A.

Le rideau tombera de main sur la Ligue 1 à l'occasion de la trentième et dernière journée qui nous livrera ses derniers secrets aux deux extrémités du tableau pour connaître les deux équipes qui compléteront le podium, synonyme de participation aux deux compétitions africaines aux côtés du leader, l'USMA, outre l'identité de la formation qui accompagnera l'ASMO et le RCA au purgatoire. Dans la partie haute du tableau, en raison du resserrement des positions où six équipes se tiennent dans un mouchoir de poche, le suspense demeure entier même si la JS Saoura (45pts) et la JSK (44 pts) semblent les mieux placées, sur le papier, pour valider leur participation, respectivement en Ligue des champions et en Coupe de la Confédération africaine la saison prochaine, alors que le trio ESS-MOB-DRBT, avec 44 points chacun, et le CRB (42 pts) demeurent à l'affût. Au stade Habib Bouakeul, la lanterne rouge, l'ASMO, tentera de faire un baroud d'honneur pour ses adieux à l'élite mais son hôte du jour,

plus ambitieux que jamais, ne l'entendra pas certainement de cette oreille en se déplaçant en conquérant à Oran et qui ne gâchera pas une si belle opportunité qui se présente à lui face à un team qui reste sur plusieurs défaites à domicile. Donc, à moins d'un sursaut d'orgueil des camarades de Benzega, on voit mal la formation asémiste tenir la dragée haute à la formation du Sud. Toujours est-il que cette opposition sera suivie avec grande attention par la JSK qui ne perd pas espoir de coiffer sur le fil la JSS pour la seconde place. Pour cela, la formation kabyle est tenue avant tout de faire le boulot avec la réception du MCO dans son antre du 1^{er}-Novembre de Tizi Ouzou et attendre. L'ES Sétif, relancée dans la course au podium et tout auréolée de sa dernière victoire face à la JSK, sera à Alger au stade Omar Hamadi dans le but de continuer sur sa lancée face au MCA qui a assuré son maintien et qui évoluera sans aucune pression. L'autre rencontre qui ne manque pas d'intérêt aura pour cadre le stade du 20-Août 55 du Ruisseau où le MOB, logé à la même enseigne que l'ESS et le DRBT et qui se trouve sur un nua-

Demain à 17h30

Tizi Ouzou:	JSK	MCO
Arba:	RCA	CSC
Alger(20 août 55):	NAHD	MOB
Blida:	USMB	USMA
Tadjenat:	DRBT	CRB
Alger (1 ^{er} novembre):	USMH	RCR
Oran (Bouakeul):	ASMO	JSS
Alger (Omar Halmadi):	MCA	ESS

ASM Oran- Sit-in au stade Habib Bouakeul**Les supporters exigent des décisions radicales**

M. Z.

Les supporters de l'ASMO, qui n'ont pas diégéré la rétrogradation de leur équipe en Ligue 2, sont montés au créneau pour faire entendre leur voix et dénoncer la mauvaise gestion des dirigeants. Avant-hier, en marge de la séance d'entraînement, ils ont organisé un sit-in au stade Habib Bouakeul. Plus d'une centaine d'inconditionnels asémistes, tous âges confondus, ont tenu à organiser ce regroupement pour mettre fin, « à cette mascarade qui ne fait que porter préjudice au club », ont-ils affirmé. Les protestataires ont contesté, par le biais de slogans et bandero-

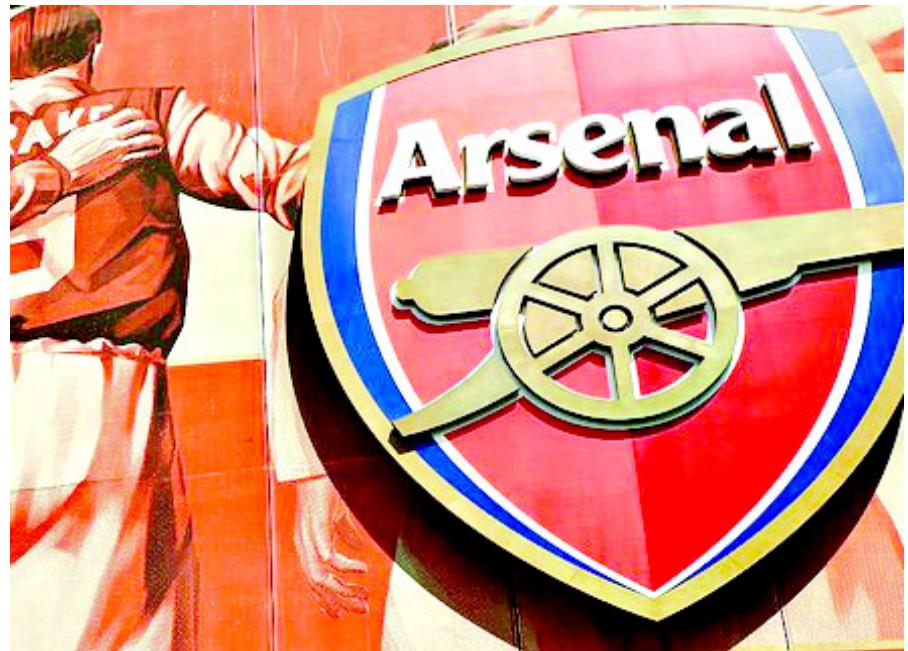
les, la situation qui prévaut actuellement et la gestion anarchique qui a débouché sur la descente de l'équipe en Ligue 2. Par ce sit-in, les fans asémistes ont voulu, selon leurs dires, alerter et sensibiliser les autorités locales pour provoquer un changement radical et mettre fin à tout ce qui se trame au sein du club. «Les supporters demandent l'intervention du wali d'Oran pour un changement radical». «ASMO en otage». «Nous nous dirigeons vers la division nationale amateurs». «C'est le début de huit ans en Ligue 2». Tels sont les principaux slogans lus sur les banderoles. Selon certains fans, le sit-in devait avoir lieu aux sièges de la DJS et de la wi-

Basketball- Play-off**Le CRB Témouchent en ballottage favorable à Mostaganem**

M. Bensafi

Le tournoi qualificatif pour le tournoi final, qui n'est pas allé à son terme et qui a réuni les quatre premières équipes du championnat de basketball de la Nationale 2 région ouest le week-end dernier à Béni-Saf, se clôturera ce vendredi après-midi à Mostaganem, et ce après les incidents

qui ont émaillé la rencontre CRB Témouchent-JS Aïn El Arba, comptant pour la 3^{ème} et dernière journée de ce tournoi. Alors que le CRBT menait 46 à 44 à la huitième minute du dernier quart-temps, une partie du public a envahi le parquet. L'autre rencontre au programme mettra aux prises le CRBéni-Saf à l'ACB Tighenif. A noter que le CRBT est

Angleterre
Plus de 130 millions d'euros pour Arsenal, champion des droits TV


Les clubs de Premier League ont encaissé des recettes record cette saison. Arsenal, dauphin de Leicester City, arrive en tête avec plus de 100 millions de livres sterling. Avec près de 7 milliards d'euros sur les trois prochaines années (2016-2019), les droits TV vont bientôt exploser en Angleterre. Mais en attendant cette nouvelle hausse de leurs revenus, qui les rendra tout puissants sur le marché des transferts, les clubs de Premier League ne sont pas à plaindre. Vraiment pas. Les recettes qu'ils ont perçues à l'issue

d'un exercice qui a sacré Leicester City pour la première fois de son histoire sont d'ailleurs là pour le rappeler. Si les Foxes ont bien terminé en tête du championnat, ce ne sont pas eux qui ont eu la plus grosse part du gâteau. Le club entraîné par Claudio Ranieri a tout de même récupéré 93,2 millions de livres sterling, soit plus de 122 millions d'euros, mais il ne figure pas sur le podium des équipes les mieux loties. Un classement que domine Arsenal, dauphin du LCFC sur le terrain et seule formation de l'élite à percevoir plus

de 100 millions de livres sterling (100,1 M£, soit plus de 130 millions d'euros). C'est grâce à leurs 27 diffusions en prime-time, un critère qui représente 25% des revenus (50% sont répartis de manière égale entre les vingt clubs et 25% en fonction du classement final), que les Gunners touchent le jackpot. A ce petit jeu-là, ils devancent Manchester City (97 M£), Manchester United (96,5 M£) et Tottenham (95,2 M£). Leicester City complète ensuite le top 5, juste devant Liverpool (90,5 M£) et Chelsea (87,3 M£).

Handball-Division Excellence**Le WAB Ouargla joue gros face au MC Oran**

Atrois journées de la fin de la compétition, la décantation étant pratiquement faite en tête de classement où, sauf surprise, on voit mal le GS Pétroliers laisser échapper le titre largement à sa portée d'autant que ce vendredi il sera en roue libre face à la lanterne rouge, la GSB, dans le duel des extrêmes. L'intérêt plutôt de la 24e journée sera porté vers le

Vendredi à 15h00

Aïn Touda:	ESAT	CCL
B.Kiffan:	GSP	GSB
BBA:	CRBBA	CRBM
Baraki:	CRBB	MBT
Skikda:	JSES	OEO
Ouargla:	WABO	MCO

Samedi à 11h00

ICO	MCS
-----	-----

tat le condamnerait au purgatoire. Dans le haut du tableau, outre le GSP, ses proches poursuivants évolueront à domicile. Son dauphin, le CRB Mila, tout comme la JSE Skikda et le CRB Baraki qui partent avec les faveurs du pronostic face respectivement à l'O El Oued et le MB Tadjenat. Dans les autres rencontres, à Ain Touda, l'ESAT tentera d'améliorer son classement devant son public face au C. Chelghoum Laid et il en sera de même ce samedi en match décalé pour l'IC Ouargla sur ses terres face au MC Saïda. **A.S.**

Basketball -Tournoi des As
Le CRBDB pour l'exploit, le GSP dos au mur

Le CRB Dar El-Beida, beau vainqueur du champion d'Algérie en titre, le GS Pétroliers (65-53) en finale (aller) des As du Championnat d'Algérie 2015-2016 de Superdivision A de basket-ball (messieurs), n'est qu'à une victoire pour s'approprier un premier titre historique tant attendu. Devant un public record entièrement acquis à sa cause, les hommes de Yacine Aït-Kaci ont pris la gorge leurs éternels ad-

versaires, en assurant un départ ultra-rapide dès le 1^{er} quart-temps (20-6) et de maintenir un écart sécurisant de 12 points à la pause (36-24), qui sera d'ailleurs celui du coup de sifflet final. Les camarades de Chikhi ont résisté courageusement au retour des Pétroliers lors du 3^e QT (50-47), avant de porter l'estocade et gagner finalement par 65-53. Vendredi à Hydra (16h00), le CRBDB partira avec un avan-

tage psychologique important, car une victoire lui épargnera la difficile épreuve d'un troisième match (belle) sur le terrain de son adversaire. Le GS Pétroliers, dos au mur après cette défaite, sera contraint de l'emporter pour garder ses chances intactes de conserver son titre pour la troisième année consécutive, car une défaite offrirait sur un plateau un premier titre historique à la daïra de Dar El-Beida (tous sports confondus).

IRB Maghnia

Un sacre, fruit du labeur et de la volonté

Chergui Abdelghani

L'IRB Maghnia a validé son accession en division nationale amateurs bien avant la fin de l'exercice 2015 /2016 après avoir exercé une domination sans partage tout au long de la saison. D'ailleurs, même son concurrent direct le plus tenace, le CRB Hennaya, n'a pu résister à la furia des joueurs de l'Ittihad, plus déterminés que jamais à atteindre leur objectif. Les hommes de Kheir Eddine Kherris et Abdelhafid Guettaïa, auront été à la hauteur des aspirations des supporters et des dirigeants, lesquels les ont assistés même dans les moments difficiles afin de réaliser ce rêve qu'ils caressaient depuis leur rétrogradation en division inter-régions il y a deux saisons.

Les camarades de l'excellent Mounir Aichi ont su imprimer la bonne cadence depuis la première journée en damant le pion à leurs adversaires tant à domicile qu'à l'extérieur. Effectivement, l'équipe chère au président Laâlem Boualem a réalisé un sans-faute à domicile durant toute la saison, ne s'inclinant qu'à deux reprises à l'extérieur, face au CRB Hennaya et à l'IRB El-Kerma.

Ce fut finalement une grande réussite, l'équipe composant son billet pour la DNA quatre journées avant le bâs- seur de rideau du championnat. Une consécration amplement méritée malgré la concurrence féroce du CRBH qui a flanché quelques journées après l'entame de la phase retour, laissant la voie libre au plus fort, l'IRBM. En analysant le parcours



de champion réalisé par les Frontaliers, tout le monde s'accorde à dire que cette accession n'est guère le fait du hasard. Bien au contraire, c'est le fruit d'un long labeur de toutes les parties qui n'entendent pas d'ailleurs s'arrêter en si bon chemin. Au cours de l'exercice 2015/2016, l'IRBM a remporté 20 victoires, perdu 2 matches et fait match nul à six reprises. Le club peut se targuer de posséder la meilleure attaque du groupe avec 52 buts marqués ainsi que la plus solide défense avec 9 buts encaissés. Même si ce sacre est une œuvre collective, le plus grand mérite revient au président Laâlem Boualem, de retour aux affaires du club pour une troisième consécration du fait qu'il a à son actif deux autres accessions avec son club de toujours.

Certes, il est vrai que le mérite de cette accession revient aux joueurs, au staff technique, mais, répétons-le, le rôle de Laâlem Boualem s'est avéré essentiel, car il a hérité d'une situation désastreuse du fait que le club venait d'échapper de justesse à une

autre rétrogradation. La priorité de Boualem était de reconstruire l'équipe en faisant appel à des joueurs expérimentés et à un entraîneur qui n'est plus à présenter, en l'occurrence Kheir Eddine Kherris lequel a adhéré d'emblée au projet, en acceptant le défi, sachant que l'objectif principal assigné n'était autre que le titre. Même si Boualem Laâlem ne cesse de déclarer que ce sacre est l'œuvre de tous. A Maghnia, tout le monde sans exception estime qu'il est en fait le principal artisan de cette accession, prime de la patience et le fruit de la ténacité de l'homme qui a donné un autre statut à ce club, par ailleurs véritable réservoir de jeunes talents. Pour ce qui est de la saison prochaine, le président Laâlem Boualem affirme que l'IRBM sera encore plus ambitieux et visera le titre donnant accès à la Ligue 2 si tous les moyens sont réunis. Aussi, est-il impératif de procéder à un recrutement judicieux en fonction des postes à pourvoir et trouver la manne financière nécessaire pour la réalisation de cet objectif.

Laâlem Boualem (président de section) «C'est la victoire d'un collectif»

Tout d'abord, je tiens à remercier les joueurs, le staff technique et médical pour tous les efforts consentis durant la saison. Je dédie ce sacre à nos supporters et à la population de Maghnia. Aujourd'hui, je suis un homme heureux mais pas comblé. Je ne le serais que lorsque l'IRBM

évoluera au palier supérieur, ne serait-ce qu'en Ligue 2.

Cette accession est le fruit d'un travail de longue haleine, de l'esprit combatif des joueurs, du soutien indéfectible des supporters et de l'aide précieuse des pouvoirs publics APC, DJS, APW, wilaya, sans oublier l'apport des amoureux du

Propos recueillis par C. A.

Kheir Eddine (Entraîneur) «Nos efforts ne sont pas partis en fumée»

Nous savions que cette saison allait être difficile pour nous. Nous avons donc souffert tout au long de la saison mais nous sommes parvenus à atteindre notre objectif haut la main et avant même la fin de l'exercice. Vraiment, c'est fabuleux, nos efforts four-

nis durant la saison ne sont pas partis en fumée. Je suis ému et comblé à la fois. Je tiens à remercier tous les joueurs pour leurs sacrifices et leur abnégation, et mes collaborateurs pour leur dévouement. J'associe tous les dirigeants qui ont effectué un bon travail et

Propos recueillis par C. A.

Ils sont champions

Benarbia Fayçal, Braoui Houssam, Abdoune Youcef, Saidi Soufiane, Tahar Mohammed, Zebour Sofiane, Sebih Yassine, Boughalia Seyfeddine, Aichi

Mounir, Sahnoun Zakaria, Djoudi Walid, Benmostefa Mostefa, Hamed Idriss, Tahar Mohammed Naim, Boughrif Mohammed El Amine, Zalegh Mohammed Karim, El

FC Barcelone

Mascherano d'accord avec la Juve ?

Selon la presse catalane, Javier Mascherano aurait trouvé un accord avec la Juventus et souhaiterait quitter le Barça pour retrouver une place au milieu de terrain. Javier Mascherano, qui a beau être considéré comme l'un des meilleurs défenseurs centraux de la planète, reste un milieu de terrain dans l'âme. Et, à bientôt 32 ans, il aimerait se fixer dans

l'entrejeu. Un poste que le Barça ne peut lui promettre. Selon Sport, il aurait déjà trouvé un accord avec la Juventus pour la saison prochaine.

L'Argentin est pourtant sous contrat jusqu'en 2018 avec un club catalan en recherche active d'un défenseur central. Et la probable arrivée d'un renfort de poids pour épauler Gerard Piqué dans l'axe

interroge forcément sur le futur rôle du joueur formé à River Plate. S'il reste. Car El Mundo Deportivo, autre quotidien catalan, évoque un autre aspect qui le pousserait à quitter le FC Barcelone cet été: sa condamnation en janvier dernier par un tribunal espagnol à un an de prison pour fraude fiscale, même s'il ne purgera (évidemment) pas cette peine.

Manchester United Le contrat gigantesque qui attend Ibra



Désireux à tout prix de recruter Zlatan Ibrahimovic, Manchester United a revu sa proposition à la hausse... Après la Suède, les Pays-Bas, l'Italie, l'Espagne et la France, Zlatan Ibrahimovic s'apprête à découvrir un nouveau championnat. Car si certains cadors italiens, au premier rang desquels l'AC Milan, espèrent encore faire revenir le géant suédois, celui-ci s'apprête à franchir la Manche afin de s'engager à Manchester United. Et tant pis si les Red Devils ne disputeront pas la Ligue des champions et devront se contenter de la Ligue Europa.

La qualification en C1 était pourtant l'un des pré-requis du Scandinave

pour s'engager avec le MUFC, mais le limogeage de Louis van Gaal, une autre des exigences du désormais ex-Parisien, et la perspective de retrouver José Mourinho, dont l'arrivée pourrait être annoncée dans les prochaines 48 heures, suffiront...

Et ce d'autant plus que les Red Devils auraient décidé de lui proposer un contrat des plus attractifs. A en croire Goal, après avoir émergé à plus de 1,4 million d'euros par mois au PSG, «Ibra» pourrait percevoir un salaire mensuel de 1,3 million d'euros à Manchester.

Un traitement auquel il faut en sus ajouter une prime à la signature gigantesque, un chèque de plus de

10 millions d'euros lui étant promis.

Avec néanmoins une condition: ne pas exercer son option sur la deuxième année de son contrat de deux ans et donc quitter les Mancuniens dès l'été prochain. Il sera alors temps pour Zlatan Ibrahimovic de rejoindre les Etats-Unis et la Major League Soccer (MLS), où l'attendrait là aussi un contrat particulièrement lucratif puisque le natif de Malmö (34 ans) pourrait être payé plus de deux millions d'euros par mois...

Une pré-retraite qu'il pourrait alors passer sous le soleil de Californie, une rumeur l'ayant récemment envoyé du côté du Los Angeles Galaxy.

Mourinho, un cauchemar pour le Real

En passe d'être nommé à la tête de Manchester United, José Mourinho semble décidé à piller le Real Madrid. Arrivé au Real Madrid en 2010, José Mourinho aura laissé une trace indélébile chez les Merengue. Pas pour ses résultats sportifs, le Real ayant dû se contenter d'un maigre titre de champion et d'une Coupe du Roi en trois ans, mais pour ses excès et ses provocations. Et ce n'est pas sa prochaine arrivée à Manchester United, devenue imminente, qui devrait changer la donne. Car à en croire les rumeurs de transfert venues d'Angleterre, l'entraîneur portugais risque de se rappeler au bon souvenir du club madrilène. En premier lieu car à en croire The Independent, la priorité de recrutement du futur homme fort des Red Devils s'appellerait Karim Benzema, qu'il a eu sous ses ordres lors de ses trois



années passées dans la capitale espagnole. Mais les visées de José Mourinho ne s'arrêteraient pas au seul attaquant tricolore. L'ancien coach des Blues souhaiterait en effet également attirer Raphaël Varane à qui il n'a pas hésité à faire confiance lors de son arrivée à Madrid en 2011, et ce alors que le Nordiste n'avait que 18 ans, et qui doit toujours se contenter d'un statut de troisième homme derrière la charnière Pepe-Sergio Ramos. Et les mauvaises nouvelles ne s'arrêtent pas là pour le Real Madrid. Notamment parce que José Mourinho n'entendrait pas non plus laisser partir son gardien vedette David De Gea, toujours ardemment espéré par les Merengue après avoir déjà failli s'engager au Real le dernier jour du précédent mercato estival. Ajoutez-y l'intérêt du Portugais pour Paul Pogba, alors que celui-ci est toujours dans le viseur du Real, et José Mourinho pourrait bien devenir le pire cauchemar du Real...

france 3

19.55 Mon petit doigt m'a dit...

Avec Catherine Frot, Laurent Terzieff, André Dussollier, Geneviève Bujold
Couple de bourgeois, Prudence et Béatrice Beresford se rendent dans une maison de retraite pour voir Ada, la vieille tante de ce dernier. Prudence est très vite intriguée par l'une des pensionnaires, Rose Evangelista, au comportement qu'elle trouve pour le moins mystérieux. Au décès d'Ada, le couple retourne dans l'établissement.

france 3

19.55 Lama et Macias, leur incroyable destin croisé

A l'occasion de leurs cinquante ans de carrière, Serge Lama et Enrico Macias reviennent sur les moments importants de leur vie. Grâce à leurs nombreux tubes comme «Je suis malade», «Les ballons rouges» pour Serge Lama, «Enfants de tous pays» ou encore «Le mendiant de l'amour» pour Enrico Macias, ils font partie des chanteurs les plus populaires de France.

TF1 JEUDI

19.55 Alice Nevers, le juge est une femme

Saison 14 - Episode 3
- Mauvais genre
Avec Marine Delterme, Mas Belsito, Jean-Michel Tinivelli, Pierre Santini
Lors de la kermesse de l'école, alors qu'elle cherche Paul, Alice tombe sur le cadavre du directeur. Celui-ci a été tué avec une paire de ciseaux. Un peu plus loin, elle retrouve son fils prostré dans un cagibi. Marquand apprend que la victime était favorable à un programme d'éducation visant à lutter contre le sexisme et les stéréotypes de genre.

france 2

19.55 Des paroles et des actes

Présenté par David Pujadas
Invité : Jean-Luc Mélenchon.
Avant d'adhérer au Parti socialiste en 1977, ce natif de Tanger, au Maroc, fait des études de philosophie puis du journalisme. Il exerce de nombreux mandats : conseiller municipal, conseiller général et sénateur. En 2000, Mélenchon rejoint le gouvernement de Jospin comme ministre délégué à l'Enseignement professionnel.

TF1 VENDREDI

19.55 Koh-Lanta

Saison 14 - Episode 14 : La finale
Présenté par Denis Brogniart
Après plusieurs semaines d'efforts, de privations et de dépassements, l'heure de la grande finale a sonné pour les quatre derniers aventuriers : Pascal, qui a réussi à rester en lice malgré ses treize conseils, Wendy la boxeuse, qui a remporté la dernière épreuve d'immunité, et tenu bon sans jamais se plaindre, Gabriel l'inspecteur belge, fin stratège, et Cécilia, la jeune danseuse, restée dans la course à la faveur de l'élimination d'Alain.

france 2

19.55 Candice Renoir

Saison 4 - Episode 7
- Toute vérité n'est pas bonne à dire
Avec Cécile Bois, Raphaël Lenglet, Gaya Verneuil, Ali Marhyar
Une jeune femme a été tuée, percutée en pleine nuit par une voiture volée. Pour la légiste, ce n'est pas un accident. La victime, Virginie Garrel, 35 ans, avait dit à son mari qu'elle partait en voyage d'affaires à Francfort.

M 6

19.55 Scorpion

Saison 2 - Episode 18
- La théorie du cactus
Avec Elyes Gabel, Jadyn Wong, Katharine McPhee, Ari Stidham
Lassé de devoir cacher ses sentiments, Toby officialise sa relation avec Happy. Mais Walter leur impose un ultimatum, les membres de l'équipe n'étant en effet pas autorisés à se fréquenter. S'ils veulent continuer à se voir, l'un des deux doit démissionner.

W9

19.55 X-Men

Avec Hugh Jackman, Halle Berry, Patrick Stewart, Ian McKellen
Sur Terre, les mutants aux pouvoirs surhumains se multiplient. Magneto veut les utiliser pour détruire l'humanité. Le Professeur Charles Xavier, directeur d'une école qui forme de jeunes mutants à l'esprit du Bien, peut compter sur ses élèves pour contrer Magneto : Tornade, qui maîtrise les tempêtes, Cyclope et son regard destructeur, Malicia qui absorbe les forces des assaillants et Wolverine aux griffes surpuissantes.

CANAL+

20.00 The Five

Saison 1 - Episode 9
Avec Tom Cullen, OT Fagbenle, Hannah Arterton, Sarah Solemani
Les cassettes de Marosi saisies dans son garde-meuble révèlent qu'il n'a pas tué Jesse. Interrogé de nouveau, le prédateur avoue qu'il s'apprêtait à enlever l'enfant quand son père est arrivé. À la lumière de ce témoignage, Danny interroge Allan Wells. Après que de nouveaux tests ADN ont apporté une révélation fracassante sur la filiation de Jesse, Mark et Danny...

CINE + FRISSON

19.45 Le flingueur

Avec Jason Statham, Ben Foster, Tony Goldwyn, Donald Sutherland
Basé à la Nouvelle-Orléans, Arthur Bishop est un tueur à gages d'une redoutable efficacité, dont la spécialité est de maquiller ses meurtres en accidents. Pour sa nouvelle mission, il doit supprimer Harry McKenna, son mentor et meilleur ami. Ce dernier est accusé par son associé d'avoir trahi les intérêts de leur organisation.

CANAL+

20.00 Ant-Man

Avec Paul Rudd, Evangeline Lilly, Corey Stoll, Michael Douglas
En 1989, Hank Pym, brillant savant, entre en conflit avec le SHIELD et refuse de livrer sa formule révolutionnaire de miniaturisation. De nos jours, Scott Lang, tout juste sorti de prison, se retrouve embarqué par ses anciens complices dans le cambriolage de la maison de Hank Pym. Le scientifique voit dans le cambrioleur un allié potentiel dans son combat contre l'arrogant Darren Cross, qui veut s'approprier sa formule.

CINE + FRISSON

19.45 Judge Dredd

Avec Sylvester Stallone, Joan Chen, Armand Assante, Rob Schneider
À Mega City One, en 2139, pour lutter contre la criminalité galopante, des forces de l'ordre ont été créées lors d'une expérience génétique : des justiciers à la fois juges, policiers, jurys et bourreaux. Dredd est le plus redouté d'entre eux. Il exécute ses sentences sans l'ombre d'un remords, ni la moindre hésitation.

Bélier 21-03 au 20-04

Vous éprouverez un grand désir de changer. Vous rechercherez une plus grande intensité dans les sentiments. Cela représente un moment important et décisif dans votre vie.

Taureau 21-04 au 21-05

Il se pourrait qu'un rendez-vous important soit manqué. Vous n'en ferez pas un drame car un appel opportun remettra les choses en ordre.

Gémeaux 22-05 au 22-06

Vous débordez d'enthousiasme et de joies et vous avez une confiance excessive en vous. Faites très attention car un tel excès de bonne humeur peut présager une baisse de forme qu'il faudrait savoir assumer.

Cancer 22-06 au 22-07

Des embrouilles peu recommandables vous seront évitées par la force des choses. Il faut dire aussi à votre crédit que la forme est là qui vous aide à gagner ce pari que vous aurez engagé avec vous-même.

Lion 23-07 au 23-08

Des problèmes sérieux pourraient survenir si vous ne faites pas attention à ce que vous faites. Vous garderez un certain sens des réalités qui vous préservera efficacement et vous ne serez plus enclin à commettre encore des erreurs à répétition.

Vierge 24-08 au 23-09

Vous ne pouvez compter que sur vous-même pour retrouver le moral. On vous fera part de certaines dispositions qui ne vous conviendront pas tout à fait. Touchez du bois car cela ne durera pas.

Balance 24-09 au 23-10

Vous vous démenez comme un diable pour vaincre une certaine résistance abusive de quelqu'un que vous redoutez. La chance de vous sortir de cette embuscade est un repli stratégique immédiat.

Scorpion 24-10 au 22-11

Grâce à une belle forme physique, vous pourrez fournir tous les efforts nécessaires pour aboutir là où vous n'avez pas pu aller tout récemment.

Sagittaire 23-11 au 21-12

Vous pensez pouvoir faire le bon choix entre différentes propositions apparemment raisonnables. Votre décision risque de peser lourd sur l'état de vos finances.

Capricorne 22-12 au 20-01

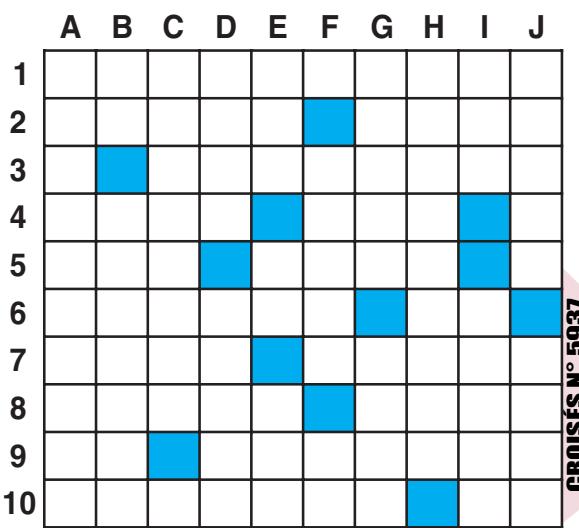
Les planètes vous sont moins favorables aujourd'hui. Cela accentue votre sens du devoir ce qui signifie que certaines obligations personnelles ou familiales deviendront soudainement une priorité pour vous, à la surprise générale.

Verseau 21-01 au 18-02

Les circonstances actuelles vous paraissent favorables. Cela pourrait modifier votre attitude envers une personne proche. Il ne faudra pas pour autant afficher une indifférence détachée qui pourrait modifier les excellentes relations avec la personne en question.

Poissons 19-02 au 20-03

Gardez toute liberté de faire un choix judicieux entre différentes propositions hasardeuses. Cela vous permettra de remettre de l'ordre dans vos finances. Ne laissez personne intervenir à votre place pour vous guider dans une décision très importante.



Horizontalement:

- Mise au piquet.
- Sherry de pub.
- Est bien vu !
- Raison de plus.
- Chemin de bois.
- Médecine de bouche à oreille.
- Pièce de turbine.
- Aperçu.
- Excitée.
- Lourd symbole.
- Etendre.
- Anneaux.
- Ont donc des antécédents.
- Grand fralin.
- Botte à botte.
- Jaffent.
- Saprophyte.
- Préposition.

Verticalement:

- Transport qui prête à rire.
- Pronom.
- Fait le noble ou le pitre.
- Bien près.
- Poète à ses heures.
- Combinat.
- Hallucinant.
- C'est-à-dire.
- Fait bien simple.
- Telle la grande bleue.
- En suite.
- Devis.
- Avare suisse.
- Mal sacré.
- Atome éclaté.
- Caisse de versement.
- Dit à haute voix.
- Passent à couvert.

LES SOLUTIONS

CROISÉS N°5936

P	A	T	O	U	I	L	L	E	R
R	U	I	S	S	E	A	U	E	
E	R	G	A		R	M	S	E	
S	R	E	G	I	M	B	E	R	
S	I	E	G	E	A	U	E		
U	S	R	E	M	G	L	U		
R	O	S	E	S	V	O	E	U	
E	L	A	N	D	O	T			
U	E	E	P	O	I	N	T	E	
R	E	S	S	E	N	T	I	E	

FLECHES N°5936

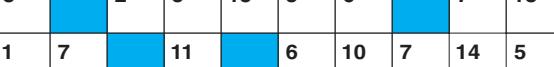
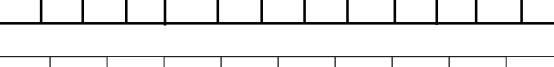
A	█	A	B	S	E	N	T	S
U	█	I	█	B	E	N	I	
T	█	A	S	█	C	A	N	
H	█	C	U	B	█	E	C	
E	█	T	A	U	█	O	S	E
N	█	E	I	R	█	I	R	S
T	█	S	T	E	█	R	I	L
I	█	D	E	E	█	E	T	M
Q	█	C	R	I	█	E	T	E
U	█	R	I	V	█	E	R	N
E	█	P	E	S	█	P	O	T
S	█	O	N	S	█	E	T	A

FOUILLES N° 5936 LIASSE (Lit - As)

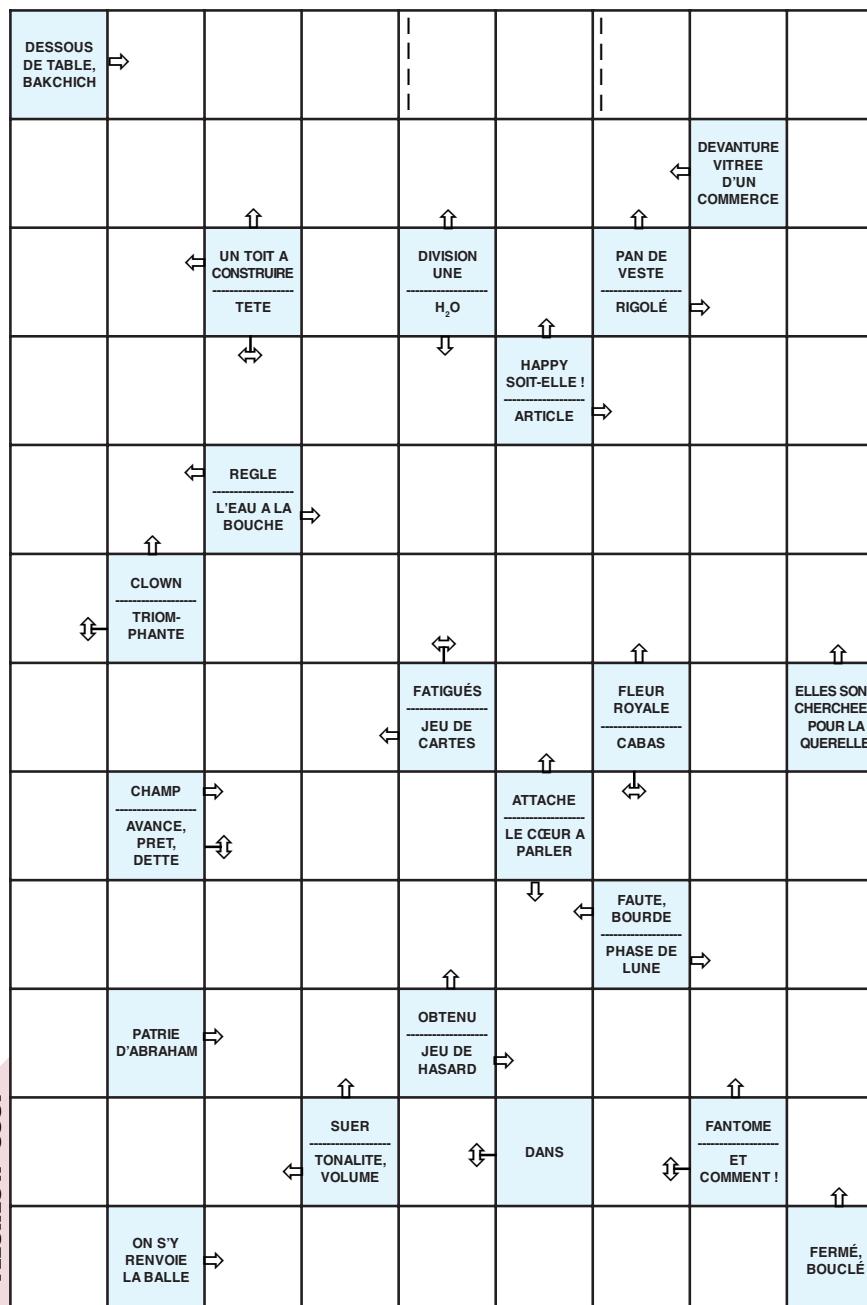
CODÉS N° 5936

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
R	A	L	I	T	E	S	U	P	M	N	O	B

14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
V	D	C	G									



Jeux proposés par Chérifa Benghani



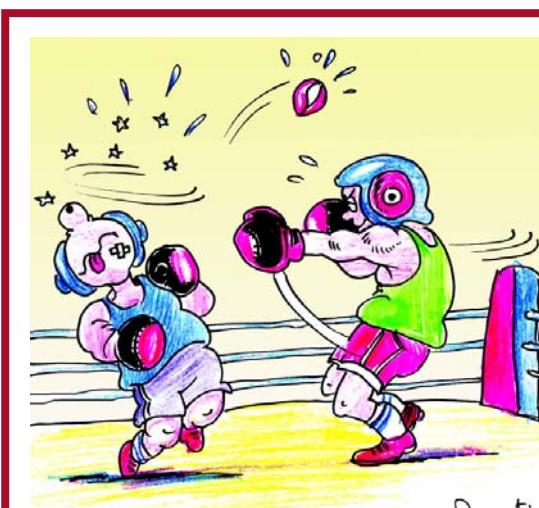
AMADOU – ANON –
BONDE –
BOULEVERSER –
BUTER – CENTRE –
CHOIR – COCON –
CROIRE – DRAGEE –
ÉCRITURE –
FOURNITURE –
GODILLOT – GONG –
GOTHA – GOURDE –
GRUE – HABITUDE –
HONTE – HACHE –
INEVITABLEMENT –
JUBILATION –
LESINER – LOUTRE –
MADAME –
MANDOLE – MOTIF –
NORD –
OBSTINATION –
ONZE – OUTIL –
OUTRAGE – PEGRE –
PERMANENCE –
PIPE – RAPEUR –
RAVAGE- ROUE –
SOLE – SUER –
SUPER –
SUREMENT – TRAIT –
TRAC.

Les 6 lettres restantes composent le tout de la charade suivante :

- Mon 1er imite sans parler.

- Mon 2e eut le culot.

Mon tout est un arbre à fleurs.



7 ERREURS



Benati.

Trois morts dans une collision à Ghardaïa

Trois personnes ont trouvé la mort et deux autres ont été blessées dans un accident de la circulation survenu hier mercredi après-midi à 110 Km au sud de Ghardaïa, apprend-on des services de la Protection civile de la wilaya. L'accident est survenu sur l'axe de la RN1 reliant Ghardaïa et El Meneaa, à une dizaine de Km au sud de Mansourah près de la localité de Hassi Leftal, lorsqu'un véhicule touristique est entré en collision frontale avec un autre véhicule utilitaire circulant dans le sens inverse, a précisé la même source.

Les trois victimes, toutes du sexe masculin (âgés entre 18 et 67 ans) sont mortes sur le coup, a indiqué la même source, tandis que les deux blessés sont âgés de 27 et 32 ans.

Deux autres personnes ont été blessées dans un autre accident survenu à quelques mètres du lieu du premier accident suite à un dérapage d'une camionnette transportant des pastèques.

La France puise dans ses réserves stratégiques de produits pétroliers



La France a commencé à puiser dans ses réserves stratégiques de produits pétroliers pour faire face aux problèmes d'approvisionnement en carburant affecté par le conflit social, a indiqué mercredi l'Union française des industries pétrolières (Ufip).

"Depuis deux jours, comme il y avait des problèmes de fonctionnement dans le raffinage, des blocages de dépôts, on a, en collaboration avec les pouvoirs publics, commencé à utiliser les stocks de réserve", a déclaré le président de cet organisme professionnel, Francis Duseux. Six des huit raffineries françaises sont au ralenti ou à l'arrêt et des dépôts de carburant sont bloqués par des grévistes et manifestants qui entendent protester contre une réforme sur le droit du travail, jugée trop libérale.

"Chaque jour, on ponctionne l'équivalent d'un jour de consommation", a-t-il ajouté. "Donc, au pire, si la situation restait très tendue, on ferait ça pendant trois mois". "La situation est tendue", a reconnu M. Duseux en estimant que les consommateurs "contribuent un peu" au problème. "On remplit tous nos réservoirs par précaution, parce qu'on a peur, et la consommation est multipliée par trois, voire par cinq dans certaines zones", a-t-il expliqué.

Djezzy annonce des nouveautés avec l'offre PLAY

Djezzy a le plaisir d'annoncer l'introduction de nouveaux avantages sur son offre PLAY à partir de ce mercredi 25 Mai 2016, indique un communiqué de l'opérateur. Ces avantages qui sont particulièrement attractifs, répondent aux différentes attentes des abonnés. Ainsi, pour un rechargement Flexy de 1000 DA, le client reçoit 3000 DA de crédit, valables pour des appels vers tous les réseaux, y compris vers l'international. Et ce n'est pas tout, car le client bénéficie en plus de 1,5 Go d'internet gratuit. Les avantages sont encore plus généreux avec un Flexy de 2000 DA ! Djezzy propose à tous ses clients un avantage exclusif: Le rechargement Flexy permet de choisir parmi 4 variétés de Play, qui offrent chacune des avantages adaptés à différents modes de consommation. Pour profiter de l'offre, il suffit de composer *720# si l'on est déjà un client PLAY.

La PLAY est également accessible à tous les clients Djezzy qui le désirent, en changeant de plan tarifaire via *100#. Pour rappel, tous les clients Djezzy bénéficient de la facturation de leurs appels par paliers de 30 secondes.

Le Quotidien

D'ORAN
Edition Nationale d'Information

Le baril de Brent frôle les 50 dollars

Les prix du pétrole poursuivaient leur marche en avant mercredi en cours d'échanges européens, galvanisés par de premières estimations favorables de la fédération professionnelle American Petroleum Institute (API) sur les stocks américains de brut, ravivant les espoirs de rééquilibrage du marché. Le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en juillet valait mercredi matin 49,20 dollars sur l'International Exchange (ICE) de Londres, en hausse de 59 cents par rapport à la clôture de mardi.

Dans les échanges électroniques sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de "light sweet crude" (WTI) pour la même échéance gagnait 51 cents à 49,13 dollars. Après avoir connu un lé-



ger accès de faiblesse depuis vendredi dernier, sur fond de normalisation des interruptions de production qui avaient jusqu'alors largement soutenu les prix, les cours du Brent et du WTI sont repassés dès mardi dans le vert, à la faveur de prévisions optimistes quant aux chiffres sur les réserves américaines de brut. L'API a en effet fait état mardi d'une baisse de 5,1 millions de réserves américaines de brut la semaine dernière, soit "trois fois plus qu'attendu".

Tunisie: le pèlerinage juif sous haute sécurité à Djerba



Le pèlerinage juif de la Ghriba, sur l'île tunisienne de Djerba (sud), a débuté mercredi sous haute surveillance du fait des craintes d'attentats entourant ces

célébrations ancestrales, selon des journalistes de l'AFP. En milieu de matinée, sous une chaleur déjà accablante, de petits groupes de pèlerins ont commencé à se présen-

ter devant la synagogue de la Ghriba, la plus ancienne d'Afrique. Le gros des participants --plusieurs centaines-- doit affluer dans l'après-midi. Les organisateurs disent attendre jusqu'à 2.000 personnes, malgré les craintes grandissantes liées à la sécurité. Mercredi matin, la police et l'armée tunisiennes étaient omniprésentes, tandis qu'un hélicoptère sillonnait le ciel. La "hara kbira", le "grand quartier" juif de l'île, a été bouclé et les fouilles sont systématiques à l'entrée du site. Par ailleurs, un dépôt d'armes a été découvert, mardi, à Ben Guerdane, dans le gouvernorat de Medenine. Le dépôt contenait 29 pièces d'armes de type kalachnikov, 3 lance-roquettes RPG, 130 boîtes chargeuses pour mitrailleurs et 9520 cartouches de millimètres 7,62 pour Kalachnikov.

Cinq morts dans un naufrage au large des côtes libyennes



Au moins cinq personnes sont mortes dans le naufrage d'un bateau de migrants au large des côtes libyennes, a annoncé mercredi la Marine italienne, qui a pu en sauver environ 500. Le bilan pourrait s'alourdir, le communiqué de la Marine précisant que "les opérations de secours se poursuivent" à la mi-journée. Mercredi matin, "le patrouilleur Bettica de la Marine, dans le cadre de son activité de surveillance maritime du canal de Sicile, a repéré au large des côtes libyennes une barge qui naviguait de manière précaire avec à bord de nombreuses personnes".

Peu de temps après, l'embarcation a chaviré en raison du nombre trop élevé de personnes à bord et de l'instabilité. Le navire Bettica s'est immédiatement rendu au plus près du bateau et a lancé des canots de sauvetage,

ainsi que des gilets, aux personnes tombées à l'eau, tandis que la frégate Bergamini, également sur place, a envoyé son hélicoptère et des moyens navals pour

leur porter secours. "Pour l'instant (à 13h00), quelque 500 migrants ont été secourus, sept corps ont été récupérés et ramenés à bord du Bettica", précise la Marine.

EDITORIAL

Par Moncef Wafi

EN ATTENDANT LES RÉFORMES

La ministre de l'Education nationale promet la prison à quiconque voudra tricher au bac. Nouria Benghebrit ne veut pas revivre son expérience du bac de l'an dernier qui s'est caractérisé par l'introduction de nouvelles formes de fraude via la 3G et les réseaux sociaux. Pour cela, instructions ont été données aux candidats de laisser leurs smartphones à l'extérieur des salles d'examen, rassurant qui veut bien la croire que la fuite des sujets est impossible. Difficile pourtant de donner plus de crédit qu'il n'en faut aux assurances de la ministre puisque tout le monde sait que les sujets ne peuvent pas être verrouillés à cent pour cent et qu'il a toujours existé des fuites dirigées pour certaines catégories sociales.

Si le propos de la ministre est de rassurer sur des épreuves «clean», la démarche reste pourtant maladroite à quelques heures du début des

épreuves. A l'image du gouvernement, elle a usé d'un verbe agressif, profitant des menaces à l'endroit de ceux qui ne sont finalement que des ados boutonneux déjà soumis à un stress imaginable. Ce gouvernement qui dirige le pays n'utilise, au fond, que le langage de la violence verbale et physique, menaçant à tout va de sanctions, de fermeture et de prison. Un mode de gouvernement tant de fois décrit mais resté immuable face à une volonté d'évoluer. Libre pour Benghebrit d'évoquer la justice face à des élèves peu doués, mais aura-t-elle le courage d'aller au bout des véritables réformes qui attendent l'école algérienne et par ricochet réformer

Six soldats turcs tués par une bombe



Six soldats ont été tués et deux autres blessés dans l'explosion d'une bombe au passage d'un convoi militaire dans le sud-est de la Turquie, a annoncé mardi soir l'état-major, attribuant cette attaque au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Le véhicule blindé qui transportait les militaires "a été frappé par l'explosion d'une bombe artisanale qui avait été dissimulée" au bord d'une route dans la province de Van, a expliqué l'armée dans un communiqué. Un responsable militaire a confirmé l'attaque à l'AFP, ajoutant que les soldats se rendaient sur le lieu de l'incendie d'une dizaine de véhicules provoqué par des membres du PKK (rebelle kurde).

Après l'explosion de la bombe, le convoi militaire a été atteint par plusieurs tirs de roquettes, a dit ce responsable sous le couvert de l'anonymat, évoquant l'hypothèse d'un guet-apens. L'armée a annoncé avoir déclenché une opération aérienne après l'attaque.

Frappes de l'armée libyenne contre des «positions terroristes»



L'armée de l'air libyenne a mené des frappes contre des positions de "groupes terroristes" à Derna dans l'est de la Libye où se poursuit une offensive contre le groupe terroriste auto-proclamé "Etat Islamique" (Daech), ont rapporté mercredi des sources médiatiques citant un responsable. "Un bombardier de l'armée de l'air libyenne a mené mardi soir les premières frappes sur des cibles terroristes dans la ville de Derna" dans l'est de la Libye, selon le directeur du bureau de l'information de la base aérienne de Tobrouk, Ali Boussetta, cité par les médias.

"Les frappes aériennes avaient ciblé des véhicules appartenant à des éléments terroristes tout prêt de Kobri", a-t-il indiqué, ajoutant que "l'avion qui a mené cette opération est revenu à la base aérienne de Tobrouk après avoir mené sa mission avec succès". L'avion en question, un "Mig 23 BN", appartenant à l'armée libyenne a mené son premier vol au début du mois de mai dans le ciel de Benghazi, dans l'est libyen, après qu'il ait été en maintenance opérée par les techniciens de la base aérienne de Tobrouk, a-t-on précisé.

les examens et en premier lieu celui du bac ?

En effet, il est inconcevable que des matières secondaires soient imposées à des classes scientifiques à l'exemple des épreuves de sciences islamiques ou de philosophie qui peuvent impacter négativement sur la moyenne finale du candidat. Sous la pression, la ministre a remisé ses réformes dans les caves du ministère, se contentant de menacer d'un index accusateur ceux qui auront le malheur de regarder par-dessus leurs épaules ou d'arriver en retard au centre d'examen. Là, elle est catégorique, décrétant qu'aucun retard «ne sera toléré» et les retardataires courant le risque de trouver les portes closes passé ce délai. Dans quelques heures le bac, et la réussite au bout des examens, c'est tout ce qu'on peut souhaiter aux candidats en l'absence de réformes dans le fond, courageuses et responsables.